



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC

Coopération avec les pays d'Europe de l'Est

Les projets en cours 2011

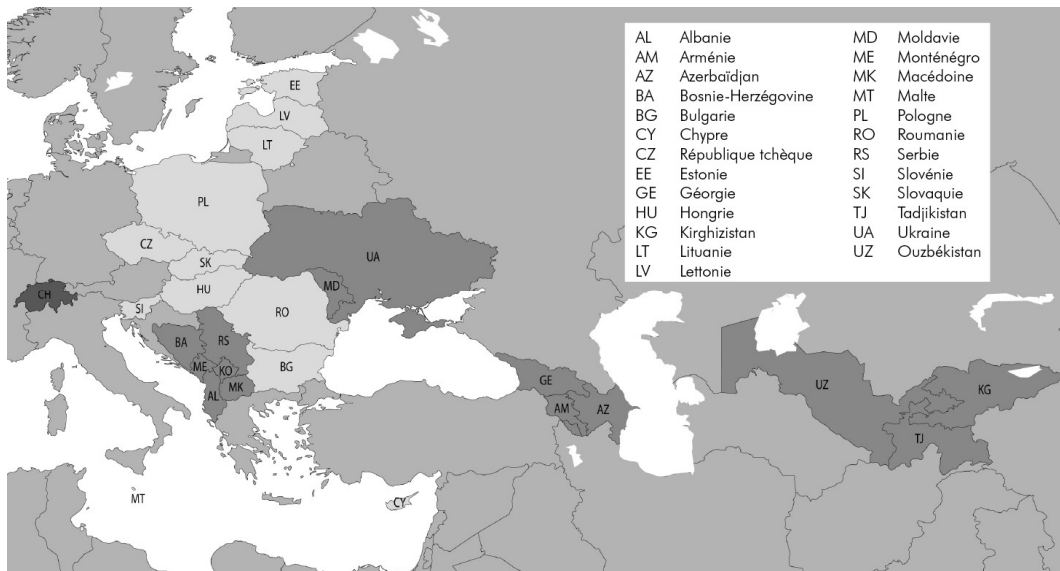




COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST

PROJETS DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE AVEC LES ÉTATS D'EUROPE DE L'EST

IV^e crédit-cadre, état des dépenses à fin septembre 2011
513 000 000 CHF de 640 000 000 CHF



Les Etats indiqués en gris foncé sont des pays partenaires de la coopération suisse avec l'Europe de l'Est. Les projets mis en œuvre dans le cadre de la contribution suisse à l'élargissement de l'Union européenne ne figurent pas dans cette liste.

Table des matières

Europe du Sud-Est	3
Albanie	3
Bosnie et Herzégovine	8
Kosovo	16
Macédoine	25
Serbie*	31
Programme régional en Europe du Sud-Est (concerne au moins deux pays)	37
Communauté des Etats indépendants (CEI)	45
Kirghizistan	45
Moldavie	51
Tadjikistan	55
Ukraine	61
Ouzbékistan	66
Transcaucasie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie)	67
Programme régional CEI (concerne au moins deux pays)	78
Ensemble du domaine (Coopération avec l'Europe de l'Est)	86
Programme régional (concerne au moins deux pays)	86

** La liste des projets menés en Serbie comprend également les engagements de la DDC au Monténégro, qui a déclaré son indépendance le 3 juin 2006.*

Les textes précédés d'un astérisque () signalent les projets présentés pour la première fois dans cette liste. Ils sont placés en tête de la série des projets pour chaque pays ou région.*

Adresse:

Direction du développement et de la coopération (DDC)
Coopération avec l'Europe de l'Est
Freiburgstrasse 130
3003 Berne

Tél. 031 322 44 13
Fax 031 324 16 96
info@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch/cooperationest

Europe du Sud-Est

Albanie

*** Promotion de structures gouvernementales régionales et locales, phase 1**

Situation initiale: Dans l'histoire de l'Albanie, le communisme et le totalitarisme ont eu pour effet d'empêcher l'avènement d'une culture démocratique et de structures gouvernementales décentralisées. Les autorités locales et régionales manquent de compétence et de transparence, alors que la population participe à peine aux décisions politiques.

Objectifs: Renforcer les structures démocratiques locales pour promouvoir des administrations locales responsables, dont les prestations soient accessibles aux habitants et habitantes.

Mise en œuvre: La collaboration intercommunale sera développée et les décideurs politiques formés aux principes de la bonne gouvernance. La DDC prend à sa charge les coûts du projet, dirigé par le Conseil de l'Europe. L'*Albanian Academy of Political Studies*, qui forme chaque année quarante jeunes hommes et femmes politiques ainsi que d'autres dirigeants, bénéficiera en outre d'un soutien financier pendant deux ans. Le programme de ses cours porte sur le droit communautaire européen, la communication politique, les stratégies de résolution des conflits, l'intégration des minorités dans le processus politique, etc.

Pays/région: Albanie

Secteurs: décentralisation/démocratisation

Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 750 000 CHF

Début du projet: janvier 2010

Dépenses antérieures: 540 000 CHF

Partenaires: Conseil de l'Europe ; *Albanian Academy of Political Studies*

Numéro de projet: 7F-06870.01

Programme de développement régional dans le nord de l'Albanie, phase 1

Situation initiale: Depuis les années 1990, l'Albanie est sur la voie de la démocratisation et de la décentralisation. Cependant, les nouvelles institutions souffrent encore de faiblesses, surtout au niveau local et régional. Le manque de clarté dans la répartition des compétences fait le lit de la corruption et suscite de la méfiance entre les divers niveaux institutionnels. De plus, le développement économique et social varie grandement d'une région à l'autre. Depuis 2006, la DDC appuie un programme de décentralisation à l'échelle locale. L'Autriche a dès lors proposé à la Suisse de collaborer pour mener un programme de développement régional.

Objectifs: Le programme devrait contribuer à la décentralisation au niveau régional et stimuler ainsi le développement socioéconomique des *qarks* (préfectures) de Shkodra et de Lezha. Il s'agit en particulier d'améliorer les services destinés aux régions périphériques et aux minorités.

Mise en œuvre: Un plan de développement sera élaboré pour les deux régions. Un système financier efficace contribuera au développement économique de Shkodra et de Lezha. L'Autriche assure la gestion du programme, les modalités d'application étant définies d'entente avec la Suisse.

Pays/région: Albanie

Secteurs: gouvernance; affaires sociales et infrastructures

Durée de la phase: juillet 2009 – décembre 2014

Budget pour la phase: 2 245 000 CHF

Début du projet: juillet 2009

Dépenses antérieures: 575 000 CHF

Partenaires: *Austrian Development Cooperation* (ADC); Gouvernement albanais

Numéro de projet: 7F-07021.01

Appui au projet Promotion des femmes aux postes à responsabilité politique, phase 1

Situation initiale: En Albanie, le système politique est partagé en deux camps qui ne laissent guère de place aux femmes. L'introduction de quotas dans la loi électorale n'a pas obtenu l'effet escompté, puisque l'on ne compte que 23 femmes sur un total de 140 députés au Parlement. Ce projet vise à renforcer la représentation politique des femmes au niveau local d'ici aux élections communales de 2011.

Objectifs: Les femmes doivent être davantage représentées aux postes à responsabilité politique, aussi bien au sein des partis qu'au gouvernement. Un plus grand nombre de femmes doivent se porter candidates aux élections.

Mise en œuvre: La responsabilité de ce projet a été confiée à l'organisation non gouvernementale (ONG) *National Democratic Institute for International Affairs* (NDI), qui a contribué à diverses réformes démocratiques dans le pays depuis 1991. La DDC finance à raison de 30 % ce projet qui vise à transmettre aux femmes actives en politique des connaissances sur la défense d'intérêts spécifiques, la procédure électorale et le travail politique.

Pays/région: Albanie

Secteurs: décentralisation/démocratisation; droits des femmes

Durée de la phase: mai 2010 – février 2011

Budget pour la phase: 150 000 CHF

Début du projet: mai 2010

Dépenses antérieures: 120 000 CHF

Partenaire: *National Democratic Institute for International Affairs* (NDI)

Numéro de projet: 7F-06325.01

Développement des écoles professionnelles, phase 4

Situation initiale: En Albanie, les jeunes n'ont pas tous accès à une formation professionnelle. Le chômage pose pourtant un grave problème parmi ceux qui viennent d'achever la scolarité obligatoire, en particulier au sein des minorités ethniques et dans les régions périphériques du pays. Le Gouvernement albanais a entrepris de réformer les écoles professionnelles et édicté une loi à cet effet en 2002. La Suisse appuie cet effort de réforme depuis plus de quinze ans.

Objectifs: Les jeunes doivent pouvoir suivre une formation professionnelle même dans les régions reculées d'Albanie. Les écoles existantes doivent élargir leur offre et les institutions doivent se professionnaliser.

Mise en œuvre: Lors de la dernière phase, des filières de formation ont été créées en informatique et en thermohydraulique. Les jeunes adultes améliorent encore leurs aptitudes par des stages en entreprise (privée) et une collaboration accrue avec les entreprises. De tels partenariats doivent aussi être mis en place avec des boulangeries et des salons de coiffure. La réalisation du projet sur place est assurée par la représentation de Swisscontact à Durres.

Pays/région: Albanie

Secteur: éducation

Durée de la phase: juillet 2011 – juin 2014

Budget pour la phase: 2 730 000 CHF

Début du projet: mars 2006

Dépenses antérieures: 7 604 506 CHF

Partenaires: Swisscontact, Durres; Ministère albanais de l'éducation et du travail

Numéro de projet: 7F-04687.04

Développement professionnel dans le domaine de la santé, phase 4

Situation initiale: La situation sanitaire en Albanie est moins bonne que dans les autres pays de la région. De grandes disparités séparent les soins fournis en ville et à la campagne, mais aussi les connaissances du personnel médical et paramédical, en particulier celles des médecins généralistes et du personnel soignant. La formation initiale et le perfectionnement s'avèrent insuffisants.

Objectifs: Le projet vise à accroître les compétences professionnelles des personnes travaillant dans le domaine de la santé et à améliorer ainsi la qualité de tout le système

de soins. Quatre objectifs ont été poursuivis jusqu'ici avec succès: ouvrir un centre de perfectionnement permanent dans le domaine de la santé; mettre au point un système d'accréditation en matière de perfectionnement; mettre en place un système de certification; assurer une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans l'élaboration et l'application du programme de perfectionnement.

Mise en œuvre: Un consortium appuie le Ministère albanais de la santé dans la réalisation du projet. La DDC finance les déplacements et les séjours d'experts. Le Gouvernement albanais met à disposition l'infrastructure nécessaire et prend en charge les coûts de fonctionnement, y compris les salaires des employés, du centre de perfectionnement

Pays/région: Albanie

Secteurs: santé et population

Durée de la phase: mars 2011 – février 2014

Budget pour la phase: 1 860 000 CHF

Début du projet: août 2005

Dépenses antérieures: 1 730 000 CHF

Partenaires: Centre Hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), Unité de Santé Internationale (USI); gouvernement albanais

Numéro de projet: 7F-04415.04

Décentralisation dans les régions de Shkodra et de Lezha, phase 3

Situation initiale: Décentraliser c'est transférer des responsabilités, des compétences et des ressources du gouvernement national vers les autorités locales. La décentralisation est un moyen d'intégrer davantage la population dans la vie politique et de lutter contre la pauvreté au niveau local. En Albanie, en particulier dans le nord et le nord-est du pays, le *kanun* – loi traditionnelle fondée sur l'honneur et la soumission au clan – entrave toujours l'instauration d'un Etat de droit. Les régions de Shkodra et de Lezha, dans le nord du pays, ne sont pas épargnées par ce phénomène.

Objectifs: Les autorités locales de Shkodra et de Lezha collaborent avec la population. Elles conçoivent, réalisent et suivent des programmes destinés à favoriser le développement social et économique des communes. Les citoyennes et les citoyens s'investissent davantage dans la vie de la commune.

Mise en œuvre: La réalisation du projet sur place est assurée par *Intercooperation*. La DDC fournit aux communes des conseils dans les domaines suivants: administration, gestion financière et gestion de projet, ainsi que participation des citoyennes et des citoyens. Jusqu'ici, 80 % des communes des deux régions ont pris part au projet et quinze d'entre elles se sont vu allouer des ressources du fonds pour les projets d'infrastructures.

Pays/région: Albanie

Secteur: affaires sociales et infrastructures

Durée de la phase: mars 2010 – février 2013

Budget pour la phase: 4 993 000 CHF

Début du projet: octobre 2005

Dépenses antérieures: 7 549 084 CHF

Partenaires: Intercooperation; communes des régions de Shkodra et de Lezha; associations de communes; Ministère albanais de l'intérieur

Numéro de projet: 7F-04382.03

Promotion de l'agriculture durable, phase 5

Situation initiale: Environ deux tiers des Albanais et des Albanaises travaillent dans l'agriculture. Faute de savoir-faire, ce secteur n'exploite toutefois guère le potentiel que représentent les conditions climatiques du pays. Les nombreuses exploitations familiales produisent juste de quoi couvrir leurs propres besoins et les revenus des paysans albanais demeurent insuffisants.

Objectifs: Améliorer le revenu de la population rurale grâce à une meilleure exploitation du potentiel agricole.

Mise en œuvre: Au cours de sa première phase, le projet a mis un accent particulier sur l'application d'une agriculture intégrée, qui vise à réduire au strict minimum l'emploi d'engrais et de produits phytosanitaires pour garantir un rendement maximal tout en préservant la fertilité des sols. Jusqu'ici, seuls de rares agriculteurs ont toutefois profité de

ce projet et les produits biologiques peinent à s'imposer sur le marché. La dernière phase du projet s'oriente dès lors davantage sur la commercialisation, pour se concentrer sur les produits offrant le meilleur potentiel sur le marché. L'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL) continue d'assurer la mise en œuvre du projet.

Pays/région: Albanie

Secteur: agriculture et sylviculture

Durée de la phase: septembre 2009 – décembre 2011

Budget pour la phase: 1 420 000 CHF

Début du projet: avril 2001

Dépenses antérieures: 4 930 919 CHF

Partenaires: Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), Frick ; BioAdria ; Albinspekt

Numéro de projet: 7F-01535.05

Statistiques démographiques et sociales, phase 3

Situation initiale: L'Albanie a connu d'importants changements démographiques depuis le début de la transition. La Suisse soutient l'Institut albanais de la statistique (INSTAT) depuis 2000. Avec l'appui d'autres donateurs, la DDC a ainsi préparé et réalisé un recensement de la population. Un nouveau recensement est prévu en 2011 («recensement 2011»).

Objectifs: Améliorer la qualité des données statistiques dans les domaines de la démographie, de la santé et de la formation, afin qu'elles répondent aux besoins du gouvernement et qu'elles satisfassent les exigences des donateurs internationaux.

Mise en œuvre: Un système d'information géographique et un système de suivi des indicateurs statistiques devraient améliorer la qualité des données statistiques. La Suisse soutient le dépouillement du recensement, la levée de données complémentaires sur des questions sanitaires, sociales et économiques, ainsi que l'analyse et la publication des données relevées.

Pays/région: Albanie

Secteurs: gouvernance

Durée de la phase: avril 2011 – juin 2014

Budget pour la phase: 2 000 000 CHF

Début du projet: janvier 2000

Dépenses antérieures: 4 260 296 CHF

Partenaires: Office fédéral de la statistique (OFS), Neuchâtel; Institut albanais de la statistique (INSTAT)

Numéro de projet: 7F-00951.03

Réintégration sociale des enfants des rues (CEFA), phase 6

Situation initiale: Selon les chiffres de la Banque mondiale, près d'un tiers de la population albanaise vit dans la pauvreté, et ce pourcentage est encore plus élevé parmi les minorités ethniques (les Roms, p. ex.). Le cercle vicieux de la pauvreté débute avec une intégration insuffisante des enfants dans le système scolaire. Depuis 1996, l'ONG locale *Ndihmë Për Fëmijët* (Aide aux enfants) organise, sous la direction du projet (assurée par la Suisse), des cours de rattrapage et des placements familiaux dans le but de faciliter la réintégration des enfants des rues dans la famille.

Objectifs: Ce projet permet de réintégrer des enfants des rues dans la société (école, apprentissage) et dans la famille. Il vise à leur donner une assise sociale et des perspectives d'avenir.

Mise en œuvre: Le projet s'adresse à 300 enfants des rues de Korça, de Berta, d'Elbasan et de Tirana. Il vise surtout les jeunes filles pour leur éviter de se lancer dans un mariage précoce, dans la prostitution ou dans la mendicité. Au cours de cette sixième phase, le gouvernement albanais renforcera ses efforts pour promouvoir l'intégration des enfants roms (financement d'enseignants et d'assistants sociaux supplémentaires et aide à l'enregistrement de familles roms).

Pays/région: Albanie

Secteur: éducation

Durée de la phase: mai 2009 – juin 2012

Budget pour la phase: 2 220 000 CHF

Début du projet: janvier 1996

Dépenses antérieures: 6 197 114 CHF

Partenaires: Ndhmë Për Fëmijët (Aide aux enfants), Albanie; divers ministères albanais

Numéro de projet: 7F-00094.06

Crédit global pour les petites actions, bureau de coopération de Tirana, phase 9

Situation initiale: Outre les projets de coopération menés avec l'Albanie, conçus le plus souvent sur le long terme, le bureau de coopération reçoit régulièrement des demandes de crédit pour de petites actions. Elles sont lancées par divers groupements et organisations de la société civile désireux de contribuer au développement de leur région.

Objectifs: Le crédit pour les petites actions fournit au bureau de coopération de Tirana les moyens de réagir rapidement et sans excès bureaucratiques aux initiatives locales.

Mise en œuvre: Les sommes en jeu sont minimes, mais il importe de les mettre à disposition rapidement. Le bureau de coopération choisit les actions qu'il soutient sur la base de critères clairs: le coût total de l'action ne doit pas dépasser 30 000 francs suisses et elle doit avoir un ancrage local, favoriser la réforme politique ou promouvoir les droits de l'homme. Le bureau de coopération fournit ensuite un appui efficace aux projets retenus. La phase précédente a démontré l'utilité des crédits pour les petites actions.

Actions et projets réalisés, phase 8

- 01 Soutien du secrétariat technique des donateurs, bureau de coopération Albanie
- 02 Manuel pour les parents d'enfants autistes, fondation albanaise « Domenick Scaglione » pour les enfants
- 03 Encouragement de l'artisanat d'art à Gjirokastra, Organisation pour la sauvegarde et le développement de Gjirokastra
- 04 Soutien de la population rom, Centre de développement des femmes roms
- 05 Soutien à la visibilité de la Suisse en Albanie, bureau de coopération Albanie
- 06 Renforcement de la gouvernance et de la transparence locales dans la commune de Preza, Association pour le tourisme et l'aménagement de l'environnement, Preza
- 07 Construction du bâtiment de l'école professionnelle de Gjirokastra, Organisation pour la sauvegarde et le développement de Gjirokastra
- 08 Musée des objets communistes (MOKO), centre culturel MOKO, Tirana
- 09 Aide d'urgence pour la population rom de la région de Shkodra, Albanie septentrionale, *Diakonie Agapes* / « Spirit of Love Foundation », Tirana
- 10 Musée albanais des femmes (MIG)

Pays/région: Albanie

Secteurs: divers; cadre général

Durée de la phase: juin 2011 – juin 2012

Début du projet: juin 2002

Budget pour la phase: 200 000 CHF

Dépenses antérieures: 1 773 781 CHF

Partenaires: divers

Numéro du projet: 7F-02292.09

Bosnie et Herzégovine

*** Formation continue d'infirmiers et infirmières communaux à domicile, phase 1**

Situation initiale: En Bosnie et Herzégovine, les infirmiers et infirmières qui rendent visite aux familles à domicile (*community nurses*) représentent une nouvelle profession. Ils ont été introduits dans le cadre du programme médical pour les familles soutenu par la Suisse. Pour les traitements simples, une fois le premier examen effectué par le médecin, le recours aux infirmiers et infirmières à domicile est une alternative avantageuse par rapport à d'autres interventions du médecin.

En 2010, le pays comptait 117 infirmiers et infirmières communaux. Avec ce projet, la DDC finance la formation continue de 150 nouveaux soignants à domicile en République serbe.

Objectifs: Former des soignants à domicile permettra à environ 150 000 personnes de disposer d'un service médical mobile.

Mise en œuvre: Les nouveaux soignants seront formés à conseiller les familles à domicile sur des questions comme la promotion de la santé, les maladies vénériennes et les problèmes de la drogue.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine

Secteurs: santé et population

Durée de la phase: janvier 2011 – décembre 2011

Budget pour la phase: 130 100 CHF

Début du projet: janvier 2011

Dépenses antérieures: 68 000 CHF

Partenaires: Ministère de la santé et des affaires sociales de la République serbe

Numéro de projet: 7F-07851.01

*** Programmes de télévision sur les réformes politiques, phase 1**

Situation initiale: Les enquêtes montrent que la population des deux entités de Bosnie et Herzégovine en sait trop peu sur les réformes politiques des communes. Un programme de télévision informera le public des fonctionnements, décisions et lois politiques, pour l'encourager à participer aux processus de décision.

Objectifs: Familiariser la population et les responsables communaux aux réformes politiques pour qu'ils prennent part aux décisions.

Mise en œuvre: Seize programmes par entité seront produits et émis en collaboration avec des chaînes de télévision choisies. Ils expliqueront les normes européennes en matière d'administration communale, montreront de bons exemples de travail communal ou diffuseront les avis de spécialistes sur diverses questions juridiques. Ils insisteront aussi sur les aspects positifs d'une société multiculturelle.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: novembre 2010 – octobre 2011

Budget pour la phase: 193 760 CHF

Début du projet: novembre 2010

Dépenses antérieures: 190 086 CHF

Partenaires: Association des villes et communes de la Fédération de Bosnie et Herzégovine (SOGFBiH), Association des villes et communes de la République serbe

Numéro de projet: 7F-07786.01

Appui au ministère public bosniaque, phase 1

Situation initiale: En Bosnie et Herzégovine, la justice manque d'efficacité pour combattre le crime organisé, qui dispose également de contacts au sein des organes de l'Etat. Au début de 2006 par exemple, on dénombrait ainsi 1,3 million de cas qui n'avaient pas encore été traités. La DDC a décidé d'apporter un appui au ministère public bosniaque.

Objectifs: Les vingt bureaux que le ministère public possède à travers le pays doivent à l'avenir mener les enquêtes criminelles selon les normes internationales. Le *High Judicial*

and Prosecutorial Council (HJPC), le conseil suprême de la justice et du ministère public, doit mieux assumer son devoir de surveillance.

Mise en œuvre: La direction de la justice et le ministère public du canton de Zurich accompagnent le HJPC lors de la réalisation du projet en lui fournissant des conseils et assurent la formation des procureurs. Le projet se concentre sur trois points: améliorer les méthodes d'investigation, renforcer la collaboration entre police et ministère public et rendre plus transparentes les relations publiques (plus grande ouverture à l'égard des justiciables).

Pays/région: Bosnie et Herzégovine

Secteur: décentralisation/démocratisation

Durée de la phase: mars 2010 – mars 2014

Budget pour la phase: 3 266 000 CHF

Début du projet: mars 2010

Dépenses antérieures: 1 193 566 CHF

Partenaires: Direction de la justice et ministère public du canton de Zurich ; *High Judicial and Prosecutorial Council* (HJPC) ; ministères bosniaques de la justice et de la police

Numéro de projet: 7F-06866.01

Promouvoir l'égalité des chances en faveur des femmes, phase 1

Situation initiale: Les femmes sont sous-représentées dans la vie publique et dans les postes à responsabilité: 8 % seulement des postes à responsabilité au sein de l'administration étatique sont occupés par des femmes. Voilà pourquoi la Bosnie et Herzégovine s'est dotée en 2003 de la loi sur l'égalité des droits et que la politique nationale en matière d'égalité se fonde sur un plan d'action genre. Pour accroître la durabilité de ces activités, les organismes donateurs, dont la DDC, alimentent un fonds spécifique.

Objectifs: Le programme vise à accroître l'égalité des chances en faveur des femmes. La notion de l'égalité des droits doit s'imposer dans toutes les couches de la société du pays.

Mise en œuvre: L'Agence nationale genre (GEA) assure la réalisation du projet. A cet effet, elle bénéficie de l'appui de centres genre des deux entités, qui seront mis sur pied au cours de cette phase. Ces centres se chargent d'appliquer les mesures définies dans le plan d'action genre.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: décembre 2009 – décembre 2011

Budget pour la phase: 400 000 CHF

Début du projet: décembre 2009

Dépenses antérieures: 350 000 CHF

Partenaires: Ministère pour les droits de l'homme et les réfugiés; Agence nationale genre (GEA); centres genre des deux entités, etc.

Numéro de projet: 7F-06865.01

Contribution à la réforme de la justice des mineurs, phase 1

Situation initiale: La délinquance juvénile s'est fortement aggravée ces dernières années. Or, comme par le passé, les jeunes sont toujours jugés selon le droit conçu pour les adultes et, contrairement à ce que prévoit la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, aucune mesure n'est prise pour prévenir la violence des jeunes. En 2009, le pays a adopté une stratégie nationale en faveur d'une juridiction sur la délinquance juvénile. En collaboration avec l'UNICEF et l'Agence suédoise pour la coopération internationale au développement (SIDA), la DDC fournit une contribution financière à cet effort. Elle est par ailleurs représentée au sein du comité de pilotage de ce projet.

Objectifs: Les droits de l'enfant appliqués dans le pays doivent être adaptés aux normes internationales.

Mise en œuvre: Neuf communes recourent à différents modèles afin de lutter contre la criminalité juvénile. Cinq établissements seront agrandis afin de disposer d'unités pour accueillir de jeunes délinquants. Juges, procureurs, travailleurs sociaux et policiers suivent une formation dans le domaine de la délinquance juvénile.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine
Secteur: gouvernance
Durée de la phase: décembre 2009 – décembre 2012
Budget pour la phase: 1 015 000 CHF
Début du projet: décembre 2009
Dépenses antérieures: 599 000 CHF
Partenaires: UNICEF; Agence suédoise pour la coopération internationale au développement (SIDA)
Numéro de projet: 7F-06516.01

Services de soins aux malades psychiques, phase 1

Situation initiale: Après la guerre, les services de soins aux malades psychiques ont dû être complètement remaniés. Le défi ne réside pas seulement dans le traitement de ces personnes, mais aussi dans la prévention des affections psychiques. Ce qui pose problème, c'est la multiplication des troubles psychiques, surtout chez les jeunes. La mise en œuvre de la réforme s'annonce par ailleurs difficile. Le gouvernement a demandé l'appui de la Suisse, car celle-ci possède une grande expérience dans le domaine de la santé.

Objectifs: Il importe de réformer le système de santé, notamment les services de soins aux patients psychiatriques. Les procédures, les normes et les filières de formation seront uniformisées, les formations initiale et continue du personnel soignant en psychiatrie seront modernisées au niveau communal et des campagnes publiques seront menées afin de lutter contre la stigmatisation des malades psychiques.

Mise en œuvre: La principale responsabilité du projet incombe aux ministères compétents de Bosnie et Herzégovine. La DDC soutient le Ministère de la santé dans l'application de la réforme du système de santé. Des spécialistes en psychiatrie des cantons de Genève, de Berne, de Fribourg et du Jura apportent le savoir spécifique.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine
Secteurs: santé et population; gouvernance
Durée de la phase: juin 2009 – mai 2013
Budget pour la phase: 3 553 000 CHF
Début du projet: juin 2009
Dépenses antérieures: 1 828 144 CHF
Partenaires: cantons de Genève, du Jura, de Fribourg et de Berne; divers ministères de Bosnie et Herzégovine
Numéro de projet: 7F-06515.01

Réforme de la formation des adultes et de la formation continue, phase 1

Situation initiale: Le chômage est un des grands problèmes du pays, surtout parmi les jeunes. Une des raisons est l'obsolescence du système de formation professionnelle, qui ne répond pas aux exigences du marché du travail. Pour la réforme prévue du secteur de la formation professionnelle, le pays est soutenu par l'UE et la Société allemande pour la coopération internationale (GIZ), qui se concentrent sur la formation professionnelle formelle. Mais il manque d'écoles qui forment les personnes sans diplôme de l'enseignement secondaire et les chômeurs ayant peu d'expérience professionnelle. C'est pourquoi la DDC s'engage dans le domaine de la formation des adultes et de la formation continue.

Objectifs: Mettre sur pied un système de formation informel qui réponde aux exigences du marché du travail. Les travailleurs peu qualifiés deviennent plus productifs; l'employabilité des chercheurs d'emploi s'améliore.

Mise en œuvre: La formation des adultes et la formation continue ont besoin de labels de qualité. Les nouvelles filières certifiées doivent être accordées aux besoins du marché. Les offres de formation les plus prometteuses seront présentées aux acteurs publics et privés.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine

Secteur: formation

Durée de la phase: mars 2010 – décembre 2012

Budget pour la phase: 1 270 000 CHF

Début du projet: mars 2010

Dépenses antérieures: 764 869 CHF

Partenaires: *Republic Agency for SME Development in Republika Srpska (RARS), Regional Development Agency of the Herzegovina Canton (REDAH)*, associations d'employeurs, administrations communales, ministères compétents

Numéro de projet: 7F-06509.01

Création d'une Fondation pour l'intégration sociale, phase 1

Situation initiale: Suite aux destructions et aux déplacements forcés qui ont marqué les années 1990, plus de la moitié des habitants de Bosnie et Herzégovine sont socialement marginalisés. Ils vivent dans la pauvreté, manquent de formation et souffrent de discrimination. De plus, le secteur social est extrêmement politisé, notamment en raison des droits dont jouissent les vétérans de la guerre; d'où l'absence de réformes en profondeur. La DDC a jusqu'ici soutenu diverses organisations non gouvernementales (ONG) locales et suisses actives dans le pays, qui fournissent des prestations sociales sur place.

Objectifs: Une Fondation pour l'intégration sociale (FIS) sera créée, afin de réduire l'exclusion sociale en Bosnie et Herzégovine. Le projet vise ainsi à développer le rôle des ONG à l'œuvre dans ce domaine en Bosnie et Herzégovine.

Mise en œuvre: La FIS a vu le jour au cours de la phase préparatoire de ce projet et son cofinancement par d'autres donateurs est assuré. L'*Independent Bureau for Humanitarian Issues (IBHI)* a créé la fondation et assure son bon fonctionnement.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine

Secteurs: affaires sociales et infrastructures; santé et population

Durée de la phase: février 2009 – février 2013

Budget pour la phase: 1 602 000 CHF

Début du projet: février 2009

Dépenses antérieures: 1 302 000 CHF

Partenaires: *Independent Bureau for Humanitarian Issues (IBHI)*, Sarajevo ; Direction de la planification économique (DPE); diverses ONG

Numéro de projet: 7F-06150.01

Introduction d'une police de proximité, phase 2

Situation initiale: La situation institutionnelle dans le domaine de la sécurité demeure fort complexe en Bosnie et Herzégovine. La différence entre la structure administrative des deux entités formant le pays, ainsi que la compétence des cantons en matière policière, bloquent les projets de réforme de la police. Dans le canton de Zenica-Doboj, le passage à une police de proximité a marqué le début d'un travail proche des citoyens (*Community Policing* ou *CP*). Le succès dans la mise en œuvre de ce système a conduit à l'élaboration d'un modèle de police de proximité pour l'ensemble du pays. L'approche appliquée s'articule autour des services que la police est appelée à rendre aux citoyens et aux citoyens.

Objectifs: Le modèle du travail policier de proximité doit renforcer la confiance entre la police et la population. Dans l'ensemble, la population sera mieux protégée contre les menaces criminelles.

Mise en œuvre: Pour intégrer fermement les modules de formation à la police de proximité dans la formation policière, il faut édicter des ordonnances et adapter certains règlements. La mise en œuvre du système sera transmise progressivement au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et à d'autres organisations.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine
Secteur: gouvernance
Durée de la phase: janvier 2011 – décembre 2011
Budget pour la phase: 499 930 CHF
Début du projet: décembre 2007
Dépenses antérieures: 2 354 273 CHF
Partenaires: Peter Schorer, Bratschi Wiederkehr, Buob Staub & Partner
Numéro de projet: 7F-05898.02

Programme antimines en faveur du développement, phase 2

Situation initiale: En Bosnie et Herzégovine, plus d'un million de personnes sont menacées par des mines. La présence de ces engins influe sur le développement économique et social de la population et entrave le processus de retour des personnes déplacées pendant la guerre. Tout le monde s'accorde à dire qu'il convient de mieux coordonner les actions antimines et l'aide au développement.

Objectifs: Le projet vise à assurer l'intégration sociale des victimes de mines des communes de Berkovići et de Stolac et d'améliorer leurs conditions de vie. Les principaux champs de mines seront nettoyés et pourront à nouveau être exploités par la population.

Mise en œuvre: La mise en œuvre de ce projet passe par une approche regroupant les intervenants les plus variés, dont les autorités et la société civile. Sa préparation comprend l'élaboration d'une méthode de travail permettant de mieux coordonner les actions antimines et le développement économique, politique et social.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine
Secteurs: divers; cadre général; gouvernance
Durée de la phase: janvier 2008 – juin 2011
Budget pour la phase: 3 585 000 CHF
Début du projet: août 2007
Dépenses antérieures: 3 858 143 CHF
Partenaires: Handicap International (HI); divers partenaires locaux
Numéro de projet: 7F-05633.02

Lutte contre le chômage des jeunes, phase 3

Situation initiale: La Bosnie et Herzégovine accuse un taux de chômage élevé chez les jeunes, surtout parmi ceux qui ne bénéficient pas d'une bonne formation. Or aucun programme ne leur vient en aide dans la recherche d'un emploi, alors qu'ils savent à peine où et comment chercher du travail.

Objectifs: L'objectif prioritaire de ce projet est de réduire sensiblement le chômage des jeunes en Bosnie et Herzégovine. Les jeunes doivent notamment bénéficier d'une meilleure formation en arrivant sur le marché du travail, afin de trouver plus facilement un emploi.

Mise en œuvre: Des services d'orientation professionnelle et des programmes d'insertion professionnelle pour les écoles seront testés dans des écoles pilotes. Des cours de formation seront également prévus pour les jeunes indépendants, afin de les encourager. Des agences pour l'emploi seront ouvertes et seront appelées à collaborer. Le projet sera mis en œuvre par un organisme allemand spécialisé dans l'organisation, la planification et la formation (*Gesellschaft für Organisation, Planung und Ausbildung*, GOPA) en collaboration avec divers partenaires nationaux et internationaux.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine
Secteurs: divers; cadre général
Durée de la phase: octobre 2011 – septembre 2014
Budget pour la phase: 2 900 000 CHF
Début du projet: août 2007
Dépenses antérieures: 2 521 251 CHF
Partenaires: *Gesellschaft für Organisation, Planung und Ausbildung* (GOPA), Bad Homburg ; diverses organisations locales
Numéro de projet: 7F-04625.03

Application de la loi sur l'eau et l'environnement, phase 3

Situation initiale: Au cours de ces dernières années, la Bosnie et Herzégovine a élaboré une loi sur l'eau et l'environnement conforme aux directives de l'UE. Adoptée dans les deux entités qui forment le pays, cette loi prévoit une gestion décentralisée des ressources en eau. Dans les années à venir, les communes et les cantons disposeront par ailleurs de plus de moyens pour mener des projets en faveur de l'environnement.

Objectifs: Le projet aide les autorités de dix-sept communes à se doter des capacités requises pour être à même d'appliquer les prescriptions légales sur l'eau et l'environnement.

Mise en œuvre: Les communes élaborent des plans de développement stratégique et les mettent en œuvre avec la transparence requise. Elles bénéficieront à cet effet de l'appui d'un réseau de diverses ONG. La population sera sensibilisée à la nécessité d'instaurer une utilisation durable de l'eau.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine

Secteurs: gouvernance; eau

Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 4 300 000 CHF (crédit initial)

Début du projet: septembre 2006

Dépenses antérieures: 6 300 632 CHF

Partenaires: Una-Sana ; EKUS, Bihac ; *Swiss Resource Centre and Consultancies for Development* (Skat), Saint-Gall

Numéro de projet: 7F-04624.03

Développement durable au niveau communal, phase 2

Situation initiale: La reprise économique en Bosnie et Herzégovine n'apporte pas les mêmes bienfaits à tous les habitants: les groupes de population socialement défavorisés et marginalisés ont besoin de soutien pour ne pas être condamnés à la pauvreté. Il importe par ailleurs de mener un travail sur le passé et l'expérience a montré qu'il est plus sûr d'entreprendre ce réexamen au niveau local. Depuis plusieurs années déjà, la Suisse appuie dès lors le transfert des connaissances et des compétences requises aux autorités communales.

Objectifs: Les autorités locales et les organisations civiles assument une plus grande responsabilité dans le développement durable du pays.

Mise en œuvre: Le projet prévoit de mettre au point, en étroite collaboration avec les associations de communes, une méthode standardisée de planification et de développement au niveau communal, qui pourra être appliquée dans tout le pays. Cette méthode s'appuiera sur les expériences engrangées par diverses initiatives lancées (en Suisse aussi) dans le domaine de la planification stratégique. La réalisation du projet sur place est assurée par le bureau local du PNUD. Une vingtaine de communes partenaires prennent part au projet.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: octobre 2007 – juillet 2011

Budget pour la phase: 3 000 000 CHF

Début du projet: avril 2007

Dépenses antérieures: 2 909 654 CHF

Partenaires: Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Numéro de projet: 7F-04369.02

Professionnalisation de la production de fruits et de légumes, phase 3

Situation initiale: La DDC apporte depuis 1998 un appui au secteur agricole du pays. L'introduction de normes régissant les cultures a permis d'améliorer la production, le conditionnement et la vente de fruits et de légumes. Dans la région de Mostar et de Gradačac, des agriculteurs se sont regroupés au sein d'organisations d'entraide et mis en place des structures communes de commercialisation. Il s'agit à présent de faire adopter les normes à l'échelle nationale en aidant les ministères de l'agriculture des deux entités à les faire connaître dans tout le pays.

Objectifs: Professionnaliser la production de fruits et de légumes dans le pays.

Mise en œuvre: Le Ministère de l'agriculture élabore des brochures (diffusées sur papier et sous forme électronique) sur la culture de six sortes de fruits et de six sortes de légumes. Une équipe de spécialistes se charge de former les conseillers agricoles. On étend encore le réseau de producteurs, de groupements de femmes, d'autorités étatiques et d'instituts agricoles. La réalisation du projet est assurée par IPERRA Mostar.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine
Secteur: économie et emploi
Durée de la phase: février 2010 – décembre 2011
Budget pour la phase: 1 020 000 CHF
Début du projet: mai 2005
Dépenses antérieures: 4 310 752 CHF
Partenaire: IPERRA Mostar
Numéro de projet: 7F-04276.03

Promotion communale dans la région de Doboï, phase 3

Situation initiale: La situation politique et économique demeure difficile et complexe en Bosnie et Herzégovine. Pour que la gestion assurée par les autorités locales respecte les normes européennes en matière de démocratie et de professionnalisme, il importe avant tout de renforcer les capacités au niveau des communes. Voilà pourquoi un projet favorise depuis 2001 le développement communal de huit communes de la région de Doboï.

Objectifs: Le projet vise à doter les communes d'une politique et d'une administration efficaces, à développer des mécanismes et des processus favorisant la participation de la population, à améliorer l'intégration de toutes les couches de la population et à renforcer une mise en œuvre axée sur la prestation de services.

Mise en œuvre: Soutenu par la DDC, le projet est mis en œuvre dans les huit communes partenaires par l'Association MDP-Initiative. Intercooperation est chargée de fournir des conseils techniques et théoriques.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine
Secteur: gouvernance
Durée de la phase: avril 2008 – juin 2011
Budget pour la phase: 2 500 000 CHF
Début du projet: novembre 2001
Dépenses antérieures: 8 411 370 CHF
Partenaires: Association MDP-Initiative; Intercooperation; huit communes de la région
Numéro de projet: 7F-01567.03

Renforcement du système de la santé (médecine de proximité), phase 5

Situation initiale: La Bosnie et Herzégovine est en train de réformer son système de soins afin de confier un rôle fondamental à la médecine de proximité. Cette réforme vise à assurer des soins médicaux de base en particulier aux personnes socialement défavorisées. Sur ce plan, la situation s'est sensiblement améliorée ces dernières années et, d'ici à la fin de l'année, des équipes de médecine de proximité devraient couvrir 100 % de la population.

Objectifs: Le projet doit contribuer à fournir de prestations médicales abordables, équitables et efficaces, de même qu'à étendre et à accroître le volume et la qualité des services de la médecine de proximité. Un réseau local de santé doit offrir à tout un chacun une gamme complète de soins. Les approches adoptées par ce projet devront être intégrées dans le système national de santé.

Mise en œuvre: La conclusion d'un partenariat entre l'Etat et la société civile doit servir à identifier clairement les besoins des personnes socialement défavorisées et à leur garantir l'accès aux soins de santé primaires. L'organisation locale FAMI a été fondée pour assurer de manière autonome la réalisation du projet sur place.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine
Secteur: santé et population
Durée de la phase: août 2008 – juin 2011
Budget pour la phase: 3 082 000 CHF
Début du projet: novembre 2000
Dépenses antérieures: 10 762 378 CHF
Partenaires: Fondation FAMI
Numéro de projet: 7F-01089.05

Petites actions du bureau de coopération de Sarajevo, phase 10

Situation initiale: Depuis la guerre, la Bosnie et Herzégovine rencontre toutes sortes de difficultés et la DDC soutient ce pays depuis fort longtemps. Un programme de coopération à moyen terme, lancé en 2000, s'est donné pour objectif d'y instaurer une économie de marché efficace et à caractère social, ainsi qu'une démocratie vivante, fondée sur un système juridique fiable. Ce programme ayant des objectifs très précis, nombre d'autres projets ne peuvent bénéficier de son appui.

Objectifs: L'octroi des petits crédits, alloués sans excès bureaucratiques sur place, permet d'apporter un soutien à des initiatives locales prometteuses et à des ONG locales, tout en améliorant la coopération entre la Suisse et la Bosnie et Herzégovine.

Mise en œuvre: Grâce à ces petits crédits, le bureau de coopération est en mesure de réagir rapidement et sans excès bureaucratiques aux besoins locaux. Les petites actions doivent reposer sur des initiatives locales et contribuer un tant soit peu à améliorer le respect des droits de l'homme ou la situation politique, économique et sociale. Le responsable du bureau de coopération et son suppléant peuvent accorder des crédits pour des projets dont le coût n'excède pas 20 000 francs. Quant au financement d'actions dont le coût atteint jusqu'à 30 000 francs, il doit être approuvé par la centrale de la DDC.

Actions et projets réalisés, phase 9:

- 01 Formation destinée à de jeunes entrepreneurs ou entrepreneuses susceptibles de créer des jeunes pousses, Centre économique de la jeunesse COP, Mostar
- 02 Projet Sœurs aînées, frères aînés, association Narko NE pour la prévention des toxicomanies, Sarajevo
- 03 Enseignement de l'art et de la peinture à Sarajevo
- 04 Film documentaire « Teachers of Love », ONG Izvor, Mostar
- 05 Agriculture écologique dans le parc naturel de Blidinje, *Environment and Wetland Centre* (Enwet)
- 06 Projet « Let's make their inclusion process easier », Oaza, Sarajevo
- 07 Travail de prévention mené par l'association Fenix à Sanski Most
- 08 Protection d'espèces indigènes menacées, Novi Val, Blagaj
- 09 Fête des enfants 2010, organisation ViaKult
- 10 Rencontre des maires municipaux sur la gestion de l'élimination des déchets, organisation MDP
- 11 Participation de Nedim Kulenovic à JESSUP 2010, Association des jeunes avocats
- 12 Travail bénévole, commune de Gradacac
- 13 Création de conditions propices à une participation plus active des citoyennes et des citoyens des communes d'Usora et de MZ Zabljak
- 14 Formation en gestion (du personnel), *Nesto Vise Association*
- 15 Élections 2010, Forum citoyen de Tuzla

Pays/région: Bosnie et Herzégovine
Secteurs: divers
Durée de la phase: juillet 2010 – juin 2012
Budget pour la phase: 200 000 CHF
Début du projet: janvier 2002
Dépenses antérieures: 1 889 840 CHF
Partenaires: divers
Numéro de projet: 7F-02062.10

Kosovo

*** Intégration économique des Serbes du Kosovo, phase 1**

Situation initiale: Parce que son avenir y est toujours incertain, la communauté serbe du Kosovo est mal intégrée dans la société du pays, ce qui a des conséquences pour sa situation économique. Les PME serbes sont à peine intégrées au marché kosovar et ne se concentrent que sur les enclaves serbes. Avec ce projet, la DDC soutient pour la première fois le secteur privé au Kosovo.

Objectifs: Améliorer l'intégration du secteur privé serbe du nord du Kosovo dans le marché kosovar.

Mise en œuvre: Une étude de marché sera réalisée pour répondre aux questions suivantes : quels sont les obstacles rencontrés par les entreprises serbes sur le marché kosovar ? Quels secteurs économiques ont-ils le plus de potentiel ? Quelles mesures politiques faut-il prendre pour améliorer la situation ? Les résultats de l'étude et les mesures à prendre seront discutés lors d'une conférence internationale avec le gouvernement, les donateurs internationaux et les représentants des syndicats kosovars.

Pays/région: Kosovo

Secteurs: économie et emploi

Durée de la phase: juin 2011 – janvier 2012

Budget pour la phase: 130 000 CHF

Début du projet: juin 2011

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: *Rinvest Institute*, Avenija (ONG serbe du Kosovo)

Numéro de projet: 7F-07955.01

*** Contribution à l'approvisionnement en eau et à l'élimination des eaux usées à la campagne, phase 1**

Situation initiale: Par quelques projets, la Suisse a pris au Kosovo une position de tête en matière d'approvisionnement en eau. Selon des estimations, 40% de la population n'a toujours pas accès à de l'eau potable propre et plus de 50% n'est pas raccordée au réseau d'assainissement.

Objectifs: Améliorer la santé de la population rurale en raccordant quatre des communes kosovares les plus pauvres au réseau d'alimentation en eau. 85 000 personnes seront désormais desservies par le réseau d'eau potable, dont 24 000 grâce à la seule contribution suisse.

Mise en œuvre: Construction d'un réseau d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La population rurale sera sensibilisée à la gestion de l'eau, les entreprises locales chargées des travaux. On veillera enfin à ce que le système d'approvisionnement soit durable.

Pays/région: Kosovo

Secteur: eau

Durée de la phase: décembre 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 1 196 250 CHF

Début du projet: décembre 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: USAID ; *Community Development Fund* (CDF), communes et villages, sociétés d'hydraulique régionales

Numéro de projet: 7F-07548.01

*** Contribution à un nouveau recensement de la population et des ménages, phase 1**

Situation initiale: Au Kosovo, le dernier recensement a été entrepris par le gouvernement serbe en 1991, mais la majorité des habitants l'ont boycotté. Les derniers chiffres fiables datent de trente ans et ne reflètent donc pas les changements démographiques survenus ces dernières années. Faute de données fiables, les agences de développe-

ment n'ont pu se fonder jusqu'ici que sur des estimations pour élaborer leurs programmes. Un nouveau recensement est donc indispensable.

Objectifs: Réaliser un nouveau dénombrement de la population et des ménages qui exprime la réalité démographique et socio-économique, et permette ainsi au gouvernement, aux donateurs et à la société civile de prendre les mesures politiques appropriées.

Mise en œuvre: Mise à disposition de plans, de matériel, d'infrastructures et de personnel pour réaliser le recensement. Les résultats (chiffres et analyses) seront publiés, ce qui permettra aussi de déduire les mesures à prendre pour soutenir les minorités. La population sera informée franchement, impartialement et systématiquement.

Pays/région: Kosovo

Secteurs: gouvernance

Durée de la phase: janvier 2011 – décembre 2012

Budget pour la phase: 1 200 000 CHF

Début du projet: janvier 2011

Dépenses antérieures: 1 100 000 CHF

Partenaires: Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) ; Service kosovar de la statistique

Numéro de projet: 7F-07026.01

*** Promotion d'une société démocratique, phase 1**

Situation initiale: Le Kosovo compte de nombreuses ethnies : Albanais, Serbes, Turcs, Goranes, Bosniaques, Monténégrins, Roms, Aschkalis et Egyptiens. A cause de la prédominance de la conception traditionnelle des sexes, les femmes sont discriminées. Amener un pays imprégné de socialisme au régime démocratique, fondé sur des valeurs telles que l'égalité devant la loi, la liberté d'opinion, l'intégration et la participation, nécessite la participation active de toutes les catégories de la population.

Objectifs: L'objectif suprême est de contribuer à la démocratisation de la société kosovare, autrement dit de faire que les institutions publiques travaillent avec plus de transparence, que les citoyens et citoyennes participent davantage à la vie politique, que les différentes ethnies coexistent pacifiquement et que les minorités s'intègrent. Il faut aussi aider les femmes à acquérir plus de droits.

Mise en œuvre: Les organisations qui s'engagent dans les domaines des mouvements civiques, de la protection des minorités et de la promotion féminine seront soutenues soit par des distinctions, soit par des contributions à des projets ou organisations.

Pays/région: Kosovo

Secteurs: démocratisation

Durée de la phase: novembre 2010 – juin 2014

Budget pour la phase: 635 000 CHF

Début du projet: novembre 2010

Dépenses antérieures: 400 000 CHF

Partenaires: restent à définir

Numéro de projet: 7F-06876.01

*** Participation de la diaspora au développement du pays, phase 1**

Situation initiale: Plus de 150 000 Kosovars et Kosovares vivent en Suisse et y forment une diaspora importante pour l'économie du Kosovo. En 2009, les fonds en provenance de l'étranger représentaient en effet presque 13% du produit intérieur brut, mais il s'agissait là d'argent envoyé directement aux familles restées au pays. Le manque de confiance des Kosovars de l'étranger dans les autorités locales et l'absence de mesures politiques et de règlements favorables à la diaspora empêchent les investissements et les initiatives sociales qui stimuleraient le développement national.

Objectifs: Encourager la diaspora à investir ses capitaux et son savoir-faire au Kosovo pour soutenir des projets sociaux et économiques.

Mise en œuvre: Il faut renforcer la confiance de la diaspora dans les autorités kosovares et susciter au Kosovo une politique favorable aux migrants et aux investisseurs. La diaspora sera informée des possibilités de financement et des prestations de service disponibles au pays. Deux communes pilotes – Gjakova et Gjilan – mettent en œuvre le projet en collaboration avec le Bureau kosovar des affaires de la diaspora.

Pays/région: Kosovo
Secteurs: Migration
Durée de la phase: mars 2011 – juin 2015
Budget pour la phase: 400 000 CHF (crédit initial)
Début du projet: mars 2011
Dépenses antérieures: 0 CHF
Partenaires: communes pilotes de Gjilan et Gjakova, Bureau kosovar des affaires de la diaspora
Numéro de projet: 7F-06532.01

Albinfo – Site internet pour les albanophones vivant en Suisse, phase 1

Situation initiale: Environ 250 000 albanophones vivent en Suisse et forment ainsi le principal groupe de population issu des Balkans occidentaux. Les membres de cette diaspora restent toujours très liés à la société de leur pays d'origine et à leur famille restée sur place. Ils ont fondé une association qui poursuit deux objectifs par le biais d'Internet: favoriser le processus d'intégration en Suisse et susciter la création d'entreprises et le lancement d'initiatives de développement avec des partenaires dans les pays d'origine.

Objectifs: La diaspora albanophone en Suisse s'engage en faveur de l'intégration de ses membres au sien de la société suisse, de même que pour le développement social, culturel et économique de leur pays d'origine.

Mise en œuvre: Créé par l'association lausannoise albinfo.ch, le site internet comprend trois rubriques interactives conçues par des professionnels: ALB NEWS: service d'information en trois langues; E-DIASPORA: forum interactif et portraits de la diaspora, réseau d'affaires et bourse aux emplois en Suisse et dans les Balkans; CH-BALKAN: activités menées dans les Balkans par des collectivités suisses (pouvoirs publics, universités ou ONG).

La DDC fournit une contribution financière en faveur du développement dans les pays d'origine. Le site internet devrait être financé par des sponsors privés.

Pays/région: Kosovo
Secteur: migration
Durée de la phase: mai 2010 – mai 2013
Budget pour la phase: 470 000 CHF
Début du projet: mai 2010
Dépenses antérieures: 305 000 CHF
Partenaire: association albinfo.ch, Lausanne
Numéro de projet: 7F-07596.01

Cofinancement des réformes de la politique financière, phase 1

Situation initiale: Depuis la déclaration d'indépendance, en février 2008, le Kosovo doit faire face à des défis sociaux, économiques et politiques: le chômage touche 45 % de la population, la pauvreté et la corruption règnent en maîtres et la croissance économique reste faible. Des réformes institutionnelles et financières s'imposent pour améliorer la situation sociale et attirer les investissements vers le pays. La Banque mondiale et un consortium de treize autres donateurs, dont la DDC et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), soutiennent le Gouvernement kosovar par le biais d'un programme de financement.

Objectifs: L'appui financier apporté au Gouvernement du Kosovo doit contribuer à la relance économique du pays. Il devrait aussi induire des améliorations structurelles et institutionnelles dans les domaines suivants: politique du travail, politique d'investissement, éducation, sécurité sociale et droit de la propriété. Il s'agit aussi de renforcer l'économie et l'administration financière.

Mise en œuvre: La Banque mondiale se charge de la réalisation du projet. Du côté suisse, la responsabilité en incombe principalement au SECO. Il finance le programme à raison de 2 millions de francs, tandis que la DDC y contribue pour 2,8 millions.

Pays/région: Kosovo
Secteurs: secteur financier; cadre général
Durée de la phase: juillet 2009 – décembre 2014
Budget pour la phase: 2 800 000 CHF
Début du projet: juillet 2009
Dépenses antérieures: 975 000 CHF
Partenaires: Banque mondiale; SECO; divers ministères du Kosovo
Numéro de projet: 7F-07066.01

Promotion de l'employabilité des jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi, phase 1

Situation initiale: Chaque année, 20 à 25 000 jeunes Kosovars et Kosovares entrent dans la vie active, mais trois quarts des moins de 25 ans sont au chômage. Cela tient premièrement au fait qu'il n'y a pratiquement pas de lien entre les établissements de formation et le secteur privé, deuxièmement que le pays ne compte que peu de syndicats, et troisièmement que les entrepreneurs engagent plutôt des membres de leur entourage ou de la main-d'œuvre non qualifiée, mais bon marché, que des jeunes inconnus bien qualifiés. Depuis 2001, la Suisse soutient l'amélioration du système kosovar de formation professionnelle.

Objectifs: Faciliter le passage des jeunes de la scolarité à la vie professionnelle.

Mise en œuvre: Analyse préalable des domaines que sont l'agriculture, l'informatique/la communication, l'industrie/la construction, suivie de l'élaboration des stratégies correspondantes. Pour ces stratégies, le bureau de coopération de Pristina fait appel à un consultant international ; trois experts locaux analysent chacun un des trois domaines mentionnés.

Pays/région: Kosovo
Secteurs: économie et emploi
Durée de la phase: août 2010 – août 2011
Budget pour la phase: 4 825 000 CHF (crédit initial)
Début du projet: 2010
Dépenses antérieures: 336 657 CHF
Partenaires: divers partenaires locaux
Numéro de projet: 7F-06875.01

Appui à l'Association des municipalités du Kosovo, phase 1

Situation initiale: Le gouvernement national assume pour l'heure la responsabilité de la plupart des secteurs administratifs (santé, services sociaux, finances, éducation). Il s'agit à présent de transférer diverses compétences aux municipalités. Pour renforcer leur rôle dans le processus de décentralisation, la Suisse soutient l'Association des municipalités du Kosovo (AKM). Fondée en 2001, elle représente actuellement les intérêts de 26 des 33 communes du Kosovo.

Objectifs: Avec l'appui de l'AKM, les municipalités vont améliorer les services qu'elles fournissent à la population kosovare. L'AKM est appelée à devenir un partenaire important du gouvernement central et des autorités locales.

Mise en œuvre: La réalisation du projet est assurée par l'AKM. Un partenaire international, qu'il reste à désigner, supervisera d'une part la mise en œuvre du projet et veillera, d'autre part, à assurer des échanges entre communes suisses et municipalités kosovares. Elle envisagera également des moyens pour permettre à la diaspora kosovare en Suisse de prendre part à ce réseau de communes.

Pays/région: Kosovo
Secteur: gouvernance
Durée de la phase: mars 2009 – juin 2012
Budget pour la phase: 1 004 000 CHF
Début du projet: décembre 2008
Dépenses antérieures: 691 732 CHF
Partenaires: Association des municipalités du Kosovo (AKM)
Numéro de projet: 7F-06489.01

Kosovision Contest II – concours pédagogique pour promouvoir la démocratie, phase 3

Situation initiale: Bien que le Kosovo soit désormais indépendant, la situation du pays reste difficile. Aux tensions interethniques s'ajoutent un taux de chômage élevé, des infrastructures déficientes et une faible croissance économique. Bien qu'ils forment un tiers de la population, les moins de 15 ans n'ont jusqu'ici guère été invités à prendre part à l'organisation du pays. La première édition du Kosovision Contest, mise sur pied en 2007 dans le district de Prizren, a permis de montrer aux enseignants que des méthodes simples permettent de préparer les enfants à assumer un rôle actif dans la société.

Objectifs: La tenue du Kosovision Contest II a étendu le projet à tout le Kosovo. Même trois écoles communales y prennent part. Le concours a pour objectif de donner la parole aux enfants et de les inciter à participer activement à l'organisation de leur pays.

Mise en œuvre: La coordination et le suivi du projet sont assurés par la Haute école pédagogique de Zurich. Le Ministère kosovar de la formation informe le corps enseignant, la Force internationale de maintien de la paix au Kosovo fournit le matériel aux écoles et le Centre kosovar de formation (KEC) apporte un soutien technique aux enseignantes et aux enseignants. Des stations locales de télévision diffusent des informations sur le concours et organisent la sélection finale des projets élaborés par les élèves.

Pays/région: Kosovo

Secteur: éducation

Durée de la phase: septembre 2011 – août 2014

Budget pour la phase: 1 100 000 CHF

Début du projet: mai 8

Dépenses antérieures: 605 707 CHF

Partenaires: Haute école pédagogique de Zurich (PHZH); Ministère kosovar de la formation (MEST); Centre kosovar de formation (KEC)

Numéro de projet: 7F-06128.03

Rapports sur le développement humain (Human Development Reports), phase 3

Situation initiale: Pour garantir la stabilité et le développement au Kosovo, il importe d'instituer une démocratie fondée sur l'Etat de droit. Or l'application des règles fondamentales de la démocratie passe par leur ancrage au sein de la population. Et cet ancrage ne sera possible que lorsque certains groupes de la population ne seront plus exclus et lorsque le problème du chômage aura été résolu.

Objectifs: Des analyses consacrées à l'intégration sociale, ainsi qu'au secteur privé et à l'emploi fourniront des recommandations pratiques sur les moyens de promouvoir l'économie privée et pour mener une politique d'intégration au Kosovo. A cet effet, deux Rapports de l'ONU sur le développement humain paraissent dans le cadre du projet: en 2010, sur l'intégration sociale au Kosovo et, en 2011, sur le développement dans le secteur privé.

Mise en œuvre: La mise en œuvre du projet est assurée par un groupe d'experts, tant locaux qu'internationaux, placé sous la direction du bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Kosovo. La DDC participe au financement du projet.

Pays/région: Kosovo

Secteurs: gouvernance; cadre général

Durée de la phase: août 2009 – novembre 2011

Budget pour la phase: 192 000 CHF

Début du projet: août 2007

Dépenses antérieures: 478 720 CHF

Partenaires: Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Numéro de projet: 7F-05705.03

Promotion de l'approvisionnement en eau à la campagne, phase 4

Situation initiale: Au Kosovo, 60 % des habitants vivent à la campagne et un tiers seulement d'entre eux bénéficie d'un approvisionnement sûr en eau potable. De plus, la contamination de l'eau potable constitue l'une des principales causes de maladie dans les régions rurales. Il est en particulier indispensable d'améliorer les conditions de vie

dans ces régions pour freiner l'exode vers les villes. Le gouvernement kosovar s'est dès lors donné pour objectif d'ici en 2015 de raccorder 95 % de tous les ménages aux réseaux publics d'eau potable et d'assainissement. A l'heure qu'il est, quelque 100 000 personnes ont obtenu un tel raccordement, dans 40 localités et 7 communes.

Objectifs: Le projet a pour principal objectif de contribuer à promouvoir le développement économique et social des communes rurales.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par une ONG kosovare qui s'engage pour le développement communal (*Community Development Initiative*, CDI). Elle le mène en étroite collaboration avec les autorités locales. Les villages assument eux-mêmes la moitié des coûts. Le suivi du projet est assuré par un comité de pilotage, qui comprend des représentants de la DDC.

Pays/région: Kosovo

Secteurs: eau; gouvernance

Durée de la phase: janvier 2011 – décembre 2013

Budget pour la phase: 4 800 000 CHF

Début du projet: juillet 2005

Dépenses antérieures: 6 541 577 CHF

Partenaires: *Community Development Initiative* (CDI)

Numéro de projet: 7F-04384.04

Promotion de la gouvernance locale, phase 2

Situation initiale: La mise en place de structures administratives au Kosovo passe avant tout par la décentralisation des compétences administratives et la promotion du bon fonctionnement des autorités communales au bénéfice de toute la population. Pour développer leur autonomie, les communes du Kosovo s'appuient sur les principes de la Charte européenne de l'autonomie locale. Le projet helvète-kosovar en faveur de la décentralisation et de la gouvernance locale (LOGOS) a été lancé au milieu de 2006.

Objectifs: Les communes kosovares fonctionnent selon les principes de la bonne gouvernance. Les citoyennes, les citoyens et l'économie privée participent activement au développement des communes. Les expériences réunies au niveau local sont mises à profit pour élaborer la politique et la législation nationales.

Mise en œuvre: La DDC a confié la réalisation du projet à Intercooperation, qui collabore avec les communes, le Ministère kosovar de l'administration locale et l'Association des municipalités du Kosovo. Après les élections communales de novembre 2009, auxquelles des Serbes ont également pris part, le projet s'étend à de nouvelles communes à majorité serbe. On y réalise des projets d'infrastructures, qui servent également à encourager des expériences dans le domaine de la gouvernance locale.

Pays/région: Kosovo

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 3 150 000 CHF (crédit initial)

Début du projet: juin 2006

Dépenses antérieures: 7 452 159 CHF

Partenaires: *Intercooperation* ; Ministère kosovar de l'administration locale

Numéro de projet: 7F-04371.02

Mise en place d'un système notarial, phase 2

Situation initiale: L'appareil judiciaire du Kosovo est obsolète et a besoin d'être réformé. Les tribunaux sont par exemple surchargés par des différends concernant la propriété foncière et d'autres affaires relevant du droit civil. L'Etat yougoslave ne possédait en effet pas de notaires pour régler ce genre de cas. Sur mandat de la DDC, l'Institut des hautes études notariales (INH) a élaboré un projet de loi prévoyant la mise en place d'un système notarial. Ce projet ayant été adopté en 2008 par le Parlement kosovar, la Suisse appuie le Ministère de la justice dans son application.

Objectifs: La mise en place d'un système notarial contribue à développer les structures d'un Etat de droit. De plus, les services juridiques seront plus accessibles à la population.

Mise en œuvre: Au total, 50 personnes réparties dans les municipalités du Kosovo seront formées pour exercer la fonction de notaire, de sorte que les tribunaux n'auront plus

à juger des affaires non pénales. Le cours de formation bénéficie du concours d'experts. Un voyage de décideurs kosovars est prévu en Estonie, pays en transition qui gère avec succès un système de notariat. Au Kosovo, la population sera en outre familiarisée avec le système notarial par une campagne d'information.

Pays/région: Kosovo

Secteur: justice

Durée de la phase: septembre 2008 – décembre 2011

Budget pour la phase: 1 185 800 CHF

Début du projet: juin 2005

Dépenses antérieures: 1 177 524 CHF

Partenaires: Institut des hautes études notariales (IHN), Lausanne ; ministère de la Justice

Numéro de projet: 7F-04370.02

Promotion de la formation professionnelle, phase 4

Situation initiale: Le Kosovo souffre d'un taux de chômage extrêmement élevé. L'ancien système de formation professionnelle est en ruine, les emplois dans l'industrie ont pratiquement disparu et la région manque de main-d'œuvre qualifiée et bien formée. Plus de 50 % des Kosovars ont moins de 25 ans et 75 % de ces jeunes sont au chômage. La Suisse apporte son appui à la création d'un système efficace de formation professionnelle depuis 2000. Depuis lors, 37 % de leurs élèves trouvent un emploi au terme de leur formation (contre 25 % en moyenne nationale).

Objectifs: En encourageant une formation professionnelle accessible, diversifiée et axée sur le marché, ce projet contribue au développement économique du Kosovo

Mise en œuvre: La réalisation du projet est assurée par la fondation Swisscontact en étroite collaboration avec les onze écoles professionnelles, les communes concernées et les ministères du travail. Dix écoles modèles seront mises en relation avec le secteur privé et se prépareront à fonctionner sans le soutien du projet. En accord avec les autorités compétentes et des particuliers, l'Ecole d'agriculture de Pristina élabore un plan pour mettre sur pied un centre agroalimentaire. Les écoles proposent par ailleurs des formations en ligne et leur gestion financière est décentralisée.

Pays/région: Kosovo

Secteur: éducation

Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 3 470 000 CHF

Début du projet: janvier 2004

Dépenses antérieures: 8 255 242 CHF

Partenaires: Swisscontact, Berne

Numéro de projet: 7F-03341.04

Crédits pour les entreprises privées, phase 1

Situation initiale: La proportion de femmes kosovares qui possèdent leur propre commerce et assurent ainsi leur propre revenu est très faible. Leur rôle dans l'économie reste dans l'ensemble marginal, puisqu'elles ne gèrent pas plus de 1 % des quelque 47 000 entreprises privées. Jusqu'ici, les banques locales n'ont guère essayé de s'adresser à ce segment de leur clientèle. Un programme de crédit permettra aux femmes concernées de financer plus facilement leur entreprise.

Objectifs: Le projet favorise la création de petites et moyennes entreprises (PME) gérées par des femmes. Il devrait ainsi créer de nouveaux emplois et stimuler la croissance économique. La position des femmes dans la société sera améliorée.

Mise en œuvre: La première phase comprendra la préparation d'un nouveau crédit spécialement conçu pour les femmes. Sa mise sur le marché comprend une formation dans les domaines suivants: gestion de crédits, marketing, publicité et lancement de produits. Pour terminer, la phase pilote fera l'objet d'une évaluation. La réalisation du projet est assurée par FINCA International, tandis que la *Kreditanstalt für Wiederaufbau* (KfW) se charge du transfert de fonds.

Pays/région: Kosovo
Secteur: secteur financier
Durée de la phase: décembre 2005 – juin 2012
Budget pour la phase: 800 000 CHF
Début du projet: décembre 2005
Dépenses antérieures: 778 982 CHF
Partenaires: *Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) ; FINCA International*
Numéro de projet: 7F-03338.01

Direction du logement et de la propriété, phase 5

Situation initiale: Une grande insécurité règne toujours au Kosovo dans le domaine de la propriété foncière. L'effondrement du régime et la guerre ont engendré la destruction ou la disparition de nombreuses inscriptions au cadastre, de sorte que la propriété de logements et de terrains donne lieu à nombre de litiges. Depuis 2000, la Direction du logement et de la propriété, mise en place par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a enregistré plus de 40 000 cas, dont 89 pour cent relèvent de la catégorie agricole. La Suisse a d'emblée apporté un appui politique et financier à la Direction du logement et de la propriété.

Objectifs: Le projet contribue à rétablir l'ordre et l'Etat de droit au Kosovo. En réinstaurant la sécurité de la propriété foncière, il facilite le retour des réfugiés et encourage les investissements dans l'économie. Cette phase sera consacrée au traitement des différends concernant des terres agricoles et des immeubles commerciaux; les dossiers seront ensuite transmis aux autorités locales.

Mise en œuvre: L'UNMIK a poursuivi son intervention au Kosovo sous le nom de *Kosovo Property Agency (KPA)* en se donnant pour tâche de rétablir les droits de propriété dans le pays. Les décisions sont rendues en collaboration avec la justice locale. Tous les dossiers en suspens devraient être traités d'ici fin 2013. Après cette phase, la KPA sera financée par le gouvernement kosovar.

Pays/région: Kosovo
Secteur: gouvernance
Durée de la phase: janvier 2009 – décembre 2013
Budget pour la phase: 1 750 000 CHF
Début du projet: décembre 2001
Dépenses antérieures: 7 391 379 CHF
Partenaires: *Kosovo Property Agency (KPA)*
Numéro de projet: 7F-01621.05

Horticulture dans la province du Kosovo, phase 5

Situation initiale: Représentant environ 20 % du PIB du Kosovo, l'agriculture est la principale source de revenus pour la population. Son fonctionnement demeure cependant peu rentable et le taux de chômage est très élevé parmi les paysans. Dans le cadre de ce projet, la Suisse soutient depuis plusieurs années la production et la commercialisation de légumes, de baies, de fruits, de thé, de plantes médicinales et de plantes d'agrément.

Objectifs: A terme, ce sont des PME gérées par des professionnels qui doivent assurer la culture de fruits et de légumes au Kosovo. Les paysans doivent apprendre à adapter leur production à la demande, à concurrencer les produits d'importation et à défendre leurs intérêts. Leurs activités créeront ainsi des emplois, généreront des revenus et contribueront au développement économique du Kosovo.

Mise en œuvre: La réalisation du projet est assurée par l'organisation suisse *Intercooperation*. Cette phase comprendra la mise sur pied d'une nouvelle organisation locale: le Centre agroalimentaire du Kosovo (KABC), qui assurera la promotion de l'horticulture sur place avec le concours d'acteurs du secteur privé. Le projet apportera par ailleurs un soutien aux organisations de paysans. Jusqu'en 2012, le projet se concentrera sur les produits qui rencontrent le plus de succès: oignons, choux, pommes, tomates, concombres et poivrons.

Pays/région: Kosovo
Secteur: agriculture et sylviculture
Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2012
Budget pour la phase: 3 920 000 CHF
Début du projet: janvier 2001
Dépenses antérieures: 12 739 646 CHF
Partenaires: *Intercooperation*, Berne; Ministère kosovar de l'agriculture; diverses organisations locales
Numéro de projet: 7F-01204.05

Crédit global pour les petites actions, bureau de coopération de Pristina, phase 9

Situation initiale: Outre les projets, conçus en principe sur le long terme, menés dans le cadre de la coopération avec le Kosovo, nous recevons depuis quelque temps nombre de demandes de crédit pour de petites actions. Ces actions sont lancées par divers groupements et organisations de la société civile qui souhaitent contribuer au développement de leur région.

Objectifs: Grâce au crédit global pour les petites actions, le bureau de coopération de Pristina peut réagir rapidement et sans excès bureaucratiques aux initiatives locales.

Mise en œuvre: Les sommes nécessaires pour financer ces actions sont minimes, mais il importe de les mettre à disposition rapidement. Le bureau de coopération choisit les actions qu'il soutient sur la base de critères clairement établis: elles doivent avoir un ancrage local et favoriser le progrès politique et économique ou promouvoir les droits humains, etc. Il fournit ensuite un appui efficace aux projets retenus. La phase précédente a montré que ce crédit global pour les petites actions est un instrument fort utile.

Pays/région: Kosovo
Secteurs: divers; cadre général
Durée de la phase: mars 2011 – février 2012
Budget pour la phase: 200 000 CHF
Début du projet: janvier 2002
Dépenses antérieures: 1 702 604 CHF
Partenaires: divers
Numéro de projet: 7F-01900.09

Macédoine

*** Contribution pour des élections législatives 2011 libres et équitables, phase 1**

Situation initiale: Un des grands défis qui attend la Macédoine sur le chemin de la démocratisation du pays et qui est une prémisses à l'adhésion à l'UE et à l'OTAN est la tenue d'élections politiques libres et équitables. Jusqu'ici, les élections ont toujours suscité de fortes tensions et ont même connu des incidents tragiques : des électeurs ont été menacés, des scrutins faussés, du matériel de vote brûlé, des armes utilisées, et il a fallu déplorer des morts. Les élections 2011 doivent donc se dérouler démocratiquement et sans incident, ce qui nécessite des mesures préventives et un suivi neutre étroit.

Objectifs: La campagne électorale et le scrutin (juin 2011) doivent se dérouler équitablement et sans violence. Des organisations pacifistes et civiles reconnues sensibilisent les partis politiques, les activistes, les communautés et les électeurs.

Mise en œuvre: Des observateurs locaux indépendants surveilleront la campagne électorale, le déroulement du scrutin et la période postélectorale. L'ONG responsable est MOST, qui a recruté plus de 3500 observateurs volontaires. Une autre ONG, CIVIL, s'occupe de sensibiliser les gens à la non-violence par une campagne dans les médias et des tables rondes.

Pays/région: Macédoine

Secteurs: gouvernance

Durée de la phase: avril 2011 – août 2011

Budget pour la phase: 360 000 CHF

Début du projet: avril 2011

Dépenses antérieures: 350 000 CHF

Partenaires: MOST, CIVIL (ONG)

Numéro de projet: 7F-07993.01

*** Exploitation de déchets biodégradables dans la région de Prespa, phase 1**

Situation initiale: La région de Prespa est un parc protégé qui s'étend sur les trois pays (Albanie, Macédoine et Grèce). L'agriculture y jouant un grand rôle, il se produit des quantités considérables de déchets organiques, qui sont déposés dans des décharges illégales et polluent l'environnement. Il est donc prévu de construire un centre de compostage à Resen, avec des points de collecte. Ce projet complète celui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) consacré à la réhabilitation de la rivière Golema et soutenu lui aussi par la DDC.

Objectifs: La commune de Resen recycle ses déchets biodégradables de manière écologique. Elle contribue de la sorte à protéger durablement le lac Prespa et ses environs. La qualité de l'eau du lac s'améliore.

Mise en œuvre: Construction d'un centre de compostage à Resen et formation du personnel d'exploitation. Les paysans y livrent leurs déchets, la population est sensibilisée aux questions d'environnement par une campagne d'information.

Pays/région: Macédoine

Secteur: eau

Durée de la phase: décembre 2010 – décembre 2012

Budget pour la phase: 806 000 CHF

Début du projet: décembre 2010

Dépenses antérieures: 600 000 CHF

Partenaires: Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; service public d'approvisionnement « Proleter », commune de Resen, ONG locales

Numéro de projet: 7F-07797.01

Appui au travail législatif du parlement, phase 2

Situation initiale: Ces quinze dernières années, la Macédoine a connu de profonds changements, alors que le climat politique était loin d'être au beau fixe. Désormais, les institutions politiques ont trouvé une certaine stabilité. Un dialogue constructif peine cependant toujours à s'établir entre les partis politiques.

Objectifs: Le Parlement macédonien doit devenir un organe législatif autonome et opérationnel, qui respecte l'Etat de droit et renforce la démocratie en Macédoine. Cette phase consistera à évaluer l'organisation des délibérations et de la transmission de l'information au sein du parlement. D'entente avec les membres du parlement, le projet élaborera le profil d'un institut du parlement, qui appuiera les députés dans leur travail législatif.

Mise en œuvre: Des parlementaires macédoniens, slovaques et suisses se réunissent pour former un groupe de travail. Celui-ci servira à l'échange d'expériences avec des institutions parlementaires de la région (Pologne, Slovaquie, République tchèque).

Pays/région: Macédoine

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: décembre 2009 – décembre 2012

Budget pour la phase: 3 654 800 CHF

Début du projet: février 2009

Dépenses antérieures: 1 520 328 CHF

Partenaires: *National Democratic Institute* (NDI) ; *Project on Ethnic Relations* (PER) ; *Institute for Parliamentary Democracy* (IPD) ; Parlement macédonien

Numéro de projet: 7F-06767.02

Fonds de soutien à la société civile, phase 2

Situation initiale: La Macédoine a entamé un processus de démocratisation dont la réalisation pose quelques défis. Il importe notamment de renforcer les structures et les processus décisionnels des autorités locales, de même que la société civile, afin que tous puissent assumer leur rôle dans le développement local. Il convient aussi d'améliorer les rapports interethniques, qui demeurent très tendus.

Objectifs: Des ONG devraient surveiller les dépenses publiques et les pratiques de l'économie privée avec un esprit critique et beaucoup de réalisme. Elles encourageront le dialogue entre les différents groupes de la population.

Mise en œuvre: Une agence locale sera chargée de mettre le fonds en place, de fournir des conseils techniques, de superviser le versement de contributions et d'évaluer les résultats. Le fonds compte trois différents types de contributions. Premièrement, il alloue des contributions institutionnelles à des ONG locales. Deuxièmement, il accorde des montants pouvant aller jusqu'à 100 000 francs suisses à des projets de coopération. Troisièmement, enfin, il versera 10 000 francs par an, au cas par cas, à des organisations dont les activités correspondent à ses objectifs.

Pays/région: Macédoine

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: octobre 2008 – décembre 2011

Budget pour la phase: 3 750 000 CHF

Début du projet: décembre 2006

Dépenses antérieures: 3 618 886 CHF

Partenaires: consultants internationaux et locaux; ONG locales

Numéro de projet: 7F-05262.02

Reconstruction d'écoles, phase 3

Situation initiale: Pour garantir les mêmes chances de formation à tous en Macédoine, il importe d'améliorer l'infrastructure scolaire du pays. Le budget national prévu pour la reconstruction et l'entretien des bâtiments des écoles primaires est toutefois limité et ne suffit pas pour cette tâche.

Objectifs: Le projet vise à appuyer le Gouvernement macédonien dans la réalisation de son programme destiné à améliorer les conditions d'enseignement dans tout le pays. Quinze à vingt écoles seront ainsi reconstruites, dont l'école Pestalozzi de Skopje.

Mise en œuvre: Le projet est mené en étroite collaboration avec le Ministère de l'éducation et de la science, qui prend aussi en charge la moitié du financement.

Pays/région: Macédoine
Secteur: affaires sociales et infrastructures
Durée de la phase: avril 2007 – octobre 2011
Budget pour la phase: 2 000 000 CHF
Début du projet: décembre 2004
Dépenses antérieures: 4 046 709 CHF
Partenaires: Ministère macédonien de l'éducation et de la science; Faculté d'architecture
Numéro de projet: 7F-04090.03

Appui au groupement de communes ZELS, phase 3

Situation initiale: Le groupement de communes macédoniennes ZELS sert d'avocat aux communes et offre aussi des prestations aux autorités locales. Celles-ci s'adressent au groupement pour bénéficier de son soutien dans les domaines de la formation, des contacts avec des donateurs internationaux et des échanges avec le gouvernement central. ZELS joue actuellement un rôle déterminant dans les efforts de décentralisation menés en Macédoine.

Objectifs: Le projet vise à faire de ZELS un partenaire à part entière, afin d'instaurer la décentralisation et la stabilité politique en Macédoine. Le groupement contribue aussi à implanter le plurilinguisme, qui doit devenir une caractéristique de la démocratie locale dans les communes multiethniques. En offrant à ses membres des services à la fois optimisés et abordables, le groupement doit de plus assurer son autonomie et sa durabilité.

Mise en œuvre: L'appui financier de la DDC aide ZELS à fournir des conseils et un soutien aux communes dans les domaines de la politique, de la collaboration intercommunale et de l'accompagnement des comités interethniques institués dans les communes multiethniques. La DDC fournit également des équipements pour la traduction.

Pays/région: Macédoine
Secteur: gouvernance
Durée de la phase: juillet 2011 – décembre 2015
Budget pour la phase: 1 403 000 CHF
Début du projet: septembre 2003
Dépenses antérieures: 2 435 793 CHF
Partenaires: Groupement de communes ZELS; Fondation européenne pour le développement durable des régions (FEDRE)
Numéro de projet: 7F-03008.03

Ouverture de bureaux électoraux, phase 2

Situation initiale: Nombre des 120 députés au parlement ne se sentent pas responsables vis-à-vis du peuple, car ils n'ont pas été élus directement et ont dès lors une autre conception de leur rôle. Pour que le législatif représente de manière adéquate les intérêts des citoyennes et des citoyens, des bureaux régionaux ont été ouverts depuis 2003 afin d'informer la population sur les travaux en cours au gouvernement et au parlement. On compte déjà 55 sur les 75 bureaux prévus dans 35 communes.

Objectifs: Impliquer davantage les citoyennes et les citoyens dans les travaux parlementaires et améliorer la communication entre les électeurs et les membres du parlement.

Mise en œuvre: En 2010, les 20 derniers bureaux ont été ouverts et équipés des logiciels appropriés. Le personnel du parlement a ensuite été formé à la gestion de ces bureaux. En 2012, la responsabilité financière et opérationnelle sera transférée au parlement. Une ONG prodiguera des conseils au personnel local.

Pays/région: Macédoine
Secteur: décentralisation/démocratisation
Durée de la phase: décembre 2009 – novembre 2011
Budget pour la phase: 404 900 CHF (crédit initial)
Début du projet: août 2007
Dépenses antérieures: 1 363 863 CHF
Partenaires: *Institute for Parliamentary Democracy* (IPD); Parlement macédonien; communes de Macédoine; groupement de communes ZELS
Numéro de projet: 7F-02585.02

Réhabilitation de la rivière Golema, phase 2

Situation initiale: Ce projet-ci s'inscrit dans le programme Prespa Lake Park du PNUD (cofinancé par le FEM), qui vise à mettre en place une gestion intégrée de cet écosystème transfrontalier du sud de la Macédoine. Le site comprend deux lacs, le petit et le grand Prespa, ainsi que les pentes boisées environnantes qui s'étendent entre la Macédoine, l'Albanie et la Grèce. Pour préserver la diversité biologique de la région, qui sert aussi de réserve d'eau, les gouvernements de ces trois pays ont délimité 5 régions protégées et créé une administration commune. La rivière Golema est le principal cours d'eau du bassin versant du lac. La qualité de ses eaux souffre toutefois de l'élimination inappropriée de déchets solides, ainsi que du déversement des eaux usées des ménages, de l'industrie et de l'agriculture. Pendant la première phase, on a évalué la situation et un premier tronçon de 460 mètres a pu être réhabilité.

Objectifs: Améliorer l'état de la rivière Golema.

Mise en œuvre: Il s'agit d'achever la revitalisation de la rivière Golema en zone urbaine, ainsi que le système d'assainissement. Un système d'irrigation sera en outre construit dans le village de Bela Crkva.

Pays/région: Macédoine

Secteur: eau

Durée de la phase: septembre 2008 – octobre 2011

Budget pour la phase: 1 255 000 CHF

Début du projet: septembre 2005

Dépenses antérieures: 3 250 000 CHF

Partenaires: PNUD; autorités de la ville de Resen; Ministère macédonien de l'environnement et de l'agriculture

Numéro de projet: 7F-02580.02

Forums communaux pour promouvoir la participation citoyenne, phase 3

Situation initiale: Depuis la signature de l'accord d'Ohrid, en 2001, la Macédoine décentralise progressivement son organisation étatique. Les autorités locales se doivent d'adapter leurs structures et les procédures de décision en conséquence, afin de permettre à la population de participer activement au développement régional. Depuis quelques années, la Suisse a accumulé sur place les expériences en matière de décentralisation et de soutien aux gouvernements locaux. Le programme prévoit la fondation de forums communaux où les citoyens et citoyennes peuvent faire connaître aux autorités leurs besoins et leurs exigences.

Objectifs: Les citoyens et les citoyennes de Macédoine devraient participer à la vie de leur commune et les autorités locales assumer leurs responsabilités avec toute la compétence voulue. A la fin de la phase, la majorité des communes auront inscrit le système des forums communaux dans leurs statuts.

Mise en œuvre: Jusqu'ici, le programme a été introduit dans 38 des 84 communes macédoniennes. 5 communes vont s'y ajouter. La confiance vis-à-vis des autorités locales a eu tendance à augmenter, comme l'a démontré une étude réalisée dans l'une des communes participantes.

Pays/région: Macédoine

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: mars 2011 – août 2014

Budget pour la phase: 3 755 000 CHF

Début du projet: janvier 2005

Dépenses antérieures: 6 042 132 CHF

Partenaires: divers

Numéro de projet: 7F-02578.03

Education à l'environnement à l'école primaire, phase 5

Situation initiale: L'éducation à l'environnement a longtemps été négligée dans les écoles primaires de Macédoine. La formation des enseignants, le matériel didactique et, surtout, la sensibilisation aux problèmes écologiques faisaient largement défaut. En réalisant ce projet, la DDC a notamment financé la publication de matériel d'enseignement et d'un calendrier environnemental, ainsi que la production de jeux. Le projet a accru la

conscience écologique des enfants, de leurs enseignants et de leurs parents, ainsi que des autorités. L'enseignement de l'environnement sera obligatoire et fera partie intégrante du programme scolaire dans tout le pays. C'est le Ministère de l'éducation et de la recherche qui est compétent en la matière.

Objectifs: L'éducation à l'environnement est obligatoire dans tout le pays. Un environnement propre et sain contribue à améliorer la qualité de vie.

Mise en œuvre: Le Ministère de l'éducation et de la recherche assumera progressivement la responsabilité principale du projet, tandis que l'ONG OXO lui fournira conseils et appui dans sa tâche. La DDC assure le financement du projet.

Pays/région: Macédoine

Secteur: éducation

Durée de la phase: janvier 2010 – août 2013

Budget pour la phase: 2 657 400 CHF (crédit initial)

Début du projet: mars 2002

Dépenses antérieures: 3 095 026 CHF

Partenaires: Ministère macédonien de l'éducation et de la recherche; ONG locale OXO

Numéro de projet: 7F-02079.05

Appui à l'organisme de développement dans la région de Pelagonia, phase 4

Situation initiale: Désireuses de créer un climat propice au développement économique, les neuf communes de la région de Pelagonia se sont regroupées au sein d'un organisme régional (Preda). Ce regroupement a vu le jour sur la base du projet mené précédemment par la DDC pour promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME) dans la région de Preda.

Objectifs: L'appui accordé à Preda garantit le développement économique de la région. Le premier objectif concret vise à faire de cet organisme la principale plateforme du développement régional.

Mise en œuvre: Dans le cadre de ce projet, la DDC contribue à renforcer les structures organisationnelles et institutionnelles de Preda, à élaborer un programme de promotion, ainsi qu'à définir des stratégies de développement régional à moyen et à long terme. Les collaborateurs de PREDa ont fondé entre-temps une nouvelle organisation, PREDa PLUS, qui couvrira un territoire plus étendu et gèrera davantage de partenariats que jusqu'à maintenant.

Pays/région: Macédoine

Secteurs: divers

Durée de la phase: décembre 2008 – décembre 2011

Budget pour la phase: 600 000 CHF

Début du projet: septembre 1999

Dépenses antérieures: 4 225 524 CHF

Partenaires: PREDa PLUS; Conseil régional pour le développement de la région de Pelagonia

Numéro de projet: 7F-00566.04

Petites actions du bureau de coopération de Belgrade, phase 5

Situation initiale: La Macédoine est l'un des pays les plus pauvres des Balkans occidentaux. Le revenu moyen n'y est par exemple que de 350 CHF par mois. Pour réaliser des projets novateurs en toute indépendance politique, les ONG locales ont besoin du soutien international. Les crédits en faveur de petites actions ont ici un grand avantage, car ils permettent au bureau de coopération de la DDC de s'engager à court terme, avec un impact direct et rapide.

Objectifs: De petites actions répondent à des besoins avérés des couches les plus vulnérables de la population, comme les enfants ou les Roms. Elles permettent de réaliser des projets modestes, mais intéressants, et qui profitent à beaucoup de monde.

Mise en œuvre: Les petits crédits permettent au bureau de coopération de réagir rapidement et de façon non bureaucratique aux besoins locaux. Les actions doivent se fonder sur l'initiative locale et contribuer à améliorer les droits humains ou la situation politique, économique et sociale. Les crédits pour ces petites actions s'élèvent au maximum à 30 000 CHF.

Projets et actions antérieurs de la phase 4

- 01 Formation policière
- 02 Première ambassade des enfants au monde, République de Megjashi (Macédoine)
- 03 Repas distribués à bicyclette
- 04 Élaboration d'un plan de développement économique pour la commune de Gazi Baba
- 05 Étude sur la proportion de Roms dans le secteur informel
- 06 Projet « Créer des amitiés »
- 07 Centre des droits des femmes et refuge pour femmes
- 08 Projet de formation extrascolaire pour enfants roms défavorisés
- 09 Programme de prévention de la consommation de drogue

Pays/région: Macédoine

Secteurs: divers

Durée de la phase: mars 2011 – mars 2012

Budget pour la phase: 200 000 CHF

Début du projet: avril 2001

Dépenses antérieures: 838 269 CHF

Partenaires: divers

Numéro de projet: 7F-02277.05

Serbie*

* Un projet de la DDC en cours de réalisation a été lancé avant la déclaration d'indépendance du Monténégro, le 3 juin 2006. Voilà pourquoi les projets qui concernent l'un ou l'autre de ces pays, ou les deux ensemble, figurent dans un chapitre commun.

Développement du secteur privé dans le sud de la Serbie, phase 1

Situation initiale: C'est surtout dans le sud de la Serbie qu'une productivité très faible, le contexte économique défavorable et le manque de collaboration entre les acteurs du marché entravent le développement des petites et moyennes entreprises (PME). Le projet procurera surtout de meilleures possibilités de travail aux femmes, aux jeunes et aux chômeurs.

Objectifs: Développer les marchés dans les trois segments prometteurs de l'industrie du bois, des plantes forestières et du tourisme, d'où augmentation des possibilités de travail et des revenus de 65 000 demandeurs d'emploi dans les deux districts.

Mise en œuvre: Développement des aptitudes et des connaissances de la main-d'œuvre employée dans l'hôtellerie et l'industrie du bois. Les écoles professionnelles nouent par exemple des contacts avec des fabricants de meubles. Les destinations touristiques sont formées à la publicité, les fabricants de meubles au marketing, au design, à la gestion et à la découverte des sources locales de bois de qualité. Les offres touristiques se multiplient et deviennent plus variées. La connaissance des plantes forestières commercialisables se répand, la collaboration entre cueilleurs, centres de collecte, transformateurs et exportateurs de baies des bois s'améliore. Le programme est réalisé par l'agence régionale de développement économique VEEDA.

Pays/région: Serbie

Secteur: économie et emploi

Durée de la phase: avril 2010 – août 2014

Budget pour la phase: 2 520 000 CHF

Début du projet: avril 2010

Dépenses antérieures: 769 760 CHF

Partenaires: Agence régionale de développement économique VEEDA ; divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-06861.01

Contribution à la Conférence permanente des villes et des municipalités (SCTM), phase 1

Situation initiale: La Serbie possède un Etat très centralisé, de sorte que les administrations locales ne disposent que de peu de compétences. Le manque de coordination entre administration centrale et autorités locales explique les écarts considérables qui séparent les régions du pays en termes de richesse et de développement. La Conférence permanente des villes et des municipalités (SCTM) tente de remédier à ce déséquilibre.

Objectifs: La SCTM défend les intérêts des diverses villes et municipalités face au pouvoir central de Belgrade. Elle assume cette tâche en jouant un rôle de conseillère et d'avocate des autorités locales, qui doivent à leur tour intervenir plus activement pour faire valoir leurs intérêts.

Mise en œuvre: La DDC apporte un appui institutionnel à la SCTM dans les domaines du lobbying auprès du pouvoir central, du conseil aux villes et aux municipalités et de la formation interne.

Pays/région: Serbie

Secteur: économie et emploi

Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 1 100 000 CHF (crédit initial)

Début du projet: janvier 2010

Dépenses antérieures: 1 020 602 CHF

Partenaires: SCTM; représentants communaux ; ministère des Affaires publiques et locales

Numéro de projet: 7F-06625.01

Développement communal dans le sud et le sud-ouest de la Serbie, phase 1

Situation initiale: La Serbie est un pays très centralisé; les pouvoirs politique et économique sont regroupés à Belgrade. Cette centralisation a des répercussions négatives sur le sud et le sud-ouest du pays: ces régions connaissent la pauvreté et des conflits interethniques, et leur infrastructure reste rudimentaire. En collaboration avec l'UE, ce projet reprend l'approche appliquée au cours de projets précédents, qui ont permis, avec succès, d'améliorer la gouvernance locale, l'administration communale et les infrastructures régionales dans le sud-ouest de la Serbie.

Objectifs: La Suisse contribue au développement communal dans deux régions sensibles à la frontière avec le Kosovo. Le projet apporte un appui à vingt-cinq communes. Toutes les couches de la population bénéficient d'un accès facilité à des prestations communales améliorées.

Mise en œuvre: La Suisse assume 20 % du total des coûts de ce projet, qui fournit un appui en matière de gestion et de planification et améliore l'infrastructure économique et sociale. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) assure la mise en œuvre du projet.

Pays/région: Serbie

Secteurs: divers

Durée de la phase: mai 2010 – juin 2013

Budget pour la phase: 3 715 000 CHF

Début du projet: mai 2010

Dépenses antérieures: 911 671 CHF

Partenaires: Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS); divers ministères de Serbie et syndicat intercommunal

Numéro de projet: 7F-06621.01

Programme pour les enfants d'origine rom ou handicapés – intégration par la scolarisation, phase 1

Situation initiale: Le manque de formation scolaire est l'une des principales causes de la grande pauvreté qui règne en Serbie et au Monténégro. Environ 80 000 enfants en âge scolaire ne vont pas à l'école primaire. La plupart d'entre eux appartiennent à la minorité rom ou souffrent d'un handicap. Un projet de réforme a été lancé conjointement par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Croix-Rouge suisse et l'organisation non gouvernementale (ONG) Pomoć Deci.

Objectifs: Le projet veut offrir à chacun et à chacune l'accès à la formation primaire. Jusqu'en 2015, les couches les plus pauvres de la population devraient être intégrées dans le système scolaire.

Mise en œuvre: Le programme est réalisé à trois niveaux: des modèles éducatifs seront élaborés pour favoriser l'intégration des enfants; ils devraient ensuite être institutionnalisés au niveau des municipalités; un cadre financier et institutionnel sera en outre créé au niveau national afin de soutenir l'intégration par le biais de la formation scolaire.

Pays/région: Serbie et Monténégro

Secteur: éducation

Durée de la phase: janvier 2009 – décembre 2011

Budget pour la phase: 5 000 000 CHF

Début du projet: janvier 2009

Dépenses antérieures: 4 724 993 CHF

Partenaires: Croix-Rouge suisse; UNICEF; ONG Pomoć Deci; divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-06551.01

Réforme de la justice, phase 1

Situation initiale: Dans les années 1990, des facteurs tels que la crise économique, la guerre et les sanctions internationales ont dégradé la situation du système judiciaire serbe. Et, depuis le tournant politique de 2000, peu de choses ont changé: les hommes politiques nomment les juges afin de défendre leurs intérêts, et ce sont des magnats de l'économie qui contrôlent les pouvoirs exécutif et législatif, ainsi que la justice. Le système judiciaire n'offre donc qu'une protection illusoire aux citoyennes et aux citoyens, qui n'ont guère la possibilité de défendre leurs droits.

Objectifs: Le projet vise à réformer la justice, c'est-à-dire à instaurer l'Etat de droit, à combattre la corruption et à améliorer le contexte économique. Il s'agit de consolider le cadre légal et institutionnel du pouvoir judiciaire, ainsi que d'adapter l'organisation des tribunaux et des procureurs généraux.

Mise en œuvre: La Banque mondiale gère le projet et le finance par le biais d'un fonds, tout en appuyant le Gouvernement serbe dans sa réalisation. Le projet est par ailleurs suivi par un comité consultatif réunissant des représentants du Ministère serbe des finances et de la justice, du Haut conseil judiciaire de la Commission européenne, des donateurs et de la Banque mondiale.

Pays/région: Serbie et Monténégro

Secteurs: gouvernance; cadre général

Durée de la phase: novembre 2008 – décembre 2011

Budget pour la phase: 660 000 CHF

Début du projet: novembre 2008

Dépenses antérieures: 660 000 CHF

Partenaires: Banque mondiale; Ministère de la justice

Numéro de projet: 7F-06424.01

Développement du secteur privé dans le sud-ouest de la Serbie, phase 2

Situation initiale: Après avoir suivi pendant des années une évolution réjouissante, l'économie serbe subit, elle aussi, les effets de la crise mondiale. Dans le district de Zlatibor (sud-ouest du pays), c'est surtout le chômage des femmes et des jeunes qui est supérieur à la moyenne nationale. La productivité des petites et moyennes entreprises est également plus faible. La promotion du secteur privé est l'un des quatre domaines dans lesquels la DDC collabore avec la Serbie. Les activités comprennent également un appui aux PME au niveau communal.

Objectifs: Le projet a pour principal objectif d'améliorer les perspectives économiques et les conditions de vie dans six des dix communes du district. Il vise avant tout à encourager les acteurs du marché à collaborer et à coordonner leurs activités.

Mise en œuvre: La réalisation du projet est assurée par l'Agence régionale de développement d'Užice, avec l'appui du Springfield Centre. Outre les autorités, les médias et les associations économiques, les PME figurent également parmi les principaux partenaires. Des plateformes ainsi que des cours de formation et l'appui fourni à des offres innovantes devraient renforcer les acteurs économiques.

Pays/région: Serbie

Secteur: économie et emploi; promotion des PME

Durée de la phase: avril 2009 – mars 2012

Budget pour la phase: 1 850 000 CHF

Début du projet: octobre 2007

Dépenses antérieures: 1 477 237 CHF

Partenaires: divers

Numéro de projet: 7F-05864.02

Amélioration de l'intégration sociale, phase 1

Situation initiale: Si la pauvreté avait constamment régressé en Serbie, elle a de nouveau été aggravée par la crise économique. Une politique pour l'intégration sociale (IS) lancée par le gouvernement central entend recourir à l'éducation et à l'emploi afin d'améliorer l'intégration sociale des groupes de population les plus touchés, tels les chômeurs, les Roms, les jeunes et les réfugiés. Une nouvelle loi a par exemple été élaborée pour régir la formation de base. Le gouvernement a par ailleurs réformé son secrétariat général et institué un bureau idoine afin d'améliorer la collaboration avec la population.

Objectifs: La politique pour l'intégration sociale serait mise au point d'ici à 2012, puis appliquée.

Mise en œuvre: Le Vice-premier ministre pour l'intégration européenne, coordonne et supervise l'application de la politique pour l'intégration sociale et en rend compte. A cet effet, il bénéficie de l'appui d'un gestionnaire de projet et de la SIPRU (Unité pour l'intégration sociale et la réduction de la pauvreté). Le groupe de travail Intégration sociale est chargé de définir la politique pour l'intégration sociale et de la mettre en œuvre.

Pays/région: Serbie

Secteurs: gouvernance; cadre général

Durée de la phase: juin 2010 – décembre 2012

Budget pour la phase: 1 724 000 CHF (crédit initial)

Début du projet: juin 2009

Dépenses antérieures: 1 724 000 CHF

Partenaires: Unité pour l'intégration sociale et la réduction de la pauvreté (SIPRU); divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-03916.01

Formation continue pour le corps enseignant, phase 4

Situation initiale: Jusqu'en 1990, la Serbie investissait une grande partie de son produit national brut dans la formation. Douze centres régionaux étaient alors compétents pour assurer la formation et le perfectionnement du corps enseignant. Depuis les années 1990, plus aucun développement n'est intervenu au niveau des méthodes d'enseignement et des manuels scolaires. En 2001, le nouveau gouvernement démocratique a toutefois fait de la réforme de la formation l'une de ses priorités. En 2009, quelque 90 000 enseignantes et enseignants ont bénéficié du nouveau système de formation continue.

Objectifs: Un système décentralisé de perfectionnement professionnel du corps enseignant contribue à la réussite de la réforme de la formation.

Mise en œuvre: Le crédit prévu sert à renforcer le centre serbe de perfectionnement professionnel du personnel enseignant. Ce centre est une unité administrative séparée des services gouvernementaux, qui organise la formation continue des enseignants des degrés primaire et secondaire. Le centre a élaboré les directives nécessaires et mis sur pied plusieurs centres régionaux qui assurent la formation continue non seulement des enseignants, mais aussi des psychologues scolaires, des directeurs d'école et des collaborateurs administratifs. Cette quatrième et dernière phase du projet devrait permettre d'étendre le système de formation continue à l'ensemble du pays.

Pays/région: Serbie

Secteur: éducation

Durée de la phase: juillet 2010 – décembre 2013

Budget pour la phase: 2 920 000 CHF

Début du projet: juin 2002

Dépenses antérieures: 5 113 390 CHF

Partenaires: Centre pour la formation continue du personnel scolaire; huit centres régionaux de formation continue; Ministère de l'éducation

Numéro de projet: 7F-02365.04

Fonds de refinancement pour la Serbie, phase 2

Situation initiale: Les petites et moyennes entreprises sont les principales créatrices d'emplois et de revenus en Serbie. Elles peinent toutefois souvent à accéder à des crédits, car les banques ne se sont par la passée pas intéressées à ce segment de l'économie, ce qui a freiné le développement des PME et leurs possibilités d'investissement. Grâce à des emprunts à long terme et à des conditions préférentielles dont elles bénéficient auprès du fonds de refinancement, les banques sont en mesure d'accorder des prêts avantageux aux entreprises. Le fonds fait désormais partie intégrante du Fonds européen pour l'Europe du Sud-Est (FEESE).

Objectifs: Le principal objectif du projet est de renforcer les PME et le secteur financier de la Serbie.

Mise en œuvre: Le projet comprend non seulement la mise à disposition de ressources financières, mais aussi des mesures de formation et d'évaluation.

Pays/région: Serbie
Secteur: secteur financier
Durée de la phase: octobre 2004 – décembre 2011
Budget pour la phase: 2 240 000 CHF
Début du projet: octobre 2001
Dépenses antérieures: 5 618 025 CHF
Partenaires: *Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)* ; *Komercijalna Banka* ; *Exim Banka*
Numéro de projet: 7F-01864.02

Programme de soutien aux communes, phase 3

Situation initiale: Même après le renversement du gouvernement Milosevic, la Serbie a toujours un gros retard à combler en matière de services municipaux et de principes d'administration et de direction démocratique des communes. Le pays a certes fait entre-temps quelques progrès vers la décentralisation, mais a encore besoin de beaucoup de soutien.

Objectifs: Le projet soutient le processus de réforme et l'amélioration des capacités d'organisation et de gestion des communes partenaires, qui assument de nouveaux rôles, de nouvelles tâches et de nouvelles responsabilités dans le cadre fixé.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par les communes, coordonnées elles-mêmes par un bureau du consortium suisse ITECO/SIC. La DDC soutient financièrement le consortium et les communes partenaires serbes. Les fonds sont engagés pour l'amélioration des services municipaux et de la gestion communale.

Pays/région: Serbie
Secteurs: gouvernance
Durée de la phase: mai 2008 – août 2011
Budget pour la phase: 4 392 000 CHF
Partenaires: communes, conférence nationale des communes, Ministère de la décentralisation et de la gouvernance locale
Numéro de projet: 7F-01617.03

Petites actions du bureau de coopération de Belgrade, phase 11

Situation initiale: En Serbie une grande partie de la population souffre toujours du taux élevé de chômage et du bas niveau des revenus. De plus, le gouvernement continue de négliger les ONG. Un soutien international s'impose dès lors pour réaliser des projets novateurs, lutter contre la pauvreté et remettre en question les pratiques gouvernementales. Les crédits pour de petites actions offrent un gros avantage dans ce domaine, car ils permettent au bureau de coopération de la DDC de s'engager dans des interventions à court terme qui déploient des effets immédiats.

Objectifs: De petites actions répondent à des besoins clairement définis des groupes vulnérables de la population, comme les enfants, les handicapés et les Roms. Les crédits permettent de réaliser des projets intéressants et novateurs qui bénéficient à beaucoup de personnes.

Mise en œuvre: Les petits crédits permettent au bureau de coopération de répondre rapidement et sans excès bureaucratiques aux besoins sur place. Les petites actions doivent se fonder sur des initiatives locales et contribuer un tant soit peu à améliorer le respect des droits de l'homme ou le contexte politique, économique et social. Les crédits pour les petites actions sont plafonnés à 20 000 francs suisses et seuls le chef du bureau de coopération ou son suppléant peuvent les accorder.

Actions et projets réalisés, phase 10

- 01 Soutien aux élections de conseillers nationaux des minorités nationales, Belgrade
- 02 Semaine de la culture rom, Trstenik
- 03 Exposition de photographies d'art sur la « réalité écologique », Požarevac
- 04 Semaine internationale d'étudiants 2010 sur la question « Tolérons-nous l'intolérance ? », Belgrade
- 05 Soutien pour l'emploi de personnes handicapées, Belgrade
- 06 Catalogue d'idées d'affaires pour travailleurs indépendants, Belgrade
- 07 Financement du projet des écoles de sport « Vive la vie ! » en faveur des enfants privés de soins parentaux, Belgrade

- 08 Centre pour enfants roms (Belgrade) : surveillance de la politique de scolarisation des enfants roms
- 09 Projet de la Croix-Rouge belgradoise « Jouons pour l'humanité »
- 10 Projet « Premier centre de jour à temps complet pour les enfants malentendants », Zemun
- 11 Équipement de l'école «D Maksimovic», Novi Pazar
- 12 Réhabilitation d'une place de jeux au jardin d'enfants «NASE DETE», Novi Pazar
- 13 Émission de radio pour les jeunes « Le jeu de la vérité » dans cinq villes de Serbie
- 14 Transformation des services de cardiologie et de chirurgie du cœur à l'hôpital universitaire des enfants, Belgrade

Pays/région: Serbie

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2011 – décembre 2011

Budget pour la phase: 200 000 CHF

Début du projet: avril 2001

Dépenses antérieures: 2 141 902 CHF

Partenaires: divers

Numéro de projet: 7F-01619.11

Programme régional en Europe du Sud-Est (concerne au moins deux pays)

Bourses de formation postgrade pour des étudiants des Balkans occidentaux, phase 1

Situation initiale: La Commission fédérale des bourses pour étudiants étrangers (CFBS) offre chaque année de 15 à 20 bourses de formation postgrade à des étudiants des Balkans occidentaux. Pour approfondir les échanges universitaires entre la Suisse et cette région, la DDC offre de son côté 20 autres bourses d'études. De 2010 à 2014, 60 à 80 boursières et boursiers supplémentaires de Serbie, de Bosnie et Herzégovine, de Macédoine, du Kosovo et du Monténégro devraient ainsi venir étudier pendant neuf mois dans une université suisse.

Objectifs: Renforcer, sur les plans tant quantitatif que qualitatif, la collaboration entre les institutions universitaires de Suisse et des Balkans occidentaux.

Mise en œuvre: Le DFAE informe les pays bénéficiaires de l'extension de l'offre suisse. La CFBS traite les dossiers de candidature et peut compter sur l'appui des responsables des universités suisses pour sélectionner les bénéficiaires d'une bourse.

Pays/région: Balkans occidentaux

Secteur: éducation

Durée de la phase: juillet 2009 – juillet 2014

Budget pour la phase: 1 600 000 CHF

Début du projet: juillet 2009

Dépenses antérieures: 113 400 CHF

Partenaires: Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER); représentations suisses dans les Balkans occidentaux; instituts universitaires locaux

Numéro de projet: 7F-07048.01

Contribution clé au Conseil de coopération régionale, phase 2

Situation initiale: Une bonne collaboration régionale constitue l'une des principales conditions pour garantir une stabilité durable et l'intégration des pays d'Europe du Sud-Est au sein de l'Union européenne (UE). La redéfinition géopolitique étant marquée par une forte propagande nationaliste et des tensions interethniques, une plateforme de coopération et de médiation revêt une importance cruciale. A l'œuvre depuis février 2008, le Conseil de coopération régionale (CCR) succède au Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est.

Objectifs: Le CCR a pour objectif de renforcer la collaboration entre les pays d'Europe du Sud-Est et l'UE, ainsi que de coordonner cette collaboration avec les pays qui le soutiennent. La contribution suisse doit servir à financer les activités du secrétariat général du CCR.

Mise en œuvre: Sis à Sarajevo, le CCR a repris les principales activités du Pacte de stabilité, qui comprennent la promotion de la coopération régionale et de l'intégration de la région au sein de l'UE et de l'OTAN. Dans le même temps, le CCR sert de forum de discussion aux pays d'Europe du Sud-Est tout en incluant les pays donateurs.

Pays/région: Balkans occidentaux

Secteur: prévention et transformation des conflits

Durée de la phase: janvier 2011 – décembre 2013

Budget pour la phase: 456 750 CHF

Début du projet: mars 2008

Dépenses antérieures: 709 907 CHF

Partenaires: Conseil de coopération régionale (CCR)

Numéro de projet: 7F-06090.02

Contribution à un ensemble de programmes du Mouvement chrétien pour la paix, phase 1

Situation initiale: La DDC a conclu avec des organisations non gouvernementales (ONG) suisses des accords pluriannuels prévoyant le versement d'une contribution à un de leurs programmes en particulier ou à un ensemble de projets. Ces accords reposent sur l'expérience d'une longue collaboration et sur d'intenses négociations portant sur les programmes ou projets soutenus. Huit des ONG, dont le Mouvement chrétien pour la paix (CFD), mènent des activités en Europe de l'Est et dans la CEI. Le CFD bénéficie d'une contribution destinée à un *portfolio*, c'est-à-dire que la DDC s'engage à verser une contribution à un ensemble de projets clairement définis.

Objectifs: Le Mouvement chrétien pour la paix se propose notamment de renforcer les droits des femmes et leur participation à la vie politique et à la promotion de la paix ; de prévenir la violence et de protéger les femmes qui en sont victimes, ainsi que leurs familles ; d'améliorer la formation et la participation politique de groupes défavorisés de la population ; de favoriser le renforcement institutionnel et l'amélioration des compétences des organisations partenaires.

Mise en œuvre: Le CFD assure lui-même la mise en œuvre de ses programmes. Il est impliqué dans de nombreux réseaux et collabore avec des partenaires locaux et internationaux.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine, Kosovo

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2008 – décembre 2011

Budget pour la phase: 900 000 CHF

Début du projet: janvier 2008

Dépenses antérieures: 900 000 CHF

Partenaires: Mouvement chrétien pour la paix (CFD)

Numéro de projet: 7F-06066.01

Contribution à un programme de l'OSEO, phase 1

Situation initiale: La DDC a conclu avec des ONG suisses des accords pluriannuels prévoyant le versement de contributions à des programmes. Ces accords reposent sur l'expérience d'une longue collaboration et sur d'intensives négociations portant sur le programme soutenu. Huit des ONG, dont l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), mènent des activités en Europe de l'Est et dans la CEI.

Objectifs: L'OSEO s'efforce d'améliorer les rapports et le dialogue entre salariés et employeurs en Serbie, au Kosovo et en Bosnie et Herzégovine. Au Kosovo, elle vise de plus à renforcer la société civile dans les régions rurales.

Mise en œuvre: L'OSEO assure elle-même la mise en œuvre de ses programmes. Elle réalise ses divers projets en collaboration avec des partenaires locaux.

Pays/région: Serbie, Kosovo, Bosnie et Herzégovine

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2008 – décembre 2011

Budget pour la phase: 1 125 000 CHF

Début du projet: janvier 2008

Dépenses antérieures: 1 125 000 CHF

Partenaires: Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO)

Numéro de projet: 7F-06063.01

Contribution à un ensemble de programmes de IAMANEH, phase 1

Situation initiale: La DDC a conclu avec des ONG suisses des accords pluriannuels prévoyant le versement d'une contribution à un de leurs programmes en particulier ou à un ensemble de projets. Ces accords reposent sur l'expérience d'une longue collaboration et sur d'intensives négociations de programme. Huit des ONG, dont l'*International Association for Maternal and Neonatal Health* (IAMANEH), mènent des activités en Europe de l'Est et dans la Communauté des Etats indépendants (CEI). IAMANEH bénéficie d'une contribution destinée à un *portfolio*, c'est-à-dire que la DDC s'engage à verser une contribution à un ensemble de projets clairement définis.

Objectifs: IAMANEH Suisse s'engage à aider les femmes et les enfants à mener une vie en bonne santé et dans la dignité. Elle fournit ainsi protection, prise en charge professionnelle et assistance juridique aux femmes et aux enfants victimes de violence ou exploités. Son objectif est de permettre aux victimes de recouvrer leur intégrité physique et psychique et de s'ouvrir de nouvelles perspectives. Un autre de ses objectifs est de faire comprendre aux femmes, aux hommes et aux enfants les risques et les conséquences de la violence des hommes contre les femmes et les enfants et de les motiver à contribuer activement à les réduire.

Mise en œuvre: IAMANEH assure elle-même la mise en œuvre de ses programmes. Elle réalise ses divers projets en collaboration avec des partenaires locaux.

Pays/région: Bosnie et Herzégovine, Albanie

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2008 – décembre 2011

Budget pour la phase: 900 000 CHF

Début du projet: janvier 2008

Dépenses antérieures: 900 000 CHF

Partenaires: *International Association for Maternal and Neonatal Health* (IAMANEH)

Numéro de projet: 7F-06026.01

Contribution au Roma Education Fund, phase 5

Situation initiale: Une conférence régionale s'est réunie à Budapest en 2003 pour évoquer la situation des Roms dans une Europe élargie. Cette conférence a déclaré la période 2005 à 2015 la *Décennie des Roms*. L'un des principaux aspects de cette décennie réside dans la création d'un fonds destiné à promouvoir l'éducation des enfants roms (*Roma Education Fund*, REF). L'an dernier, ce fonds a permis d'assurer un enseignement préscolaire à 10 000 enfants roms et d'attribuer 800 bourses d'études universitaires.

Objectifs: La contribution au REF vise à combler le fossé entre Roms et non-Roms en matière de formation. Cet effort devrait aussi permettre de briser le cercle vicieux de la pauvreté dont sont prisonniers la majorité des quelque dix millions de Roms.

Mise en œuvre: Sis à Budapest, le conseil de fondation et le bureau du REF ont pour tâche de susciter l'élaboration de nouveaux projets durables, de sélectionner ceux qui méritent d'être soutenus et de veiller à leur réalisation. La DDC verse une contribution au REF depuis fin 2004. Elle est représentée au sein de l'organisation par Yvana Enzler, ambassadrice de la Suisse en Albanie.

Pays/région: Balkans occidentaux

Secteur: éducation

Durée de la phase: juillet 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 1 566 000 CHF

Début du projet: décembre 2004

Dépenses antérieures: 3 824 360 CHF

Partenaires: *Roma Education Fund* (REF) ; diverses ONG locales

Numéro de projet: 7F-04116.05

SCOPES: Coopération scientifique entre l'Europe de l'Est et la Suisse – partenariats institutionnels, phase 2

Situation initiale: La collaboration internationale joue un rôle déterminant dans la qualité d'un système de recherche. L'amélioration des qualifications ainsi que l'accroissement des capacités et de la compétitivité des instituts de recherche et des chercheurs revêtent dès lors une importance cruciale pour la transition en cours.

Objectifs: Pour que les groupes et les instituts de recherche soient en mesure de surmonter les difficultés de la transition, le projet les aide à développer leurs capacités, à mener des recherches de haute qualité et à tisser des liens solides avec les réseaux scientifiques internationaux.

Mise en œuvre: Le programme finance des projets de recherche communs. Deux ou trois groupes de recherche de Suisse et d'Europe de l'Est mènent un travail ensemble. La DDC et le Fonds national suisse prennent chacun en charge la moitié des coûts de ce programme de recherche.

Pays/région: programme régional
Secteur: affaires sociales et infrastructures
Durée de la phase: décembre 2008 – décembre 2012
Budget pour la phase: 3 988 500 CHF
Début du projet: janvier 2005
Dépenses antérieures: 6 641 778 CHF
Partenaires: Fonds national suisse; service pour la coopération internationale; instituts de recherche des hautes écoles suisses; centres de recherche d'Europe de l'Est
Numéro de projet: 7F-04070.02

SCOPES: Coopération scientifique entre l'Europe de l'Est et la Suisse – projets de recherche communs, phase 2

Situation initiale: La collaboration internationale joue un rôle déterminant dans la qualité d'un système de recherche. L'amélioration des qualifications ainsi que l'accroissement des capacités et de la compétitivité des instituts de recherche et des chercheurs revêtent dès lors une importance cruciale pour la transition en cours.

Objectifs: Pour que les groupes et les instituts de recherche soient en mesure de surmonter les difficultés de la transition, le projet les aide à développer leurs capacités, à mener des recherches de haute qualité et à tisser des liens solides avec les réseaux scientifiques internationaux.

Mise en œuvre: Le programme finance des projets de recherche communs. Deux ou trois groupes de recherche de Suisse et d'Europe de l'Est mènent un travail ensemble. La DDC et le Fonds national suisse prennent chacun en charge la moitié des coûts de ce programme de recherche.

Pays/région: programme régional
Secteur: affaires sociales et infrastructures
Durée de la phase: décembre 2008 – décembre 2012
Budget pour la phase: 4 662 500 CHF
Début du projet: janvier 2005
Dépenses antérieures: 7 358 386 CHF
Partenaires: Fonds national suisse; service pour la coopération internationale; instituts de recherche des hautes écoles suisses; centres de recherche d'Europe de l'Est
Numéro de projet: 7F-04057.02

Promotion de la démocratie et coopération transfrontalière en Europe du Sud-Est (Conseil de coopération régionale), phase 6

Situation initiale: Le conseil régional de coopération (qui a succédé au Pacte de stabilité) veut renforcer la collaboration régionale en Europe du Sud-Est et rapprocher la région des structures de l'UE. La Suisse appuie notamment la création d'associations nationales de communes dans les pays de la région, ainsi que leur NALAS (*Network of Associations of Local Authorities from South-Eastern Europe*). Le projet encourage la mise en place de structures démocratiques et crédibles, sur les plans local et régional. Pour ses membres et la population en général, le réseau est devenu une source d'information de premier plan sur l'administration locale et régionale.

Objectifs: Les autorités communales doivent être en mesure de fournir aux habitants les prestations qu'ils réclament, ainsi que de motiver les citoyennes et les citoyens à prendre part au processus politique.

Mise en œuvre: Responsable de la coordination générale, le secrétariat du NALAS, à Skopje, met les activités en œuvre. Le NALAS devrait devenir financièrement indépendant jusqu'en 2012. L'association élabore un projet pour y parvenir.

Pays/région: Europe du Sud-Est
Secteurs: gouvernance; cadre général; décentralisation/démocratisation
Durée de la phase: août 2009 – décembre 2012
Budget pour la phase: 1 168 500 CHF
Début du projet: septembre 2000
Dépenses antérieures: 2 998 294 CHF
Partenaires: *Network of Associations of Local Authorities from South-Eastern Europe*
Numéro de projet: 7F-01122.06

Appui à l'Initiative pour la réforme de l'éducation (Conseil de coopération régionale), phase 5

Situation initiale: La mise en place et le développement du système éducatif – de l'école primaire aux études universitaires en passant par la formation professionnelle – sont au cœur des préoccupations de tous les pays d'Europe du Sud-Est. La *Task Force Education and Youth* (TFEY, groupe opérationnel pour l'éducation et la jeunesse) du Pacte de stabilité a dès lors lancé en 2004 l'Initiative pour la réforme de l'éducation en Europe du Sud-Est (ERI SEE). Celle-ci coordonne surtout les contacts entre les ministères de l'éducation de l'Europe du Sud-Est. Dans le cadre du Conseil de coopération régionale, la Suisse mène des activités depuis 2000 pour faire progresser le système éducatif de la région.

Objectif: Favoriser l'intégration des pays d'Europe du Sud-Est dans les programmes de formation européens.

Mise en œuvre: Le secrétariat de l'ERI à Zagreb est fermé depuis juin 2010 ; un nouveau bureau est mis sur pied à Belgrade. Le Centre pour la politique de l'éducation (CEP) assume provisoirement l'organisation de divers séminaires, cours, voyages d'études et consultations régionales, ainsi que de deux rencontres annuelles des ministres de l'éducation.

Pays/région: Europe du Sud-Est

Secteur: éducation

Durée de la phase: décembre 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 111 315 CHF

Début du projet: juillet 2000

Dépenses antérieures: 1 146 641 CHF

Partenaires: Centre pour la politique de l'éducation (CEP); ministères de l'éducation

Numéro de projet: 7F-01045.05

Programme de promotion de la recherche en sciences sociales, phase 3

Situation initiale: Les sciences sociales jouent un rôle important dans la transition vers la démocratie, car elles facilitent l'évaluation des options politiques. En Europe du Sud-Est, elles sont cependant largement négligées.

Objectifs: Le programme vise en premier lieu à faciliter le passage vers un système démocratique et les prises de décisions politiques. Dans la pratique, il s'attache à améliorer les possibilités offertes aux jeunes chercheurs et aux femmes de mener des recherches et à promouvoir la collaboration entre les chercheurs d'Europe du Sud-Est.

Mise en œuvre: Le programme est mis en œuvre par une équipe de l'Université de Fribourg. Dans cette phase, il soutient 15 à 20 nouveaux projets de recherche consacrés au processus de transition et 8 projets en cours. Il doit s'agir de projets de qualité issus de la région des Balkans occidentaux. La direction du programme est assurée par un comité de pilotage, au sein duquel siège un collaborateur local du bureau de coopération de la DDC.

Pays/région: Balkans occidentaux

Secteur: gouvernance; affaires sociales et infrastructures

Durée de la phase: juillet 2011 – juin 2013

Budget pour la phase: 4 100 000 CHF

Début du projet: octobre 2007

Dépenses antérieures: 5 294 944 CHF

Partenaires: Université de Fribourg (Suisse), Institut interfacultaire de l'Europe centrale et orientale (IICEE) ; établissements de recherche intéressés aux réformes

Numéro de projet: 7F-00481.03

Formation de spécialistes de la santé publique, phase 6

Situation initiale: Dans la plupart des pays d'Europe de l'Est, les systèmes de santé sont en train de se transformer en systèmes modernes et décentralisés. Ce passage comprend notamment la mise en place d'assurances durables et l'amélioration de la gestion des infrastructures. Le personnel médical suit des cours de perfectionnement dans les domaines de la gestion et de l'administration de la santé.

Objectifs: Le projet vise à instaurer des systèmes efficaces de santé publique dans les pays en transition d'Europe de l'Est.

Mise en œuvre: Plus de 350 spécialistes de la santé publique venus de Roumanie, de Bulgarie, d'Albanie et de Moldavie ont suivi des cours d'été en Suisse. Destiné aux spécialistes et aux responsables de la santé publique de l'un de ces pays (hôpitaux, administrations, etc.), ce programme englobe plusieurs secteurs et explore par exemple des thèmes tels que le développement de la santé publique ou les possibilités de la coopération. Outre l'Université de Lugano, l'Université de Montréal et les écoles suisses de santé publique, l'Institut tropical et de santé publique suisse, à Bâle, apporte également sa contribution à ces cours d'été. Les bureaux de coopération de Chisinau, Tirana, Sarajevo, Kiev, Minsk, Vladikavkaz, Douchanbe, ainsi que ceux de Skopje et de Pristina, proposent et sélectionnent les spécialistes des pays de l'Est qui participeront aux cours.

Pays/région: Europe du Sud-Est (Conseil de coopération régionale)

Secteurs: santé et population; éducation

Durée de la phase: mai 2010 – avril 2012

Budget pour la phase: 700 000 CHF

Début du projet: mai 1996

Dépenses antérieures: 2 624 798 CHF

Partenaires: Institut tropical et de santé publique suisse, Bâle

Numéro de projet: 7F-00232.06

Collaboration régionale entre les polices en Europe du Sud-Est, phase 11

Situation initiale: La situation en Europe du Sud-Est constitue un défi particulier en matière de sécurité. La criminalité internationale, largement répandue, représente en effet une grave menace pour la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit, qui ne sont pas encore solidement ancrés dans la région. Pour relever ce défi, il faudrait renforcer la collaboration régionale entre les polices. Un tel renforcement passe cependant par un travail sur le passé et une évolution des mentalités.

Objectifs: Le projet vise à améliorer l'efficacité et l'efficience de la lutte contre la criminalité internationale et à renforcer le respect des droits de l'homme. Son principal objectif est de contribuer à accroître la sécurité en Europe.

Mise en œuvre: La DDC appuie la réforme des systèmes policier et judiciaire en Europe du Sud-Est depuis des années. En 2007, elle a décidé de poursuivre ce programme en le réorientant et de privilégier la collaboration régionale entre les polices. Il s'agit de renforcer et de rendre plus favorable le contexte dans lequel elle s'inscrit. Dans la pratique, le programme encourage le réseautage formel et informel et l'adaptation des connaissances aux normes internationales. Il favorise aussi une meilleure collaboration entre la police et le ministère public dans le cas d'opérations internationales et soutient en outre une campagne régionale de prévention de la violence domestique.

Pays/région: Europe du Sud-Est

Secteurs: gouvernance; perspective genre

Durée de la phase: janvier 2008 – décembre 2011

Budget pour la phase: 4 900 000 CHF

Début du projet: août 1992

Dépenses antérieures: 27 787 608 CHF

Partenaires: divers

Numéro de projet: 7F-00013.11

Programme culturel Pro Helvetia dans les Balkans occidentaux, phase 14

Situation initiale: La DDC considère que la culture joue un rôle essentiel dans le développement économique et social. C'est pourquoi elle soutient depuis 1990 un programme culturel en Europe du Sud-Est et dans les Balkans. Si le projet s'est au début concentré sur les Etats d'Europe centrale, il vise aujourd'hui en priorité les Balkans occidentaux.

Objectifs: Le programme culturel de Pro Helvetia soutient des initiatives et des organisations culturelles, afin de renforcer la collaboration régionale. Il vise en premier lieu à promouvoir la liberté d'opinion, la résolution pacifique des conflits et le respect des minorités.

Mise en œuvre: Pro Helvetia gère le programme à partir de sa direction régionale de Sarajevo et de ses bureaux opérationnels de Pristina et de Tirana. Les aides financières sont destinées à des projets de collaboration culturelle qui impliquent au moins deux pays des Balkans occidentaux. Les bureaux locaux soutiennent en outre de petites actions mises sur pied par des artistes ou des organisations culturelles.

Pays/région: Balkans occidentaux

Secteurs: culture; gouvernance; cadre général

Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2013

Budget pour la phase: 4 263 000 CHF

Début du projet: janvier 1990

Dépenses antérieures: 53 460 908 CHF

Partenaires: Pro Helvetia, Zurich; organisations culturelles locales

Numéro de projet: 7F-00007.14

Contribution aux projets d'organismes suisses de jeunesse, phase 13

Situation initiale: En Europe du Sud-Est, les jeunes sont soumis à une pression économique et sociale croissante. Les pays de la région commencent à peine à définir une politique officielle de la jeunesse et les nouvelles organisations de jeunesse manquent encore de contacts entre elles. Par ailleurs, beaucoup de jeunes de la région vivent en Suisse et peinent à s'y intégrer. Ils sont partagés entre deux cultures et doivent surmonter les traumatismes de guerre dont a souffert leur famille.

Objectifs: Le projet entend promouvoir la compréhension mutuelle parmi les jeunes des Balkans occidentaux, ainsi qu'entre les jeunes de Suisse et d'Europe du Sud-Est. Il encourage les jeunes à participer activement à la société et à apporter une contribution constructive aux processus de transformation et de démocratisation.

Mise en œuvre: La DDC finance au moyen de contributions uniques, dont le montant peut aller jusqu'à 10 000 francs, des projets d'organismes de jeunesse. Le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ) se charge de lancer les appels d'offres et de sélectionner les projets.

Pays/région: Europe du Sud-Est

Secteurs: affaires sociales et infrastructures; gouvernance

Durée de la phase: mars 2011 – décembre 2013

Budget pour la phase: 375 330 CHF

Début du projet: avril 1992

Dépenses antérieures: 6 068 951 CHF

Partenaires: Conseil suisse des activités de jeunesse; organisations locales de jeunesse

Numéro de projet: 7F-00005.13

Crédit global pour les petites actions de la division Balkans occidentaux, phase 2

Situation initiale: En 2007, la coopération de la DDC avec les pays d'Europe de l'Est a été réorganisée ; les anciennes sections Europe du Sud-Est et Programmes spéciaux et régionaux ont été regroupées dans la nouvelle division des Balkans occidentaux. Chacune des deux sections disposait jusqu'ici de son propre crédit global. Au cours de la dernière phase, 31 actions ont été autorisées, avec un montant d'engagement moyen de 15 800 CHF.

Objectifs: Ce crédit global permet à la division des Balkans occidentaux de réaliser des petites actions rapidement et simplement.

Mise en œuvre: Les petites actions exigent de petits montants, mais qui doivent être fournis rapidement. Ils peuvent être octroyés par la direction de la section, dans la limite de sa compétence financière. La surveillance formelle incombe à l'administration de la division. Chaque action est dirigée et suivie par les responsables du programme.

Pays/région: Balkans occidentaux

Secteurs: divers/général

Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 500 000 CHF

Début du projet: avril 2008

Dépenses antérieures: 674 000 CHF

Partenaires: divers

Numéro de projet: 7F-06217.02

Crédit global pour la préparation, le suivi et l'évaluation de projets, phase 5

Situation initiale: Étant donné la limitation des ressources disponibles et les qualifications professionnelles requises, la division Balkans occidentaux du domaine de direction Coopération avec l'Europe de l'Est doit pouvoir faire appel à des spécialistes externes pour préparer, suivre et évaluer les projets et programmes.

Objectifs: Le crédit global permettra à la division Balkans occidentaux de préparer de nouveaux projets et programmes, et de garantir la qualité des actions en cours.

Mise en œuvre: Les responsables du programme planifient chaque mesure et la réalisent. La responsabilité générale de l'engagement du crédit incombe à la direction de la division. Pour une action isolée, la dépense devrait être en général de moins de 50 000 CHF.

Pays/région: Balkans occidentaux

Secteurs: divers

Durée de la phase: septembre 2011 – août 2013

Budget pour la phase: 500 000 CHF

Début du projet: novembre 2007

Dépenses antérieures: 1 298 316 CHF

Partenaires: experts externes

Numéro de projet: 7F-05927.05

Communauté des Etats indépendants (CEI)

Kirghizistan

** Formation policière au Kirghizistan Sud, phase 1*

Situation initiale: En juin 2010, des groupes de jeunes Kirghizes et Ouzbeks se sont affrontés à Och, la deuxième ville de l'État, dans le sud du pays. En conséquence, 393 personnes sont mortes, des milliers ont été blessées, et 400 000 ont perdu leur foyer. Ces troubles graves remontent à trois problèmes de sécurité, qui doivent être traités à l'aide du projet. Premièrement, la police kirghize doit mieux protéger les droits humains. Deuxièmement, la confiance de la population en la police doit être renforcée. Troisièmement, la police, qui ne se composait jusqu'ici que de Kirghizes, intégrera aussi des représentants des minorités. L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) soutient les efforts de réforme des autorités kirghizes.

Objectifs: Soutenir la police kirghize afin qu'elle veille à la sécurité de toutes les couches de la population et de toutes les ethnies.

Mise en œuvre: Les activités de conseil se concentrent sur huit postes de police dans les provinces du sud du Kirghizistan et deux postes dans la région de Chui. Y participent 31 conseillers policiers internationaux et une équipe du programme recrutée sur place.

Pays/région: Kirghizistan

Secteurs: prévention et transformation des conflits

Durée de la phase: avril 2011 – décembre 2011

Budget pour la phase: CHF 305 000 CHF

Début du projet: avril 2011

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Centre OSCE (Bichkek), ministère kirghize de l'Intérieur, postes de police

Numéro de projet: 7F-07950.01

Création d'emplois pour les jeunes dans la réhabilitation d'établissements sociaux, phase 1

Situation initiale: Le Kirghizistan accuse un taux de chômage très élevé, en particulier dans la région de sa capitale, Bichkek. Et le chômage est spécialement élevé parmi les jeunes. La morosité s'aggrave au sein de cette couche de population, au point de représenter un risque croissant pour la stabilité et la sécurité politiques et sociales. Les institutions sociales (homes pour enfants, handicapés et personnes âgées) constituent un autre problème d'envergure nationale. Leurs bâtiments sont dans un état déplorable et indigne pour les résidents et le personnel. Ce projet se propose de s'attaquer simultanément à ces deux problèmes.

Objectifs: Le projet vise à améliorer les conditions de vie et de travail dans les orphelins, de même que dans les homes pour handicapés et pour personnes âgées. Dans le même temps, il offre la possibilité à de jeunes gens sans emploi de suivre une formation dans le cadre de la réhabilitation de ces établissements.

Mise en œuvre: L'organisation et la coordination du projet sont assurées par le bureau de coopération de Bichkek. La direction des travaux de réhabilitation est assurée par une entreprise de construction locale qui emploie des spécialistes ayant travaillé pour la Croix-Rouge suisse. Dix établissements sociaux de la région de Bichkek seront rénovés.

Pays/région: Kirghizistan

Secteur: prévention et transformation de conflits

Durée de la phase: août 2010 – mars 2012

Budget pour la phase: 1 320 000 CHF

Début du projet: août 2010

Dépenses antérieures: 1 000 000 CHF

Partenaires: entreprise de construction locale; dix institutions sociales; Ministère kirghiz du travail et de la sécurité sociale; autorités

Numéro de projet: 7F-07678.01

Aide psychologique et médicale apportée aux femmes et aux enfants dans le sud du Kirghizistan, phase 1

Situation initiale: Un conflit entre Kirghizes et Ouzbeks a éclaté le 10 juin 2010 dans le sud du Kirghizistan. Au cours de ces graves troubles, environ 1500 personnes ont perdu la vie, 2000 ont été blessées et des centaines de milliers ont fui vers Bichkek ou en Ouzbékistan. Des centaines de maisons ont été détruites et des familles déchirées. Ceux qui ont survécu, notamment les enfants et les femmes enceintes, avaient et ont besoin d'urgence d'une aide psychosociale et médicale.

Objectifs: Quelque 70 femmes et enfants ont été évacués de la région en conflit pour séjourner provisoirement à Bichkek; 3000 enfants de Jalalabad et d'Och bénéficient d'une prise en charge psychologique et médicale; les orphelins sont accueillis dans des familles ou des orphelinats. Le projet contribue aussi au regroupement familial.

Mise en œuvre: La fondation kirghize *Institute for Regional Research* (institut pour la recherche régionale) se charge de mener le projet à bien. A cet effet, elle collabore avec diverses organisations non gouvernementales (ONG) et avec le Ministère du travail et de la sécurité sociale. Ce dernier coordonne l'aide et assure par ailleurs la sécurité dans les camps de réfugiés.

Pays/région: Kirghizistan

Secteur: prévention et transformation de conflits

Durée de la phase: juin 2010 – mai 2011

Budget pour la phase: 415 000 CHF

Début du projet: juin 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: *Institute for Regional Research* ; ministère kirghize du Travail et de la Sécurité sociale; sept ONG locales

Numéro de projet: 7F-07677.01

Soutien au déroulement d'élections – film sur la construction d'une identité nationale, phase 1

Situation initiale: Un gouvernement de transition dirige le pays depuis le putsch d'avril 2010. En juin 2010, le peuple kirghize a approuvé la modification de la constitution comme fondement d'une république parlementaire et les élections législatives se sont tenues en octobre. L'OSCE a demandé à la Suisse de soutenir le déroulement des scrutins. Les graves violences qui ont opposé Ouzbeks et Kirghizes l'année dernière ont montré que des tensions règnent entre les ethnies. Le projet d'un film lancé par les studios BIGIM a pour objectif de favoriser l'émergence d'une identité nationale.

Objectifs: Le projet vise à garantir des élections transparentes, libres et équitables. Le film doit par ailleurs contribuer à apaiser les tensions actuelles et à favoriser la réconciliation.

Mise en œuvre: L'OSCE dirige le projet destiné à soutenir le déroulement des élections, tandis que BIGIM est responsable du film. Le studio est chargé d'assurer sa production, puis sa diffusion à la télévision, et d'organiser des débats publics après sa retransmission.

Pays/région: Kirghizistan

Secteur: prévention et transformation de conflits

Durée de la phase: août 2010 – juin 2011

Budget pour la phase: 475 000 CHF

Début du projet: août 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: OSCE; Studio BIGIM; ONG locales; deux chaînes nationales de télévision

Numéro de projet: 7F-07659.01

Prévention et dépistage précoce du cancer du sein, phase 1

Situation initiale: La DDC apporte depuis 1999 son appui à la réforme du secteur de la santé au Kirghizistan, en mettant l'accent sur la garantie des soins de santé primaire. Bien que la population pauvre accède désormais plus facilement à ces soins et que la prise en charge médicale se soit globalement améliorée, le nombre de femmes souffrant d'un cancer du sein a connu une forte hausse ces dernières années. Cette situation

s'explique par le fait que les femmes kirghizes n'ont jusqu'ici guère été sensibilisées à cette maladie. De plus, les médecins de famille la connaissent mal.

Objectifs: Le projet entend diminuer la mortalité due au cancer du sein. Il vise dès lors à informer la population sur ce type de cancer, à assurer le dépistage de la maladie à un stade précoce, à améliorer le traitement et à offrir une prise en charge psychologique aux femmes atteintes.

Mise en œuvre: L'ONG *Kirghize Ergene* collabore avec le Centre national d'oncologie (NOC) et l'Institut national médical pour le perfectionnement et la formation continue en médecine (KSMIRCME). Ce dernier assure la formation continue des médecins de famille et des sages-femmes et envoie des équipes spécialisées en sénologie dans les régions rurales. La DDC participe durant deux ans au financement du projet.

Pays/région: Kirghizistan

Secteur: santé et population

Durée de la phase: novembre 2009 – décembre 2011

Budget pour la phase: 375 000 CHF

Début du projet: novembre 2009

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaire: *Kirghize Ergene*

Numéro de projet: 7F-06744.01

Elimination des déchets et prévention des infections dans les hôpitaux, phase 2

Situation initiale: Nombre d'hôpitaux kirghiz entreposent leurs déchets médicaux sur place, à ciel ouvert, avant de les faire transporter à la décharge municipale. Ces déchets représentent dès lors un important risque sanitaire. Un autre problème réside dans le fait que le personnel a appris à désinfecter seringues et aiguilles à la main avec du chlore. Or il suffit de la moindre égratignure pour contracter une maladie infectieuse pendant cette opération. Un système d'élimination des déchets et de prévention des infections a été testé avec succès dans les hôpitaux de Talas et de Naryn.

Objectif: Le principal objectif de ce projet est d'améliorer l'élimination des déchets médicaux dans tout le pays et de réduire le risque d'infection dans les hôpitaux.

Mise en œuvre: Des mesures de contrôle du risque d'infection sont appliquées dans dix cliniques d'accouchement de Naryn et de Talas. Dans quatre régions, un total de 181 établissements médicaux disposent d'un système sûr d'élimination des déchets. La Croix-Rouge suisse collabore avec le ministère kirghize de la Santé.

Pays/région: Kirghizistan

Secteur: santé et population

Durée de la phase: avril 2011 – décembre 2011

Budget pour la phase: 1 215 000 CHF

Début du projet: décembre 2009

Dépenses antérieures: 480 000 CHF

Partenaires: Croix-Rouge suisse (CRS), Berne ; Republican Centre for Infection Control (partie du ministère de la Santé)

Numéro de projet: 7F-06628.02

Aide budgétaire pour le projet de réforme du système de santé au Kirghizistan, phase 3

Situation initiale: La Suisse soutient depuis 1999 la réforme du secteur kirghiz de la santé. Le projet d'amélioration du système de santé dans la région de Naryn a désormais acquis valeur d'exemple pour tout le pays, car il fait appel à la participation active de la population.

Objectifs: Le projet vise à faciliter l'accès aux moyens de prévention et aux soins de santé et à assurer une meilleure gestion du système de santé, afin d'améliorer l'état de santé général de la population kirghize.

Mise en œuvre: Une contribution financière substantielle vient compléter la coopération technique du projet suisse à long terme destiné à améliorer le système de santé au Kirghizistan. Une partie du crédit sert à financer le programme *Kyrgyz Republic – Health and Social Protection Project* de la Banque mondiale.

Pays/région: Kirghizistan
Secteur: santé et population
Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011
Budget pour la phase: 3 240 000 CHF
Début du projet: 2006
Dépenses antérieures: 8 650 000 CHF
Partenaires: Banque mondiale (fonds fiduciaire) ; ministères de la Santé et des Finances du Kirghizistan
Numéro de projet: 7F-04509.03

Assistance juridique à la population rurale, phase 6

Situation initiale: La réforme agraire et la privatisation des terres engendrent depuis le début des années 1990 de vives tensions entre les paysans. Les principales activités permettant de détendre la situation consistent à améliorer les connaissances et les compétences des autorités et de la population dans le domaine légal, à lutter contre la corruption et à combler le manque de connaissances des employés du système judiciaire. Ces dernières années, l'assistance juridique mise à disposition par ce projet, ainsi que par l'organisation publique *Legal Assistance for Rural Citizens* (LARC) à laquelle il a donné naissance, a permis de faire des progrès dans tous ces domaines.

Objectifs: Le projet entend faciliter l'accès de la population à la justice et lui inculquer ainsi une forme de « culture juridique ». Il vise aussi à faire de la LARC une ONG autonome et durable, qui offre dans tout le pays des services juridiques bon marché à la clientèle pauvre.

Mise en œuvre: C'est l'organisation LARC qui se charge de la réalisation du projet. Elle doit parvenir à l'autonomie institutionnelle et financière après cette dernière phase.

Pays/région: Kirghizistan
Secteur: gouvernance
Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011
Budget pour la phase: 800 000 CHF (crédit initial)
Début du projet: janvier 2000
Dépenses antérieures: 6 900 000 CHF
Partenaires: *Legal Assistance to Rural Citizens* (LARC) ; ministère de la Justice, registre foncier (*Gosregister*)
Numéro de projet: 7F-00677.06

Réforme du système de santé au Kirghizistan, phase 6

Situation initiale: Au Kirghizistan, ce sont les régions décentralisées qui souffrent le plus de la propagation de maladies contagieuses, souvent due à un manque d'hygiène et à une méconnaissance des méthodes de prévention. La Suisse participe depuis 1999 au programme de réforme du système de santé, un processus auquel prennent part de nombreux donateurs internationaux. La contribution suisse a permis d'apporter les améliorations qui s'imposaient d'urgence aux infrastructures des cinq principaux hôpitaux de la région de Naryn. De plus, le personnel a bénéficié d'une formation dans les domaines de l'hygiène et de la gestion hospitalière, et les autorités et la population ont été sensibilisées par des campagnes d'information.

Objectifs: Le projet contribue à réformer le système de santé au Kirghizistan. La santé de la population des régions rurales doit s'améliorer.

Mise en œuvre: Les réalisations dans la région de Naryn font figure d'exemples et ont été transposées à la région de Talas. La réalisation du projet est assurée par la Croix-Rouge suisse. A cette phase, 1116 comités de santé répartis dans cinq arrondissements bénéficient d'un soutien.

Pays/région: Kirghizistan
Secteur: santé et population
Durée de la phase: avril 2011 – décembre 2011
Budget pour la phase: 1 400 000 CHF (crédit initial)
Début du projet: novembre 1999
Dépenses antérieures: 15 500 000 CHF
Partenaires: Croix-Rouge suisse (CRS), Berne ; *Republican Center for Health Promotion* (partie du ministère de la Santé)
Numéro de projet: 7F-00644.06

Appui au système de vulgarisation agricole au Kirghizistan, phase 7

Situation initiale: L'agriculture demeure la principale source de revenus pour la population de la République kirghize. Nombre d'habitants venus d'autres secteurs professionnels n'ont commencé à cultiver la terre qu'après la réforme agricole et rurale de 1991, et ne possédaient donc pas le savoir-faire nécessaire. La vulgarisation agricole joue donc un rôle crucial au Kirghizistan. La DDC soutient le développement de l'agriculture kirghize depuis 1995. Depuis 1998, elle le fait par le biais du projet mené sous le nom de *Rural Advisory Development Service* (RAS ; service de vulgarisation agricole), qui est pour l'heure le seul à couvrir l'ensemble du pays.

Objectifs: Le projet améliore les conditions de vie de la population rurale du Kirghizistan et atténue sa pauvreté. Plus concrètement, le RAS doit se doter d'une structure décentralisée et durable, tout en répondant aux besoins locaux.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par Helvetas sur mandat de la DDC. L'œuvre d'entraide doit surtout fournir des conseils et un appui dans le cadre du *Rural Advisory Development Service*. Les conseillers et les collaborateurs des centres régionaux du RAS transmettent leurs connaissances à des familles qui vivent uniquement ou en majeure partie de l'agriculture.

Pays/région: Kirghizistan
Secteur: agriculture et sylviculture
Durée de la phase: juillet 2007 – décembre 2011
Budget pour la phase: 3 000 000 CHF
Début du projet: 1995
Dépenses antérieures: 20 984 000 CHF
Partenaires: Helvetas; Banque mondiale; Ministère kirghiz de l'agriculture
Numéro de projet: 7F-00356.07

Crédit global pour les petites actions, bureau de coopération de Bichkek, phase 6

Situation initiale: Outre les projets de coopération, conçus en principe pour le long terme, menés avec le Kirghizistan, nous recevons depuis quelque temps nombre de demandes de crédit pour de petites actions. Ces actions sont lancées par divers groupements et organisations de la société civile qui souhaitent contribuer au développement de leur région.

Objectifs: Grâce au crédit pour les petites actions, le bureau de coopération de Bichkek peut réagir rapidement et sans excès bureaucratiques aux initiatives locales.

Mise en œuvre: Les sommes en jeu sont minimes, mais il importe de les mettre à disposition rapidement. Le bureau de coopération choisit les actions qu'il soutient ainsi sur la base de critères clairs: le coût total de l'action ne doit pas dépasser 20 000 francs suisses et celle-ci doit avoir un ancrage local, favoriser la réforme politique et promouvoir les droits de l'homme. Le bureau de coopération fournit ensuite un appui efficace aux projets retenus. Les phases précédentes ont montré que les crédits pour les petites actions sont un instrument fort utile.

Actions et projets réalisés, phase 5:

- 01 Publicité pour le programme Fun fitness destiné aux enfants souffrant d'un handicap mental
- 02 Programme de préparation à la scolarisation pour les enfants malentendants en âge préscolaire
- 03 Projet Vivre à l'école sans conflits destiné aux élèves
- 04 Prise en charge psychologique d'enfants atteints d'un cancer
- 05 Toilettés pour l'orphelinat de Sokuluk
- 06 Rénovation de places de sport de trente-six établissements scolaires

- 07 Théâtre de marionnettes dans une école villageoise
- 08 Projet d'intégration pour enfants sourds
- 09 Cours de musique pour enfants handicapés
- 10 Equipement et rénovation d'un centre pour la langue anglaise
- 11 Camp pour jeunes «difficiles» de trois villages
- 12 Conception du scénario d'un dessin animé
- 13 Organisation de divers concours dans dix centres pour enfants handicapés
- 14 Représentations de théâtre de marionnettes dans des orphelinats pour enfants défavorisés
- 15 Résumé de la stratégie nationale de développement 2009-2011
- 16 Participation à deux conférences internationales consacrées à l'environnement
- 17 Représentation du Kirghizistan à l'exposition viennoise « Mois de la photographie »
- 18 Projets environnementaux de l'Alliance verte: recyclage du papier et ampoules économiques dans les entreprises, postes de collecte de bouteilles en plastique dans les commerces, plantation d'arbres
- 19 Exposition de photos sur le thème Réinsertion sociale d'ex-détenus atteints de tuberculose
- 20 Nouvel An dans les orphelinats du district de Chui
- 21 Spectacle d'opéra et de ballet gratuit pour les enfants à l'Opéra national

Pays/région: Kirghizistan

Secteurs: divers; cadre général

Durée de la phase: mars 2010 – mai 2012

Budget pour la phase: 200 000 CHF

Début du projet: juillet 2001

Dépenses antérieures: 750 000 CHF

Partenaires: divers

Numéro de projet: 7F-01721.06

Moldavie

*** Amélioration de la santé sexuelle des jeunes, phase 1**

Situation initiale: En raison de la pauvreté généralisée, les jeunes Moldaves de 10 à 24 ans sont exposés à des risques sanitaires comme une grossesse précoce, des rapports sexuels non protégés, des maladies vénériennes ou le sida. Les grossesses précoces signifient souvent le début de la déchéance sociale des jeunes concernés.

Objectifs: Faciliter l'accès des jeunes sans argent à des services médicaux adaptés à leurs besoins et améliorer ainsi l'état de santé de la nouvelle génération.

Mise en œuvre: En plus de l'élaboration de plans d'éducation pour les écoles et de la mise en place de services de santé pour les jeunes dans seize districts, les jeunes couples reçoivent des conseils de prévention des grossesses et de préparation à la naissance dans quatre communes pilotes. Parents et autorités locales soutiennent ces services médicaux spécifiques.

Pays/région: Moldavie

Secteurs: santé et population

Durée de la phase: juin 2011 – mai 2012

Budget pour la phase: 850 000 CHF (crédit initial)

Début du projet: juin 2011

Dépenses antérieures: 200 000 CHF (phase pilote)

Partenaires: ONG « Santé pour la jeunesse », Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ; ministère de la Santé

Numéro de projet: 7F-07563.01

*** Assainissement des réseaux d'eau à Nisporeni, phase 1**

Situation initiale: Nisporeni est un district rural et urbain à l'ouest du pays, à la frontière avec la Roumanie. Le réseau d'eau est délabré, la qualité de l'eau potable insuffisante, d'où des maladies dans la population.

Objectifs: Doter les localités de Nisporeni, Varzaresti et Grozești d'un réseau d'eau qui permette d'approvisionner 23 000 personnes en eau potable sûre pour réduire le nombre de maladies dues à la consommation d'eau souillée.

Mise en œuvre: L'Agence autrichienne du développement (ADA) met le projet en œuvre, mais c'est la commune de Nisporeni qui le réalise, avec le soutien d'un partenaire international à désigner. La DDC y participe financièrement et partage sa longue expérience de la gestion décentralisée de l'eau. Les communes assureront l'entretien du réseau d'eau réhabilité.

Pays/région: Moldavie

Secteur: eau

Durée de la phase: novembre 2010 – septembre 2012

Budget pour la phase: 215 000 CHF (crédit initial)

Début du projet: octobre 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaire: Austrian Development Agency (ADA)

Numéro de projet: 7F-07143.01

Construction de réseaux décentralisés d'adduction d'eau et d'assainissement (ApaSan), phase 2

Situation initiale: En Moldavie, l'approvisionnement en eau potable suscite des inquiétudes, surtout à la campagne. Dans la plupart des villages, les habitants tirent leur eau de puits peu profonds, situés souvent à proximité de champs cultivés ou de latrines.

Raccorder tous les villages à un réseau national d'adduction, comme le prévoyait le gouvernement, coûte trop cher et cette solution manque de souplesse. La DDC s'est donc attelée à l'élaboration d'un modèle décentralisé, qui s'avère moins coûteux et plus respectueux de l'environnement. Depuis le début du projet, 37 000 personnes ont bénéficié d'un accès à l'eau potable.

Objectifs: La construction de réseaux décentralisés d'adduction d'eau et d'assainissement améliore la situation sanitaire dans les villages.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par le *Swiss Ressource Centre and Consultancies for Development* (Skat). Le pilotage du projet est assuré par le bureau de coopération de la DDC à Chisinau. Dans la phase en cours, le réseau national décentralisé d'eau potable et des eaux usées sera remis aux acteurs locaux. A cet effet, il faut des systèmes d'adduction et d'assainissement faciles à mettre en œuvre.

Pays/région: Moldavie

Secteur: eau

Durée de la phase: juin 2011 – mai 2015

Budget pour la phase: 8 300 000 CHF

Début du projet: 2008

Dépenses antérieures: 4 940 000 CHF (ApaSan)

Partenaires: *Swiss Ressource Centre and Consultancies for Development* (Skat) ; ministère moldave de l'Environnement, autorités locales

Numéro de projet: 7F-06540.02

Réforme des services d'urgence en pédiatrie, phase 2

Situation initiale: La DDC s'engage depuis 2005 en faveur d'une amélioration des soins prodigués aux mères et à leurs enfants dans les hôpitaux moldaves. Ses activités dans le domaine prénatal en font l'une des principales partenaires du ministère de la Santé. Celui-ci a dès lors demandé à la DDC d'étendre son action à la médecine destinée aux enfants et aux adolescents. La situation dans ces deux secteurs s'avère en effet préoccupante. De plus, l'organisation des urgences est compliquée et ces interventions ne sont guère couvertes par les caisses-maladie nationales. La réforme de la pédiatrie s'inscrit dans la réforme de l'ensemble du système national de la santé, qui est également appuyée par d'autres donateurs, comme l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale et l'UE.

Objectifs: Une réforme des services d'urgences doit réduire la mortalité parmi les enfants moldaves de moins de cinq ans.

Mise en œuvre: Le projet est élaboré sous la direction du ministère de la Santé et sa mise en œuvre est assurée par le *Centre for Health Policies and Services*. Quatre hôpitaux devraient être en mesure de couvrir 40% de tous les cas d'urgence graves en pédiatrie d'ici trois ans. Deux centres modernes destinés à accueillir les urgences pédiatriques sont entièrement opérationnels.

Pays/région: Moldavie

Secteur: santé et population

Durée de la phase: novembre 2013 – octobre 2013

Budget pour la phase: 4 470 000 CHF

Début du projet: avril 2008

Dépenses antérieures: 4 940 000 CHF

Partenaires: *Centre for Health Policies and Services*, Bucarest ; ministère de la Santé

Numéro de projet: 7F-05432.02

Centres communaux de santé pour les malades psychiques, phase 2

Situation initiale: En Moldavie, les personnes souffrant de troubles psychiques n'ont pas d'autre choix que de se faire traiter en clinique spécialisée; c'est là un vestige du régime soviétique. Les malades sont donc éloignés de leur cadre de vie habituel, ce qui pose ensuite problème lors de leur réinsertion dans la société et tend à les stigmatiser. De plus, les établissements nationaux ne disposent pas des capacités requises pour accueillir toutes les personnes atteintes de troubles psychiques.

Objectifs: Les malades psychiques vont consulter dans des centres psychosociaux communaux. Ils sont ainsi pris en charge dans leur cadre habituel et bénéficient d'une meilleure qualité de vie.

Mise en œuvre: Un centre modèle a ouvert ses portes à Chisinau. La population a été sensibilisée à ce problème et les médecins de famille connaissent les modes de fonctionnement des centres psychosociaux communaux. Au cours de la deuxième phase du

projet, une ONG locale doit aider le Ministère de la santé à appliquer ce nouveau système dans tout le pays.

Pays/région: Moldavie
Secteur: santé et population
Durée de la phase: mars 2009 – mai 2012
Budget pour la phase: 730 000 CHF
Début du projet: novembre 2005
Dépenses antérieures: 275 000 CHF
Partenaire: ONG, Somato
Numéro de projet: 7F-04474.02

Développement du système de crédit dans les zones rurales, phase 3

Situation initiale: En Moldavie, le chômage se manifeste surtout à la campagne, où vit près de la moitié de la population. En 1997, le gouvernement a mis en place, en collaboration avec la Banque mondiale, un système de crédit pour les agriculteurs et les petits entrepreneurs. Ce système a donné naissance à la *Savings and Credit Association* (SCA). Par le passé, celle-ci a compté jusqu'à 500 filiales, qui n'octroyaient des crédits qu'aux habitants du village où elles avaient leur siège. Pour assurer la survie à long terme du secteur financier rural, la SCA doit cependant concentrer ses efforts sur ses filiales les plus prospères et les professionnaliser.

Objectifs: La population rurale à bas revenu doit bénéficier d'un meilleur accès à des crédits d'investissement.

Mise en œuvre: Le projet se concentre sur 25 filiales de l'association de crédit, qui bénéficient d'une bonne situation initiale. Des spécialistes assureront la formation continue du personnel de ces filiales lors d'ateliers et de séminaires. A la fin de cette dernière phase, le projet sera remis à la Banque mondiale.

Pays/région: Moldavie
Secteur: secteur financier
Durée de la phase: octobre 2009 – octobre 2011
Budget pour la phase: 800 000 CHF
Début du projet: juillet 2005
Dépenses antérieures: 1 880 000 CHF
Partenaires: *Frankfurt School of Finance and Management (FS) ; Rural Development Centre (RDC)*
Numéro de projet: 7F-04315.03

Modernisation des prestations médicales pour la mère et l'enfant, phase 3

Situation initiale: Depuis 1997, la Moldavie réorganise son système de santé périnatale pour le faire correspondre aux standards de l'OMS. Jusqu'ici, 6000 personnes ont suivi une formation en soins obstétricaux et en néonatalogie. Des maternités spécialisées dans les naissances prématurées et à risque ont été équipées d'appareils modernes. Si la mortalité néonatale a considérablement reculé, la mortalité maternelle connaît de fortes fluctuations.

Objectifs: La mortalité infantile et maternelle continue de diminuer en Moldavie.

Mise en œuvre: La qualité de l'équipement médical et des soins périnataux s'est améliorée. Passent désormais au premier plan la communication avec les familles, le rôle des sages-femmes et l'analyse des données statistiques, ce pour aider la direction à prendre ses décisions. La réalisation du projet est assurée conjointement par une organisation locale, *Association for Perinatal Medicine*, et par le Centre suisse pour la santé internationale (SCIH) de l'Institut tropical et de santé publique suisse.

Pays/région: Moldavie
Secteur: santé et population
Durée de la phase: juin 2011 – mai 2011
Budget pour la phase: 3 240 000 CHF
Début du projet: juin 2006
Dépenses antérieures: 6 285 000 CHF
Partenaires: Institut tropical et de santé publique suisse ; *Association for Perinatal Medicine* (APM), Moldavie, ministère de la Santé, UNICEF
Numéro de projet: 7F-02498.03

Crédit global pour les petites actions, bureau de coopération de Chisinau, phase 3

Situation initiale: Outre les projets, conçus en principe sur le long terme, menés dans le cadre de la coopération avec la République de Moldavie, ce crédit global permet de soutenir des petites actions, qui contribuent au développement du pays. Lancées le plus souvent par de petites organisations ou initiatives locales, ces actions n'exigent que des sommes minimales, mais il importe de les mettre à disposition rapidement.

Objectifs: Grâce au crédit pour les petites actions, le bureau de coopération peut réagir rapidement et sans excès bureaucratiques aux initiatives locales.

Mise en œuvre: Le bureau de coopération choisit les actions qu'il soutient sur la base de critères clairement établis: le coût total de l'action ne doit pas dépasser 30 000 francs suisses et celle-ci doit avoir un ancrage local, favoriser la réforme politique et promouvoir les droits de l'homme. Le bureau de coopération de Chisinau sélectionne les demandes et fournit ensuite un appui efficace aux projets retenus. La phase précédente a montré que ce crédit global pour les petites actions est un instrument fort utile.

Actions et projets réalisés, phase 2:

- 01 Secrétaire auxiliaire pour la coordination du comité de la santé
- 02 Version anglaise du rapport sur la situation dans le pays
- 03 Festival ethno-jazz 2008
- 04 Appui au centre national de réhabilitation pour enfants souffrant d'un handicap neuromoteur
- 05 Contribution au congrès du réseau pour la santé en Europe du Sud-Est
- 06 Etude politique sur la décentralisation administrative dans le secteur de la santé publique
- 07 Nouveau toit pour l'internat de Carpineni
- 08 Evaluation de la DDC concernant la stratégie de coopération 2007-2009
- 09 Festival ethno-jazz 2009
- 10 Atelier Media21 consacré à l'eau
- 11 Equipement médical pour l'internat de Ialoveni
- 12 Délégation moldave à la session du Parlement européen des jeunes (PEJ) consacrée à l'eau et organisée en Russie
- 13 Contribution à l'institut psychoneurologique de Bender
- 14 Soutien au Comité moldave des Nations Unies contre la torture (CAT-UN)
- 15 Aide d'hiver destinée à des personnes âgées

Pays/région: Moldavie
Secteurs: divers; cadre général
Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011
Budget pour la phase: 200 000 CHF
Début du projet: septembre 2005
Dépenses antérieures: 400 000 CHF
Partenaires: divers
Numéro de projet: 7F-04447.03

Tadjikistan

*** Contribution à l'équipement médical de base, phase 1**

Situation initiale: Le Tadjikistan ne consacre pratiquement pas d'argent au secteur de la santé. Dans le domaine médical, trois quarts des dépenses sont couvertes par les ménages, ce qui complique l'accès aux soins, notamment pour les couches pauvres de la population. C'est pour mieux soigner ces personnes défavorisées qu'a été créée la médecine de famille. A cet effet, des spécialistes reçoivent une formation complémentaire de médecin de famille. En outre, les centres de formation ont besoin de bon matériel médical de base, qui est financé par le projet. Les nouveaux médecins de famille peuvent ainsi mettre en pratique leurs nouvelles connaissances théoriques.

Objectifs: Améliorer la santé de toutes les couches de la population, notamment des moins favorisées, développer les services médicaux et mettre à disposition le matériel médical nécessaire.

Mise en œuvre: Trois centres de formation recevront des livres de médecine et trois poupées d'exercice pour la réanimation, l'examen des bébés et l'accouchement. Trois ordinateurs seront remis aux étudiants d'un des centres.

Pays/région: Tadjikistan

Secteurs: santé et population

Durée de la phase: décembre 2010 – juillet 2011

Budget pour la phase: 191 000 CHF

Début du projet: décembre 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: bureau de projets Sino

Numéro de projet: 7F-07854.01

Améliorer la coordination de l'aide, phase 1

Situation initiale: Le Tadjikistan compte parmi les pays les plus pauvres du monde: plus de 17 % de ses habitants vivent dans une pauvreté extrême. Les moyens dont dispose l'Etat ne lui permettent pas de suivre un développement socio-économique suffisant, de sorte qu'il est tributaire de l'aide internationale. En 2007, il a reçu à ce titre 400 millions de dollars américains de 80 organisations. L'aide est donc très fragmentée et il est d'autant plus difficile d'assurer sa bonne gestion financière en termes d'efficacité et de transparence.

Objectifs: Le projet vise à accroître l'efficacité de l'aide internationale destinée au Tadjikistan et à améliorer la transparence dans la répartition des ressources. De plus, il doit harmoniser davantage les activités de l'aide.

Mise en œuvre: La Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont aidé le Tadjikistan à améliorer la coordination de l'aide. C'est à cet effet qu'a été créé en 2006 le *State Comitee on Investment and State Property Management* (SCISPM). Quant aux organisations donatrices, elles se sont regroupées au sein d'un conseil de coordination (DCC).

Pays/région: Tadjikistan

Secteur: coordination de l'aide

Durée de la phase: juillet 2010 – juillet 2011

Budget pour la phase: 117 000 CHF

Début du projet: juillet 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; *State Comitee on Investment and State Property Management* (SCISPM); autres services gouvernementaux

Numéro de projet: 7F-07686.01

Réforme des études en médecine humaine, phase 1

Situation initiale: Au Tadjikistan, 60 % des habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Ils n'ont guère accès au système de soins, car l'Etat ne consacre que 1,6 % du produit intérieur brut au secteur de la santé. La majorité des soins sont donc assurés par le secteur privé, trop onéreux pour la population pauvre. Les autorités prévoient de réformer la formation en médecine humaine, afin de former davantage de médecins de famille et d'assurer ainsi des soins de santé primaires à un prix abordable pour tous.

Objectifs: Le projet doit moderniser les études en médecine et rendre les soins de santé primaires plus accessibles à la population pauvre du pays.

Mise en œuvre: La réalisation du projet est assurée par le Centre suisse pour la santé internationale (SCIH). Le centre collabore avec l'Université nationale de médecine (TSMU) et apporte un appui aux acteurs de la santé dans l'application de la réforme. Pour commencer, il s'agit de créer un cadre légal en vue de moderniser les études de médecine. Une nouvelle filière de formation sera mise en place à l'Université de Douchanbe.

Pays/région: Tadjikistan

Secteurs: santé et population; éducation

Durée de la phase: juillet 2010 – avril 2012

Budget pour la phase: 1 032 000 CHF

Début du projet: décembre 2009

Dépenses antérieures: 686 000 CHF

Partenaires: Centre suisse pour la santé internationale (SCIH), Bâle; Ministère de la santé; Ministère de l'éducation; Université nationale de médecine (TSMU), Douchanbe

Numéro de projet: 7F-07030.01

Construction d'un réseau d'eau, phase 1

Situation initiale: De tous les Etats de l'ex-Union soviétique, le Tadjikistan est celui où le taux d'accès à l'eau potable est le plus faible. A la campagne, plus de la moitié des habitants tirent leur eau d'eaux stagnantes et des rivières. De plus, dans le sud du pays en particulier, la plupart des ménages ne possèdent que des latrines à fosse, de sorte que les risques de transmission du typhus ou du choléra sont élevés au sein de la population. Le Gouvernement tadjik s'efforce de construire un réseau d'eau opérationnel. Il bénéficie en cela également de l'appui de la Suisse, qui œuvre depuis des années dans les domaines de l'irrigation et de l'adduction d'eau potable au sein des trois pays d'Asie centrale que sont l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

Objectifs: Il s'agit de créer les conditions nécessaires pour installer des réseaux fiables et durables de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les communes rurales du pays.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par Oxfam Angleterre et supervisé par le bureau de coopération de Douchanbe. Des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement seront installés dans douze villages regroupant 23 000 personnes. La responsabilité du dialogue politique à l'échelon national incombe au PNUD. Le gouvernement national et les autorités locales participeront à la réalisation du projet et devront assumer une part des responsabilités.

Pays/région: Tadjikistan

Secteur: eau

Durée de la phase: juillet 2009 – décembre 2012

Budget pour la phase: 4 100 000 CHF

Début du projet: juillet 2009

Dépenses antérieures: 145 000 CHF

Partenaires: Oxfam, Angleterre; Ministère des ressources en eau; Ministère de la santé; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); diverses ONG internationales et locales

Numéro de projet: 7F-06431.01

Peines adaptées aux mineurs et réinsertion de jeunes et d'enfants délinquants, phase 1

Situation initiale: Ces dernières années, la délinquance a augmenté chez les mineurs, une augmentation due en partie à la pauvreté et à la forte proportion de familles monoparentales. Or, même en cas d'infractions mineures commises par des enfants ou des jeunes, le système judiciaire prononce souvent des peines de privation de liberté, à purger en prison ou en institution fermée. Les récidives sont par ailleurs très fréquentes chez les délinquants relâchés. Il convient dès lors de punir les jeunes délinquants par des peines adaptées à leur âge. Un projet mené avec succès dans deux districts sera étendu à l'ensemble du pays.

Objectifs: Des mesures de prévention seront appliquées afin de faire reculer la criminalité juvénile, les jeunes délinquants se verront infliger des peines appropriées et des dispositions seront prises pour assurer leur réinsertion sociale.

Mise en œuvre: L'UNICEF assure la réalisation du projet en collaboration avec les autorités nationales et locales. Policiers, procureurs, juges et fonctionnaires suivront une formation assurée par des ONG spécialisées.

Pays/région: Tadjikistan

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 1 230 000 CHF

Début du projet: janvier 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: UNICEF; autorités nationales et locales; ONG

Numéro de projet: 7F-05906.01

Service de consultation juridique pour la population rurale, phase 1

Situation initiale: Le territoire du Tadjikistan se compose essentiellement de montagnes et de collines, de sorte que les terres arables sont rares. Il n'en demeure pas moins que 64 % des habitants vivent de l'agriculture. Cependant, monoculture de coton, mauvaise qualité des graines et erreurs de gestion détériorent encore des conditions de vie déjà difficiles. Le pays possède certes des lois destinées à promouvoir le secteur privé, mais les agriculteurs ne connaissent pas leurs droits ou ne parviennent guère à les faire valoir auprès des autorités locales.

Objectifs: Le projet sert à aider les paysans à faire respecter leurs droits, afin qu'ils puissent travailler de manière plus productive et améliorer ainsi leur situation.

Mise en œuvre: Des centres de consultation juridique voient le jour grâce à l'aide d'un réseau, l'ONG *Rural Development Network* (RDN). Ces centres conseillent les paysans, mais aussi les autorités locales et les juges sur les bases légales, par exemple dans le domaine de l'acquisition de terrains, de l'enregistrement de la propriété et du choix des cultures. La réalisation du projet est assurée par Helvetas, qui apporte un appui au réseau en organisant des cours de formation et en lui prodiguant des conseils.

Pays/région: Tadjikistan

Secteurs: développement du système judiciaire; développement rural

Durée de la phase: octobre 2009 – mars 2012

Budget pour la phase: 2 500 000 CHF

Début du projet: octobre 2009

Dépenses antérieures: 410 000 CHF

Partenaires: Helvetas ; *Rural Development Network* (RDN); centres de consultation juridique; gouvernement tadjik; autorités locales

Numéro de projet: 7F-05904.01

Promotion de la santé dans le Haut-Badakchan, phase 2

Situation initiale: Au Tadjikistan, plus de la moitié de la population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté. Pour ces personnes, l'accès limité aux soins de santé et les mauvaises conditions d'hygiène constituent des dangers permanents. La Suisse soutient depuis 1994 le secteur de la santé publique du Tadjikistan, notamment dans la région très pauvre du Haut-Badakchan.

Objectifs: Améliorer l'état de santé des enfants de moins de cinq ans et des femmes en âge de procréer dans la région du Haut-Badakchan. Garantir un approvisionnement durable en médicaments.

Mise en œuvre: Le projet comprend des cours de formation continue pour le personnel de la santé et des *agents de santé bénévoles*, tout en favorisant leur intégration dans les communautés villageoises. Les habitants des villages seront pour leur part encouragés à participer à l'amélioration de leur santé. Le projet favorisera également les échanges d'expériences entre les communes et avec le département régional de la santé. Au cours de cette deuxième phase, on prévoit d'étendre à toute la région le modèle du médecin de famille mis au point dans le district de Ruchan.

Pays/région: Tadjikistan

Secteur: santé et population

Durée de la phase: février 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 1 000 000 CHF (crédit initial)

Début du projet: janvier 1999

Dépenses antérieures: 1 639 000 CHF

Partenaires: Services de santé Aga Khan (*Aga Khan Health Services*) ; Fondation Aga Khan, Douchanbe; Ministère tadjik de la santé (GBAO)

Numéro de projet: 7F-04667.02

Réforme du secteur de la santé publique au Tadjikistan, phase 3

Situation initiale: Le Tadjikistan a besoin de moderniser les fondements de son système de santé. En effet, les soins de base sont inefficaces; le personnel soignant et les médecins sont mal rémunérés et dès lors peu motivés; leur formation est obsolète et disparate. Par ailleurs, les médicaments indispensables et les vaccins font défaut alors qu'une grande partie de la population est menacée par la tuberculose, la malaria et le sida. En collaboration avec le Ministère tadjik de la santé, la Banque mondiale appuie depuis août 2000 un projet de réforme de la santé publique dans deux régions du pays. La DDC apporte depuis 2002 son appui financier à ces activités et a par ailleurs accru son engagement au sein du projet.

Objectifs: Le projet poursuit deux objectifs prioritaires: d'une part, améliorer l'état de santé général des habitants de deux régions pilotes du Tadjikistan; d'autre part, garantir l'accès aux soins pour les groupes de population les plus pauvres.

Mise en œuvre: A long terme, le projet prévoit une réforme en profondeur de la médecine générale et des soins de base. Des activités seront menées au niveau de la fourniture des prestations (réorganisation des hôpitaux, collaboration avec les autorités et diverses organisations) et de la formation (formation du personnel soignant, des médecins, de formateurs, etc.).

Pays/région: Tadjikistan

Secteur: santé et population

Durée de la phase: avril 2009 – juin 2012

Budget pour la phase: 3 955 000 CHF

Début du projet: juillet 2002

Dépenses antérieures: 8 522 000 CHF

Partenaires: Institut tropical et de santé publique suisse, Bâle ; Banque mondiale ; ministère tadjik de la Santé ; autorités locales en charge de la santé

Numéro de projet: 7F-01270.03

Optimisation du système judiciaire, phase 6

Situation initiale: Le système judiciaire tadjik est bien développé, mais le code de procédure souffre de lacunes et ne concorde pas avec la constitution, de sorte que la population, en particulier les personnes pauvres et défavorisées, n'ont guère accès à la justice. De plus, les juges manquent de professionnalisme et la corruption est très répandue au sein de leur corporation.

Objectifs: Le projet a pour but de renforcer l'Etat de droit, de faciliter l'accès à la justice et d'améliorer l'administration de la justice, afin de promouvoir la sécurité du droit pour les groupes défavorisés de la population.

Mise en œuvre: Le projet propose gratuitement divers services (assistance juridique, médiation et aide) à la population défavorisée devant engager une action en justice. Par ailleurs, il développe un réseau pour les droits de l'homme, auquel il apporte un appui, et agrandit et soutient une plateforme nationale consacrée à la réforme de la justice et à l'accès à la justice.

Pays/région: Tadjikistan

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: mars 2011 – mars 2012

Budget pour la phase: 1 505 000 CHF

Début du projet: 1999

Dépenses antérieures: 5 400 000 CHF

Partenaires: Helvetas; divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-01265.06

Lutte contre la violence envers les femmes au Tadjikistan, phase 7

Situation initiale: Après l'effondrement de l'Union soviétique, la violence envers les femmes s'est accrue au Tadjikistan. Une étude de l'OMS indique ainsi qu'une femme tadjik adulte sur trois a été victime de mauvais traitements au moins une fois dans sa vie.

Objectifs: Le projet vise à endiguer la violence envers les femmes dans la société tadjik. Diverses campagnes d'information devraient inciter les auteurs d'actes de violence à changer d'attitude et les femmes à prendre conscience de leurs droits. Les victimes doivent pouvoir accéder plus facilement à une aide médicale et juridique. Le projet soutient les ONG locales et les institutions publiques dans les efforts qu'elles mènent à différents niveaux afin d'endiguer la violence envers les femmes.

Mise en œuvre: Jusqu'à fin 2008, la DDC a assuré elle-même la mise en œuvre du projet. Le bureau de coopération de Douchanbe le soutient dans les domaines de la gestion de projet et du développement institutionnel. En mars 2009, c'est la société allemande AVEDIS qui a pris en charge la réalisation des activités.

Pays/région: Tadjikistan

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: décembre 2008 – novembre 2011

Budget pour la phase: 2 430 000 CHF

Début du projet: juin 1999

Dépenses antérieures: 3 704 000 CHF

Partenaires: AVEDIS; institutions étatiques et organismes de sécurité; divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-00398.07

Crédit global pour les petites actions, bureau de coopération de Douchanbe, phase 6

Situation initiale: Outre les projets de coopération, conçus en principe pour le long terme, menés avec le Tadjikistan, nous recevons régulièrement des demandes de crédit pour de petites actions. Les sommes en jeu sont minimes, mais il importe de les mettre à disposition rapidement.

Objectifs: Grâce au crédit pour les petites actions, le bureau de coopération peut réagir rapidement et sans excès bureaucratiques à des initiatives locales.

Mise en œuvre: Le bureau de coopération de Douchanbe sélectionne les actions qu'il soutient sur la base de critères clairement établis (le coût de l'action ne doit pas dépasser 20 000 francs suisses et celle-ci doit avoir un ancrage local, favoriser le progrès politique et économique et promouvoir les droits humains, etc.) et leur assure ensuite un appui rapide et non bureaucratique. Les phases précédentes du projet ont montré que le crédit global pour les petites actions est un instrument fort utile.

Actions et projets réalisés, phase 5

01 Production du film « True noon », Oriono Media Ltd.

02 Soutien pour la coordination des activités des donateurs, Conseil de coordination des donateurs

03 Carte géographique du Tadjikistan pour les écoles, Université pédagogique

- 04 Cours d'arbitrage des différends dans le secteur de l'énergie, Association tadjik des consommateurs
- 05 Prévention de la violence domestique, association «Hamdilon», province de Khatlon
- 06 Impression d'un manuel sur les impôts et le fisc, Université nationale du Tadjikistan
- 07 Forum régional sur le développement durable, CAMP (*Central Asia Mountain Program*)
- 08 Mise en place d'un centre d'information pour aveugles et malvoyants, bibliothèque publique, Khodjent
- 09 Deuxième Forum national des ONG, Fédération nationale des ONG
- 10 Soutien pour des élections législatives 2010 équitables au Tadjikistan, association «Ranjbar», province de Khatlon
- 11 Conférence publique de Jesse Driscoll, spécialiste, sur « Prévention pratique des coups d'État – la politique des seigneurs de la guerre après la guerre civile au Tadjikistan », cofinancé par l'OSCE, Douchanbé
- 12 Renforcement du rôle social des femmes comme dirigeantes, association « Hukuk va Madaniyat », province autonome du Haut-Badakhchan
- 13 Semaine de la francophonie 2010, Centre culturel Bactria, Douchanbé
- 14 Prévention de la torture, association « Initiatives de développement rural »
- 15 Festival international d'art musical « Bahoriston », Conservatoire national tadjik
- 16 Activités consécutives au Deuxième Forum des ONG, fondation pour le développement du Tadjikistan
- 17 Cinquième conférence des enseignants d'allemand, Centre d'information du DAAD, Douchanbé
- 18 Production d'un documentaire sur Tolibkhon Shakhidi, compositeur tadjik, fondation Ziyodullo Shakhidi
- 19 Impression d'un catalogue des arts visuels, groupe d'artistes « Haftrang »
- 20 Production du long-métrage « Oublie-moi », Iskandar Usmonov
- 21 Semaine de la francophonie 2011, Centre culturel Bactria, Douchanbé
- 22 Campagne anti-corruption « L'art contre la corruption », association « Kuhi Nor »
- 23 Publication spéciale du programme du bureau de coopération au Tadjikistan dans deux journaux locaux

Pays/région: Tadjikistan

Secteurs: divers

Durée de la phase: juillet 2011 – juillet 2013

Budget pour la phase: 200 000 CHF

Début de la phase: août 2001

Dépenses antérieures: 1 000 000 CHF

Partenaires: divers

Numéro de projet: 7F-01791.06

Ukraine

*** Développement des prestations de services des autorités locales, phase 1**

Situation initiale: L'Ukraine est un État unitaire à trois niveaux de gouvernement: au premier, 24 régions (*oblast*), la république autonome de Crimée et deux municipalités à statut juridique particulier, Kiev et Sébastopol ; au deuxième, 488 districts ruraux et 177 villes ; au troisième, 12 000 communes rurales.

Le système administratif actuel reste centralisé, tant pour les processus de décision que pour la répartition des moyens financiers. Les autorités locales ne disposent que de ressources limitées pour développer la qualité de leurs prestations en faveur de la population. Le projet de décentralisation élargit les compétences et les capacités des autorités locales.

Objectifs: Favoriser l'accès de toutes les couches de la société à des services publics adaptés aux besoins de la population locale.

Mise en œuvre: Évaluation des prestations dans trois domaines à l'aide d'indicateurs. Publication d'un guide de la bonne gouvernance locale. Remise d'une distinction annuelle aux administrations exemplaires. Application de valeurs de référence dans la gestion des finances publiques et évaluation consécutive des autorités par des experts. Formation des cadres de l'administration à la gestion.

Pays/région: Ukraine

Secteurs: gouvernance

Durée de la phase: avril 2011 – mars 2012

Budget pour la phase: 255 000 CHF (crédit initial)

Début du projet: avril 2011

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Conseil de l'Europe ; dix communes pilotes ukrainiennes

Numéro de projet: 7F-06510.01

Promouvoir l'indépendance chez les jeunes à la sortie de l'orphelinat, phase 1

Situation initiale: En Ukraine, lorsqu'une famille est en situation de détresse, on a coutume d'éloigner les enfants et de les placer dans des homes spécialisés. Ils y séjournent en général jusqu'à l'âge de 18 ans. Le problème, c'est qu'au moment de leur sortie ces jeunes ne possèdent guère les compétences sociales et de communication requises pour s'intégrer dans la société ukrainienne.

Objectifs: Il importe de créer un service professionnel qui accompagnera les enfants et les jeunes et les aidera à devenir indépendants. Il devra notamment renforcer leur confiance en soi et améliorer leurs compétences sociales et de communication.

Mise en œuvre: Des agences spécialisées accompagnent les jeunes après leur sortie du home et les préparent à mener une vie autonome sur les plans social et professionnel. Un programme individuel sera établi pour chaque personne et les jeunes se verront proposer des logements protégés. Une nouvelle méthode de travail sera mise au point pour les agences, puis appliquée à l'échelle nationale.

Pays/région: Ukraine

Secteur: éducation

Durée de la phase: mai 2010 – avril 2013

Budget pour la phase: 350 000 CHF

Début du projet: mai 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Service social international (SSI) ; *Partnership for Every Child* ; services administratifs du district de Kiev

Numéro de projet: 7F-07311.01

Grossesses non désirées – soins aux jeunes femmes enceintes, phase 1

Situation initiale: Plus d'un tiers des femmes ukrainiennes en âge de procréer sont stériles ou présentent des problèmes de fertilité. Dans 80 % des cas, c'est la conséquence d'avortements pratiqués de manière hasardeuse. Un programme de traitement médical

des grossesses non désirées viendra donc s'ajouter aux programmes de médecine périnatale (médecine des nouveau-nés, obstétrique, etc.) et de promotion de la santé de la mère et de l'enfant (voir le projet numéro 7F-05620), déjà en place.

Objectifs: La réglementation nationale et la formation médicale dans le domaine de l'avortement seront actualisées afin de tenir compte des connaissances les plus récentes. Pour mettre en œuvre ce projet, l'ONG *Women's Health and Family Planning* (WHFP) collabore étroitement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Pays/région: Ukraine

Secteur: santé et population

Durée de la phase: août 2009 – octobre 2011

Budget pour la phase: 485 000 CHF

Début du projet: août 2009

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaire: ONG, *Women's Health and Family Planning* (WHFP)

Numéro de projet: 7F-06965.01

Travail social et mobilisation contre la traite d'êtres humains dans les communes, phase 1

Situation initiale: L'Ukraine est gravement touchée par la traite d'êtres humains. On y achète les gens pour leur imposer un travail forcé, les exploiter sexuellement ou leur prélever illégalement des organes. Depuis 1991, plus de 117 000 personnes ont ainsi été enlevées dans le pays. Ce sont les jeunes de 13 à 18 ans vivant dans des conditions difficiles qui forment le principal groupe à risque. Un programme de lutte contre la traite d'êtres humains vise à mieux les protéger, en impliquant davantage les services sociaux et les autorités dans le travail de prévention.

Objectifs: Le projet a pour objectif prioritaire de lutter contre la traite d'êtres humains en Ukraine.

Mise en œuvre: La première phase du projet servira à analyser la situation actuelle sur le front de la législation, des besoins, des solutions envisageables et des groupes cibles. Au cours d'ateliers, des pédagogues apprendront à promouvoir la prévention de la traite d'êtres humains dans leurs communes. Avec l'appui des autorités nationales, régionales et locales, il importe ensuite d'ancrer les approches élaborées au sein de la société. Quant à la réalisation du projet, elle sera confiée à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Pays/région: Ukraine

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: janvier 2009 – décembre 2011

Budget pour la phase: 1 340 000 CHF

Début du projet: janvier 2009

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Organisation internationale pour les migrations (OIM); divers ministères ukrainiens

Numéro de projet: 7F-06404.01

Promotion de la santé mère et enfant, phase 2

Situation initiale: La santé publique ukrainienne doit faire face à de grosses difficultés. A l'ère soviétique, on a en effet gravement négligé les soins de santé primaires et la prévention. La Suisse apporte depuis 1996 son aide au système ukrainien de santé dans le domaine de la santé de la mère et de l'enfant. Un des succès est par exemple que le nombre des transmissions mère-enfant du VIH a pu être réduit de 27% en 2000 à 6% en 2009.

Objectifs: Le projet vise à améliorer les services de soins pour la mère et l'enfant. Dans la pratique, il s'agit d'appliquer largement des modèles mis au point pour la médecine périnatale et la promotion de la santé, ainsi que d'assurer la formation des autorités chargées de la gestion de la santé.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre sous la responsabilité de l'Institut tropical et de santé publique suisse. Il sera étendu aux districts ruraux restants des quatre *oblasts* sélectionnés. Au niveau des districts et des départements, les diverses activités sont

menées en étroite collaboration avec les autorités chargées de la santé et des affaires sociales.

Pays/région: Ukraine

Secteurs: santé et population; éducation

Durée de la phase: mai 2011 – avril 2015

Budget pour la phase: 4 790 000 CHF

Début du projet: janvier 2008

Dépenses antérieures: 3 842 000 CHF

Partenaires: Institut tropical et de santé publique suisse; divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-05620.02

Appui à la réforme du système pénitentiaire, phase 1

Situation initiale: Le système judiciaire porte encore la marque de l'ère soviétique: le système pénal contrevient aux principes de l'Etat de droit, les prisons sont surpeuplées (car les tribunaux condamnent chaque année 20 000 personnes à des peines privatives de liberté) et elles manquent de personnel qualifié. Il importe dès lors de réformer le système d'exécution des peines. Depuis les années 1990, la Suisse mène déjà plusieurs projets dans ce domaine en Ukraine.

Objectifs: Appuyer le processus de réforme du système pénitentiaire et améliorer la protection des droits de l'homme. Ce faisant, il importe de mettre l'accent sur les mères incarcérées et leurs enfants, de même que sur les jeunes.

Mise en œuvre: Premièrement, il convient de mettre sur pied un centre de compétences, regroupant recherche, élaboration de stratégies politiques et formation. Deuxièmement, il est prévu de former le personnel pénitentiaire pour lui apprendre à gérer les détenus incarcérés à vie. Troisièmement, il importe d'améliorer le travail social auprès des jeunes et des femmes en détention préventive. Enfin, quatrièmement, il est nécessaire d'améliorer l'aide à la réinsertion des mères et de leurs enfants après leur sortie de prison.

Pays/région: Ukraine

Secteur: justice

Durée de la phase: janvier 2009 – janvier 2012

Budget pour la phase: 1 880 000 CHF

Début du projet: janvier 2009

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: *Penal Reform International*; Royaume-Uni; divers partenaires locaux,

Numéro de projet: 7F-05618.01

Décentralisation en Ukraine, phase 2

Situation initiale: Le Gouvernement ukrainien a signé la Charte européenne de l'autonomie locale en 1997. Il s'est ainsi engagé à transférer des responsabilités aux autorités locales et à intégrer dès lors davantage les citoyennes et les citoyens dans les processus décisionnels démocratiques. Dans le cadre de projets pour la mobilisation sociale, la Suisse a prouvé que la population de cet ancien Etat de l'Union soviétique est à même de s'organiser, de planifier des projets et de les mener à bien.

Objectifs: Les autorités locales sont organisées selon une structure décentralisée, fournissent des prestations de manière efficace et à des coûts attractifs.

Mise en œuvre: Au cours de la première phase du projet, un modèle décentralisé d'adduction d'eau a été introduit dans certaines zones de la région de Vinnitsa et dans la république autonome de Crimée, ainsi que dans le district de Sumy. La société suisse Skat poursuit le projet en étroite collaboration avec le gouvernement. Par ailleurs, trente communes recevront des contributions financières et un appui technique, afin de réaliser des projets dans le domaine de l'approvisionnement décentralisé en eau et dans celui de l'élimination des déchets.

Pays/région: Ukraine
Secteur: gouvernance
Durée de la phase: février 2010 – janvier 2013
Budget pour la phase: 4 997 905 CHF
Début du projet: août 2006
Dépenses antérieures: 3 010 763 CHF
Partenaires: *Swiss Resource Centre and Consultancies for Development* (Skat), Saint-Gall; divers partenaires locaux
Numéro de projet: 7F-04661.02

Partenariats intervilles en Ukraine, phase 3

Situation initiale: La constitution ukrainienne définit l'Etat comme une entité homogène délimitée par les frontières nationales. Ce texte occulte de la sorte la diversité culturelle et linguistique de l'Ukraine, ainsi que l'aspiration de nombreuses régions à plus d'autonomie. Vu la taille de l'Ukraine, il serait indiqué d'accorder une plus grande autonomie aux régions. Le gouvernement s'est engagé à respecter davantage sa diversité intérieure. Etant un Etat fédéral, la Suisse entend soutenir l'Ukraine dans son projet de décentralisation.

Objectifs: Le projet vise à instaurer une gestion des affaires publiques qui soit proche du citoyen et qui améliore la qualité de vie des habitants. Il importe par ailleurs d'améliorer les services publics dans les domaines de l'efficacité énergétique, de l'eau et de la santé.

Mise en œuvre: Au cours des deux premières phases, 26 petites villes réparties dans douze régions ont pris part à 200 initiatives. L'économie privée et des associations citoyennes ont par ailleurs participé à leur financement. Les autorités compétentes suivent une formation en gestion de projet et les villes entretiennent des contacts réguliers, afin d'échanger leurs expériences.

Pays/région: Ukraine
Secteur: gouvernance
Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011
Budget pour la phase: 702 800 CHF (crédit initial)
Début du projet: septembre 2005
Dépenses antérieures: 1 090 000 CHF
Partenaires: Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Ukraine ; ministères ukrainiens ; autorités municipales; associations de citoyennes et de citoyens
Numéro de projet: 7F-04437.03

Appui à la réforme de la justice, phase 4

Situation initiale: Pour développer l'Etat de droit en Ukraine, le système judiciaire doit être en mesure de garantir la séparation des pouvoirs. Dans le cadre de ce projet, la Suisse a fondé un centre d'études pour juges en collaboration avec le Ministère ukrainien de la justice.

Objectifs: Le projet vise à soutenir la réforme de la justice actuellement en cours, en mettant l'accent sur l'indépendance des juges.

Mise en œuvre: Le centre d'études judiciaires (*Centre for Judicial Studies*, CSJ), l'association indépendante des juges d'Ukraine et le conseil de la magistrature assurent ensemble la réalisation du projet. Cette phase finale servira à élaborer des directives pour régir la communication interne et externe des juges nationaux et régionaux, afin d'accroître la transparence de leurs activités aux yeux de la population, des médias et des politiciens.

Pays/région: Ukraine
Secteur: gouvernance
Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2012
Budget pour la phase: 800 000 CHF
Début du projet: mai 2001
Dépenses antérieures: 2 150 000 CHF
Partenaires: *Centre for Judicial Studies* (CSJ) ; conseil de la magistrature ; Association indépendante des juges d'Ukraine
Numéro de projet: 7F-01761.04

Prévention de la délinquance juvénile, phase 3

Situation initiale: La Suisse apporte depuis 1996 son appui à la réforme de la justice et du système pénitentiaire en Ukraine. La prévention de la criminalité juvénile peut contribuer à atténuer les problèmes qui existent dans les prisons préventives ainsi que dans les établissements d'exécution des peines. Le ministère public a désormais reconnu la médiation comme une procédure pouvant remplacer la justice pénale répressive.

Objectifs: Le projet vise à faire reculer la criminalité juvénile. A cet effet, il importe d'inclure d'emblée le travail de prévention dans la formation des policiers.

Mise en œuvre: Pour commencer, les activités ont consisté à mettre au point une méthode à même de prévenir la criminalité juvénile, puis des cours de formation ont été organisés pour l'enseigner. Un programme régional de prévention a été lancé dans sept districts. Il était chaque fois associé à des projets de modification de la législation, afin que le travail de prévention reçoive l'attention qu'il mérite. La phase finale doit mener le projet à son terme tout en garantissant sa durabilité.

Pays/région: Ukraine

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: mai 2010 – avril 2012

Budget pour la phase: 875 000 CHF

Début du projet: mars 2005

Dépenses antérieures: 1 109 000 CHF

Partenaires: *Ukrainian Centre for Common Ground* ; ministère ukrainien de l'Intérieur ; autorités policières ; Ministère public

Numéro de projet: 7F-01611.03

Crédit global pour les petites actions, bureau de coopération de Kiev, phase 9

Situation initiale: Outre les projets de coopération, conçus en principe pour le long terme, menés avec l'Ukraine, nous recevons régulièrement des demandes de crédit pour de petites actions. Les sommes en jeu sont minimes, mais il importe de les mettre à disposition rapidement.

Objectifs: Grâce au crédit pour les petites actions, le bureau de coopération peut réagir rapidement et sans excès bureaucratiques à des initiatives locales.

Mise en œuvre: Le bureau de coopération de Kiev sélectionne les actions qu'il soutient sur la base de critères clairement établis (le coût de l'action ne doit pas dépasser 20 000 francs suisses et celle-ci doit avoir un ancrage local, favoriser le progrès politique et économique et promouvoir les droits humains), et leur assure ensuite un appui rapide et non bureaucratique. Les phases précédentes du projet ont montré que le crédit global pour les petites actions est un instrument fort utile.

Actions et projets réalisés, phase 8

01 Recours aux énergies renouvelables dans les régions rurales, *Chernobyl Hostages Relief Fund*

02 Contribution à un projet qualité de vie pour la population de Crimée et développement de la Crimée, Centre Razumkov

03 Soutien à la stratégie de développement de petites villes, encouragement du partenariat État /petites villes, Association ukrainienne des petites villes

04 Amélioration des prestations de services administratifs en Ukraine, Centre ukrainien pour les réformes politiques et juridiques

05 Approche « Beyond the Numbers », OMS Ukraine

Pays/région: Ukraine

Secteurs: divers

Durée de la phase: mai 2011 – avril 2013

Budget pour la phase: 200 000 CHF

Début du projet: octobre 2001

Dépenses antérieures: 1 420 000 CHF

Partenaires: divers

Numéro de projet: 7F-01762.09

Ouzbékistan

Réforme au sein du système de formation professionnelle, phase 3

Situation initiale: En Ouzbékistan, le système de formation professionnelle s'est laissé dépasser par la réalité. Il ne s'est toujours pas adapté aux exigences du marché du travail, de sorte que nombre de jeunes ne trouvent pas d'emploi.

Objectifs: Ce projet vise à améliorer la qualité du système de formation ouzbek et à appuyer la réforme de la formation professionnelle lancée par les autorités. Alors que les projets réalisés jusqu'ici dans le secteur de la formation professionnelle s'attachaient à améliorer les infrastructures, celui-ci met l'accent sur les programmes des écoles professionnelles. Il s'agit par exemple de les aider à mieux répondre aux besoins de l'économie.

Mise en œuvre: Les ministères compétents et les représentants des autorités locales élaborent de nouveaux programmes d'apprentissage, d'entente avec les entreprises, et les appliquent dans les écoles professionnelles. Les étudiants peuvent faire des stages en entreprise. A cette troisième phase, il est prévu d'étendre la formation au domaine de la gestion des eaux, qui comprend entre autres l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation.

Pays/région: Ouzbékistan

Secteur: éducation ; eau

Durée de la phase: janvier 2011 – juillet 2014

Budget pour la phase: 3 860 000 CHF

Début du projet: janvier 2004

Dépenses antérieures: 7 070 000 CHF

Partenaires: *GOPA Consultants*, Allemagne ; Centre de formation spécialisée secondaire ; ministère de l'Agriculture et des ressources hydriques, divers autres partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-01289.03

Transcaucasie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie)

** Contribution au recensement 2011, phase 1*

Situation initiale: Il y a dix ans, l'Arménie réalisait son premier recensement après la déclaration d'indépendance avec une aide internationale et suisse. Entre-temps, le nombre des habitants et la répartition géographique de la population ont changé du fait des migrations. Le niveau de vie général, le taux de pauvreté et les oppositions naturelles, géographiques et économiques ont également évolué entre 2001 et 2011. C'est pour ces raisons qu'un nouveau recensement a eu lieu en octobre 2011.

Objectifs: Le recensement 2011 permettra au pays d'adapter sa politique aux changements démographiques, sociaux et économiques relevés par la statistique. Il permettra aussi à la DDC d'aménager son programme en Arménie en fonction des données obtenues quant à la population citadine et rurale ou à la répartition des sexes.

Mise en œuvre: Publication des données recensées. Les premiers résultats sont attendus fin 2011. Fin 2012, publication définitive de tous les résultats. Le recensement incombe au Service national de statistique (NSS).

Pays/région: Arménie

Secteurs: gouvernance

Durée de la phase: décembre 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 400 000 CHF

Début du projet: décembre 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Commission nationale du recensement, Service national de statistique (NSS), ministère des Finances

Numéro de projet: 7F-07852.01

** Encouragement du développement agricole dans la vallée du Pankissi (Géorgie), phase 1*

Situation initiale: En 1999, au début de la deuxième guerre de Tchétchénie, 7000 réfugiés, la plupart des femmes et des enfants, s'installent dans la vallée du Pankissi, près de la frontière avec la Fédération de Russie, où ils ont à peine la possibilité de gagner leur vie. Des bandes criminelles y vivent en outre du trafic de stupéfiants et d'enlèvements. Jusqu'ici, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est concentré sur l'encadrement humanitaire des réfugiés installés dans la vallée. Or les indigènes sont également frappés par un chômage élevé. C'est pourquoi la Suisse encourage l'agriculture indigène par ce projet, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Objectifs: Améliorer le niveau de vie de la population locale et des réfugiés installés dans la vallée du Pankissi en créant des emplois et des services sociaux, ainsi qu'en veillant à la sécurité.

Mise en œuvre: Augmentation de la production et de la commercialisation du bétail ; les petits paysans reçoivent une formation et de petits montants à investir. Améliorer la coopération entre producteurs ; les producteurs de lait livrent désormais leurs produits à des fromageries. Développement des services de vétérinaires, de conseils et de laboratoires pour les agriculteurs, avec l'aide du gouvernement local.

Pays/région: Géorgie

Secteurs: économie et emploi

Durée de la phase: décembre 2010 – novembre 2011

Budget pour la phase: 242 000 CHF (crédit initial)

Début du projet: décembre 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: PNUD Géorgie, HCR

Numéro de projet: 7F-07588.01

*** Développement rural dans les régions de Barda, Tartar, Ağdam, phase 1**

Situation initiale: L'économie azérie dépend principalement des exportations de pétrole et de gaz. Les régions rurales n'ont cependant guère profité de la croissance économique. La récente crise financière mondiale a révélé à quel point la structure de l'économie du pays était unilatérale. Le gouvernement s'efforce désormais de développer l'agriculture dans les régions.

Objectifs: Aider les petits paysans des districts ruraux pauvres du centre de l'Azerbaïdjan – Barda, Tartar et Ağdam – à tirer un revenu sûr de la culture des fruits et légumes.

Mise en œuvre: L'organisation responsable est *Oxfam Great Britain*. Le projet se concentre sur la culture des fraises et des oignons blancs et jaunes. La culture des fraises peut être profitable même dans les petits jardins. Les oignons jaunes sont une culture azérie traditionnelle ; la variété blanche sera cultivée par plus de 300 paysans et paysannes grâce à l'intérêt déclaré d'une société internationale d'alimentation.

Pays/région: Azerbaïdjan

Secteurs: agriculture et sylviculture ; développement rural

Durée de la phase: novembre 2010 – octobre 2013

Budget pour la phase: 2 075 000 CHF

Début du projet: novembre 2010

Dépenses antérieures: CHF 350 000 CHF (crédit initial)

Partenaires: *Oxfam GB* ; *Agro Information Centre (AIM)*, *Support for Economic Initiatives (SEI)*

Numéro de projet: 7F-07040.01

*** Développement rural dans la région de Kvemo Kartli (Géorgie), phase 1**

Situation initiale: Une grande partie de la population de la région de Kvemo Kartli vit de l'agriculture. Les petites exploitations familiales se contentent la plupart du temps d'assurer uniquement leur subsistance, d'où le fait que de nombreux paysans vivent au seuil de la pauvreté. Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, aucune structure de marché n'a pu être mise en place. Or l'élevage de bétail a de bonnes chances de devenir une industrie profitable dans cette région proche de la capitale, Tbilissi.

Objectif: Professionnaliser la production animale (lait, viande de bœuf et de mouton) pour garantir des revenus meilleurs et sûrs aux petits paysans.

Mise en œuvre: Informer les paysans sur la manière de mieux exploiter leur bétail. Seront prises entre autres les mesures suivantes : accès des petits paysans aux services vétérinaires ; étude sur la valeur nutritive de l'herbe et du foin ; publications journalistiques sur les prix du marché et des sujets agraires ; services bancaires mobiles ; amélioration de l'hygiène de la transformation du lait ; enregistrement du bétail ; développement des infrastructures de transport et d'exploitation ; groupes de travail pour la prévention des catastrophes ; frein au surpâturage. L'organisation *Mercy Corps* se charge de la mise en œuvre avec le concours d'ONG locales.

Pays/région: Géorgie

Secteurs: développement rural

Durée de la phase: février 2011 – février 2014

Budget pour la phase: 2 750 000 CHF

Début du projet: février 2011

Dépenses antérieures: 470 000 CHF

Partenaires: *Mercy Corps* ; Association internationale pour le développement agricole (AIDA), *International Centre for Conflict and Negotiation (ICCN)*

Numéro de projet: 7F-06626.01

*** Formation à l'égalité des sexes et à la bonne gouvernance, phase 1**

Situation initiale: Dans le Caucase du Sud, les deux points forts de la stratégie suisse de coopération 2008-2012 sont l'égalité des sexes et la bonne gouvernance. L'élaboration des concepts et leur mise en œuvre dans les programmes incombent au bureau de coopération de la DDC au Caucase du Sud.

Objectif: Tenir compte des priorités égalité des sexes et bonne gouvernance dans la stratégie, le portefeuille et les projets. Le but ultime est de sensibiliser la région à l'égalité

des sexes et aux principes de la bonne gouvernance – transparence de l'administration, efficacité, participation, responsabilité, économie de marché, primauté du droit et équité.

Mise en œuvre: Formation des collaborateurs des bureaux de coopération et des partenaires de projets aux priorités égalité des sexes et bonne gouvernance. Le portefeuille est axé sur ces deux sujets.

Pays/région: Caucase du Sud

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: novembre 2010 – novembre 2012

Budget pour la phase: 120 000 CHF

Début du projet: novembre 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaire: divers

Numéro de projet: 7F-05610.01

Aide aux agriculteurs venus d'Ossétie du Sud, phase 1

Situation initiale: Lorsque la Russie est intervenue en Ossétie du Sud, 130 000 Géorgiens ont dû fuir. A la fin de l'année, la plupart d'entre eux sont retournés chez eux. Environ 18 000 personnes ont cependant été déplacées, en majorité dans la région frontalière de Karthlie intérieure. Avant le conflit, ces réfugiés à l'intérieur de leur pays travaillaient la terre. Un programme financé par l'UE s'attache à remettre l'agriculture sur pied et à améliorer les systèmes d'irrigation dans la région proche de la frontière avec l'Ossétie du Sud.

Objectifs: Les paysans déplacés doivent assurer une production compétitive et engranger des revenus complémentaires.

Mise en œuvre: L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met en œuvre le projet dans quatre à six communes sélectionnées en collaborant avec des agriculteurs locaux. Au total, 1500 paysans locaux et déplacés reçoivent du matériel pour entreposer légumes, fruits, œufs et lait.

Pays/région: Géorgie

Secteur: agriculture et sylviculture

Durée de la phase: février 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 275 000 CHF

Début du projet: février 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Numéro de projet: 7F-07426.01

Développement rural dans les régions d'Agcabadi et de Beylagan (Azerbaïdjan), phase 1

Situation initiale: Grâce au secteur du pétrole et du gaz, l'économie azérie a connu une forte croissance, mais les zones rurales n'en ont guère profité. A l'avenir, le gouvernement entend donc y promouvoir l'agriculture.

Objectifs: En apportant une aide ciblée aux familles paysannes des régions d'Agcabadi et de Beylagan, la DDC contribue à y atténuer la pauvreté et permet aux agriculteurs d'accroître leurs revenus.

Mise en œuvre: L'œuvre d'entraide suisse EPER assure la mise en œuvre du projet en collaboration avec le partenaire local *Agro-Information Centre* (AIM). Comme 90% des paysans des deux régions vivent de l'élevage bovin, l'accent est mis sur le développement des prestations de services liées à l'élevage : professionnalisation des vétérinaires, conseils de productivité, amélioration de l'insémination artificielle, développement de la production de fourrage, accroissement de la production de fourrage et de fourrage grossier de qualité, dessalement de l'eau destinée au bétail, formation des paysans en laiterie.

Pays/région: Azerbaïdjan
Secteurs: agriculture et sylviculture ; développement rural
Durée de la phase: septembre 2010 – août 2013
Budget pour la phase: 2 145 000 CHF
Début du projet: septembre 2010
Dépenses antérieures: 425 000 CHF
Partenaires: EPER, Zurich ; *Agro-Information Centre (AIM) ; Azerbaijan Agribusiness Centre (AAC)*
Numéro de projet: 7F-06627.01

Lutte contre la traite d'êtres humains – informations destinées aux élèves des écoles secondaires, phase 2

Situation initiale: La Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan comptent parmi les pays les plus touchés par la traite d'êtres humains. Voilà pourquoi la lutte contre ce trafic figure au nombre des thèmes prioritaires de la DDC au sein de la CEI. Dans le cadre d'un programme de lutte contre la traite d'êtres humains, ce projet s'attache à diffuser des informations auprès des élèves d'écoles secondaires, car nombre des jeunes souhaitent partir travailler à l'étranger au terme de leur scolarité, dans l'espoir d'échapper à leurs difficultés économiques.

Objectifs: Le projet vise en priorité à prévenir la traite d'êtres humains et à lutter contre ce trafic en Transcaucasie. A cet effet, il entend avant tout préparer des modules d'information et de sensibilisation et les diffuser auprès des écoles secondaires.

Mise en œuvre: La traite d'êtres humains devrait figurer dans le plan d'études du degré secondaire. Trois mille enseignants y auront été formés jusqu'à la fin de la phase en cours. Des ateliers sont prévus pour les ministères de l'éducation et les décideurs politiques. Le projet est mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en collaboration avec les gouvernements des trois pays. Les activités régionales et transnationales seront développées et la coopération transfrontalière renforcée.

Pays/région: Transcaucasie
Secteurs: éducation; migration
Durée de la phase: avril 2011 – octobre 2011
Budget pour la phase: 242 500 CHF
Début du projet: novembre 2008
Dépenses antérieures: 1 140 000 CHF
Partenaires: Organisation internationale pour les migrations (OIM); divers partenaires locaux
Numéro de projet: 7F-06403.02

Modernisation de la formation continue en Géorgie, phase 2

Situation initiale: L'agriculture est à la traîne dans une économie qui a suivi une croissance constante ces dernières années. De plus, les efforts entrepris par le gouvernement géorgien pour réduire la pauvreté dans les régions rurales sont restés sans effet. L'amélioration de la situation passe par une meilleure formation professionnelle.

Objectifs: Le projet doit contribuer à mettre en place un système de formation et de perfectionnement répondant aux besoins du moment et permettant aux professionnels d'adapter leurs connaissances et compétences aux nouvelles exigences du marché.

Mise en œuvre: Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) coordonne la réalisation du projet avec le Ministère de l'éducation et des sciences, des associations professionnelles et les autorités régionales. La DDC apporte un appui financier au projet.

Pays/région: Géorgie
Secteurs: développement rural ; éducation
Durée de la phase: décembre 2009 – décembre 2011
Budget pour la phase: 374 000 CHF
Début du projet: décembre 2007
Dépenses antérieures: 375 000 CHF
Partenaires: PNUD
Numéro de projet: 7F-05667.02

Service consultatif pour le Gouvernement géorgien, phase 2

Situation initiale: Malgré les nombreux et vastes programmes menés en vue d'accroître ses connaissances et sa capacité d'action, le Gouvernement géorgien a encore besoin de nombreux conseils dans divers domaines des réformes économique et sociale. Grâce à ce projet, la DDC entend appuyer le Ministère de l'agriculture et d'autres services gouvernementaux dans l'application des réformes.

Objectifs: Des conseils ponctuels prodigués aux partenaires gouvernementaux quant aux stratégies à adopter dans l'agriculture et en matière de décentralisation devraient aider le Gouvernement géorgien à réaliser ses projets de réforme.

Mise en œuvre: Le PNUD coordonne les questions du gouvernement et recherche, en accord avec le bureau de coopération de la DDC à Tbilissi, des conseillers compétents pour y répondre.

Pays/région: Géorgie

Secteurs: agriculture et sylviculture ; développement rural

Durée de la phase: juillet 2009 – décembre 2011

Budget pour la phase: 368 000 CHF

Début du projet: octobre 2007

Dépenses antérieures: 195 000 CHF

Partenaires: PNUD

Numéro de projet: 7F-05665.02

Développement rural dans la région de Samtskhe-Javakheti (Géorgie), phase 1

Situation initiale: Dans la région de Samtskhe-Javakheti, la majeure partie de la population vit de l'agriculture. La plupart des exploitations familiales se contentent de s'auto-provisionner, de sorte que nombre de paysans vivent à la limite de la pauvreté. Si l'on n'a pas vu, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, se développer des structures adaptées à l'économie de marché, c'est en partie parce que cette région de montagne isolée est souvent sujette aux inondations et aux glissements de terrain.

Objectifs: Il s'agit de promouvoir la production de viande, afin d'améliorer le revenu des paysans qui habitent dans les 127 communes de la région.

Mise en œuvre: La réalisation du projet est assurée par l'organisme Mercy Corps en collaboration avec des ONG locales. Cette phase initiale servira à définir les activités qui seront entreprises pour promouvoir l'économie locale du lait et de la viande. Les paysans auront ensuite moins à craindre les conséquences des catastrophes naturelles et les contacts entre les habitants et les autorités locales devraient s'améliorer.

Pays/région: Géorgie

Secteurs: agriculture et sylviculture ; développement rural

Durée de la phase: octobre 2008 – novembre 2011

Budget pour la phase: 2 730 000 CHF

Début du projet: octobre 2008

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Mercy Corps; divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-05555.01

Développement rural dans la région de Racha-Lechkhumi (Géorgie), phase 1

Situation initiale: La plupart des habitants de la région montagneuse de Racha-Lechkhumi vivent de la viticulture et de la culture fruitière, ainsi que de l'élevage de bétail. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, ils n'ont pas été en mesure de se doter de structures adaptées à l'économie de marché, en partie parce que leur région est souvent sujette aux inondations et aux glissements de terrain.

Objectifs: Le projet vise à promouvoir les deux structures marchandes dans les districts d'Oni et d'Ambrolauri (région de Racha-Lechkhumi), afin d'améliorer ainsi les possibilités de revenus des paysans de la région.

Mise en œuvre: La réalisation du projet est assurée par *Care International* en collaboration avec des partenaires locaux. Les paysans recevront des conseils sur l'élevage, la culture fruitière et maraîchère, ainsi que la production de miel. Les autorités locales bénéficieront d'un appui dans les domaines suivants: promotion du marché, prévention des catastrophes naturelles et planification du développement.

Pays/région: Géorgie
Secteurs: agriculture et sylviculture ; développement rural
Durée de la phase: novembre 2008 – novembre 2011
Budget pour la phase: 2 730 000 CHF
Début du projet: novembre 2008
Dépenses antérieures: 0 CHF
Partenaires: Care International; divers partenaires locaux
Numéro de projet: 7F-05549.01

Evaluation de trois régions en prévision de nouveaux projets, phase 2

Situation initiale: Dans le cadre de sa stratégie de coopération 2008-2011 en Transcaucasie (*Cooperation Strategy South Caucasus 2008-2011*), la DDC prévoit de lancer de nouveaux projets dans le domaine du développement économique et de l'emploi. Lors de l'élaboration de la stratégie, on a choisi trois régions pour mener ces projets. Il s'agit à présent d'évaluer leur bien-fondé et leur faisabilité dans ces régions.

Objectifs: Les nouveaux projets devraient poursuivre les objectifs suivants: développer les capacités des agriculteurs et des entrepreneurs des zones rurales à utiliser avec compétence et efficacité les ressources existantes et les moyens de commercialisation à disposition; promouvoir l'application des principes conduisant à la réduction des risques de catastrophes et à la diminution de la vulnérabilité au niveau local; améliorer les interactions entre les groupes cibles et les autorités locales en renforçant les institutions et la participation de la société civile.

Mise en œuvre: L'évaluation du bien-fondé et de la faisabilité des projets dans les trois régions prévues a été confiée à un groupe d'experts internationaux, qui connaissent parfaitement les domaines ci-après: développement rural et chaînes de valeur ajoutée dans l'agriculture, mobilisation communautaire et gouvernance locale, gestion des risques de catastrophe et développement du secteur privé et de l'économie de marché dans l'agriculture.

Pays/région: Transcaucasie
Secteurs: agriculture et sylviculture ; développement rural
Durée de la phase: mars 2010 – mars 2011
Budget pour la phase: 65 000 CHF
Début du projet: novembre 2007
Dépenses antérieures: 137 000 CHF
Partenaires: experts internationaux
Numéro de projet: 7F-05548.02

Développement rural dans la région de Meghri, phase 1

Situation initiale: En Arménie, l'agriculture est l'un des principaux secteurs économiques. Dans la région de Syunik et, plus particulièrement, dans le district méridional de Meghri, la population rurale vit dans la pauvreté en raison des mauvaises conditions climatiques, de l'état déplorable des routes et de l'éloignement des débouchés commerciaux potentiels. De plus, les agriculteurs manquent d'eau pour pouvoir développer leurs principales sources de revenus, à savoir l'élevage et la culture fruitière.

Objectifs: Le projet vise à améliorer les revenus des paysans dans le district de Meghri et à créer de nouvelles possibilités d'emploi.

Mise en œuvre: Intercooperation assure la réalisation du projet en collaboration avec le partenaire local SHEN, une des organisations non gouvernementales (ONG) les plus expérimentées d'Arménie. Les activités consistent à accroître l'efficacité dans la production de fruits et de légumes et d'améliorer l'accès vers les débouchés. Au cours de cette phase initiale, un expert analysera les chaînes de création de valeur dans la culture des fruits et des légumes, de même que les structures des marchés locaux.

Pays/région: Arménie
Secteur: agriculture et sylviculture; développement rural
Durée de la phase: décembre 2009 – novembre 2012
Budget pour la phase: 1 850 000 CHF
Début du projet: décembre 2009
Dépenses antérieures: 405 000 CHF
Partenaires: *Intercooperation* ; *Shen* (consortium)
Numéro de projet: 7F-05537.01

Moyens de subsistance pour les déplacés internes et les réfugiés en Azerbaïdjan, phase 3

Situation initiale: Le gouvernement a construit de nouveaux villages et de nouvelles infrastructures pour les déplacés internes et les réfugiés dans le district d'Aghdam. La majeure partie des 500 familles installées ici vivent de l'agriculture. La plupart des centres de conditionnement des produits agricoles se trouvant à proximité, les conditions sont réunies pour que l'agriculture puisse prospérer. L'intégration des familles réfugiées au sein des structures villageoises constitue néanmoins un défi de taille.

Objectifs: Le projet aide 120 familles à appliquer des méthodes de culture appropriées et à gérer leur exploitation de manière à cultiver et à pouvoir commercialiser des produits de qualité.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le bureau de coopération de la DDC de Bakou suit le projet et soutient activement sa réalisation, notamment en ce qui concerne le dialogue politique avec le gouvernement.

Pays/région: Azerbaïdjan
Secteur: agriculture et sylviculture
Durée de la phase: juin 2009 – mai 2012
Budget pour la phase: 1 600 000 CHF
Début du projet: septembre 2006
Dépenses antérieures: 695 000 CHF
Partenaires: FAO; Gouvernement azerbaïdjanais
Numéro de projet: 7F-04646.03

Appui aux victimes de la traite d'êtres humains en Géorgie, phase 3

Situation initiale: La Géorgie est à la fois pays d'origine, pays de transit et pays de destination du trafic d'êtres humains. Une loi condamnant ce trafic est cependant entrée en vigueur en 2006. La Suisse et la Géorgie ont par ailleurs conclu un accord de réadmission, dans lequel s'inscrit le présent projet.

Objectifs: Soutenir le Gouvernement géorgien dans l'application de la nouvelle loi contre le trafic d'êtres humains. Les victimes de ce trafic devraient bénéficier d'une prise en charge professionnelle.

Mise en œuvre: L'organisation partenaire *World Vision International*, qui réalise le projet sur place, met sur pied un service spécialisé chargé d'identifier les victimes du trafic d'êtres humains et d'assurer leur prise en charge sociale, médicale et juridique afin de les réintégrer dans la société. Le projet sera bouclé à la fin de la phase en cours (phase 3).

Pays/région: Géorgie
Secteur: migration
Durée de la phase: avril 2011 – décembre 2011
Budget pour la phase: 120 000 CHF
Début du projet: novembre 2006
Dépenses antérieures: 820 000 CHF
Partenaires: *World Vision International* ; *Women for Future*, Géorgie
Numéro de projet: 7F-04645.03

Développement rural et tourisme en Géorgie, phase 3

Situation initiale: Les agriculteurs géorgiens pratiquent principalement une agriculture de subsistance. Ils ne disposent ni du savoir-faire ni des possibilités de crédit ni des infrastructures nécessaires pour produire un excédent et commercialiser leurs produits. Pour échapper à la pauvreté, ils émigrent, les campagnes se dépeuplent et la Géorgie doit importer des denrées alimentaires. On assiste ainsi à la disparition de traditions culturelles, comme la production du *Marani* (ancienne sorte de vin), de fromages locaux, de certains miels ou saucissons.

Objectifs: Les nouvelles sources de revenus fournies par le tourisme doivent améliorer les conditions de la population rurale en Géorgie, tout en préservant des traditions locales.

Mise en œuvre: Au cours de la phase pilote de ce projet qui se déroule avec succès, des propriétaires d'auberges ont reçu une formation pour accueillir des touristes. Des normes de qualité ont par ailleurs été définies et diffusées en collaboration avec l'office national du tourisme. La réalisation du projet est assurée par l'ONG locale *Elkana* avec un appui suisse.

Pays/région: Géorgie

Secteurs: agriculture et sylviculture ; développement rural

Durée de la phase: juillet 2009 – juin 2012

Budget pour la phase: 750 000 CHF

Début du projet: juin 2006

Dépenses antérieures: 750 000 CHF

Partenaires: *Elkana*, Géorgie

Numéro de projet: 7F-04644.03

Renforcement de l'orientation commerciale des projets de production agricole, phase 4

Situation initiale: Le domaine Développement économique et emplois est l'un des piliers de la stratégie de coopération 2008 à 2011 de la DDC en Transcaucasie. Dans les trois pays concernés, les projets touchant à la production agricole seront davantage orientés vers le marché.

Objectifs: La majorité des projets que la DDC mène dans le domaine Développement économique et emplois en Transcaucasie seront mis en œuvre dans une optique plus commerciale. Les avantages de cette approche ont été reconnus au sein de la DDC, parmi les partenaires du projet et au sein des groupes cibles.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par l'organisme anglais *Springfield Centre for Business Development*. Si le centre fournit directement un soutien technique au projet, il offre aussi un suivi technique et théorique à la DDC. Ses tâches comprennent également l'organisation d'ateliers de formation en Transcaucasie ; en 2011, le thème en sera la gouvernance. Au cours de cette dernière phase, les connaissances accumulées par les bureaux de coopération seront transmises à un nombre croissant de partenaires de projets.

Pays/région: Transcaucasie

Secteur: agriculture et sylviculture; développement rural

Durée de la phase: novembre 2010 – novembre 2011

Budget pour la phase: 270 000 CHF (crédit initial)

Début du projet: août 2005

Dépenses antérieures: 1 115 000 CHF

Partenaire: *Springfield Centre for Business in Development*

Numéro de projet: 7F-04239.04

Élevage dans le sud-est de l'Arménie, phase 3

Situation initiale: L'agriculture constitue le plus grand secteur économique en Arménie, principalement dans la province très marginalisée de Syunik, située dans le sud-est du pays. Ce projet vise à venir en aide aux quelque 7000 paysans pauvres des deux régions de Sisian et de Goris. Il a d'ailleurs déjà engrangé des succès dans la production de lait et la production de viande qui ont respectivement augmenté de 11 pour cent et de 16 pour cent.

Objectifs: Il s'agit de renforcer l'élevage dans la région en assurant une formation appropriée aux paysans, pour leur permettre ainsi d'accroître leurs revenus.

Mise en œuvre: L'ONG *Strategic Development Agency* (SDA) prend en charge la formation continue des paysans et met sur pied des centres vétérinaires, qui proposeront des services tels que l'insémination artificielle, de la vulgarisation agricole et un appui vétérinaire.

Pays/région: Arménie

Secteur: agriculture et sylviculture ; développement rural

Durée de la phase: septembre 2011 – août 2014

Budget pour la phase: 3 995 000 CHF

Début du projet: septembre 2006

Dépenses antérieures: 2 435 000 CHF

Partenaires: *Strategic Development Agency* (SDA) ; associations paysannes ; administrations communales, ministère de l'Administration territoriale

Numéro de projet: 7F-03199.03

Promotion de l'autonomie économique de la région de Sisian, phase 4

Situation initiale: La région de Sisian compte parmi les plus pauvres de l'Arménie rurale: environ 35 % de ses habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Les ressources étant limitées et les débouchés commerciaux très éloignés, la population vit essentiellement de l'auto-provisionnement. L'économie laitière recèle pourtant un potentiel énorme pour le développement économique et social de la région. Le projet a été fusionné avec le projet 7F-03199.

Objectifs: Le projet veut contribuer à atténuer la pauvreté à Sisian. L'intégration de la région dans le système économique et la collaboration avec d'autres acteurs du marché devraient améliorer la situation économique de la population rurale, pour l'heure extrêmement pauvre.

Mise en œuvre: Dans cette quatrième et dernière phase, l'organisation espagnole *Acción Contra el Hambre* (Action contre la faim) a mis fin à ses activités.

Pays/région: Arménie

Secteur: agriculture et sylviculture

Durée de la phase: janvier 2011 – juillet 2010

Budget pour la phase: 395 000 CHF

Début du projet: novembre 2002

Dépenses antérieures: 5 400 000 CHF

Partenaires: *Acción Contra el Hambre*, Madrid ; divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-02438.04

Rénovation du réseau traditionnel d'adduction d'eau, phase 5

Situation initiale: Le Nakhitchevan est une république autonome d'Azerbaïdjan, dont elle est séparée par l'Arménie. Elle partage également des frontières avec l'Iran et la Turquie. Le conflit territorial pour le Haut-Karabagh n'ayant toujours pas été réglé, le Nakhitchevan est complètement isolé et souffre de l'absence de perspectives économiques. Il s'agit d'un territoire aride et le système d'adduction d'eau, construit à l'ère soviétique, a été mis hors service. Pour le remplacer, la population a redécouvert un réseau traditionnel de canaux appelés *chaheriz*. Souterrain et fonctionnant grâce à la force de gravité, ce système est également utilisé en Turquie, en Iran, au Pakistan, en Inde ainsi qu'en Arménie.

Objectifs: En améliorant l'accès de la population à de l'eau propre, le projet contribue à créer des emplois et des revenus dans les régions rurales du Nakhitchevan. Il prévoit en effet de rénover le réseau traditionnel d'adduction d'eau, travaux qui favoriseront la création d'entreprises et de nouveaux emplois.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en collaboration avec divers partenaires locaux. Jusqu'au terme du projet, les trente derniers *chaheriz* qu'il reste encore à rénover seront entièrement reconstruits. Des ouvrages seront par ailleurs réalisés pour les protéger contre les risques naturels, de manière à assurer leur exploitation durable.

Pays/région: Azerbaïdjan
Secteurs: eau; agriculture et sylviculture
Durée de la phase: septembre 2010 – mai 2011
Budget pour la phase: 820 000 CHF
Début du projet: mai 2002
Dépenses antérieures: 3 571 000 CHF
Partenaires: Organisation internationale pour les migrations (OIM); divers partenaires locaux
Numéro de projet: 7F-02242.05

Formation dans le domaine des relations internationales, phase 6

Situation initiale: Les trois Etats de Transcaucasie n'ont pas la possibilité de former de jeunes fonctionnaires dans les domaines du commerce international et du droit international.

Objectifs: Le projet entend contribuer à renforcer la bonne gouvernance, de même qu'à améliorer les connaissances et les compétences de l'administration publique en matière de relations internationales.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève. L'institut organise des cours de formation pour les jeunes fonctionnaires à Tbilissi, à Bakou et à Erevan. Les cours mettent l'accent sur des sujets ayant trait à la gouvernance locale. Le projet sera bouclé au terme de la phase en cours (phase 6). Le but est d'impliquer davantage les acteurs locaux, notamment les anciens étudiants et les établissements de formation. À cet effet, le GIIS leur remettra son matériel d'organisation et de théorie, mais en gardant la main pour ce qui est de l'élaboration du plan de formation

Pays/région: Transcaucasie
Secteurs: gouvernance ; éducation
Durée de la phase: mars 2011 – février 2012
Budget pour la phase: 700 000 CHF (crédit initial)
Début du projet: avril 2004
Dépenses antérieures: 3 795 000 CHF
Partenaires: Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID), Genève ; divers partenaires locaux
Numéro de projet: 7F-01531.06

Crédit global pour les petites actions, bureau de coopération de Tbilissi, phase 8

Situation initiale: La Suisse a lancé des projets en Transcaucasie dès après l'accession des pays de la région à l'indépendance. Ses activités se concentraient alors presque exclusivement sur l'aide humanitaire. Au fil des ans, elles se sont développées pour se muer en une coopération technique à long terme. Le bureau de coopération reçoit néanmoins nombre de demandes de crédit pour de petites actions utiles, qui déploient leurs effets rapidement et ne nécessitent qu'un appui financier limité.

Objectifs: Le crédit pour les petites actions est un instrument de travail qui permet au bureau de coopération de la DDC à Tbilissi de réagir rapidement et sans excès bureaucratiques à des initiatives de petite envergure, mais de grande importance. Le crédit global constitue un instrument idéal pour les soutenir.

Mise en œuvre: Pour bénéficier de cette aide, les projets doivent remplir les conditions suivantes: le coût total ne doit pas dépasser 20 000 francs suisses et les activités doivent être achevées en neuf mois au maximum. L'examen des demandes étant assuré par le bureau de coopération local, ce crédit diminue les frais administratifs de la centrale à Berne.

Actions et projets réalisés, phase 7

- 01 Ateliers de broderie et publication d'un manuel, Villages d'enfants SOS de la Fondation arménienne de bienfaisance
- 02 Restauration de 75 œuvres d'artistes géorgiens et de plus de 50 affiches de cinéma et de théâtre au Musée national géorgien de théâtre, musique, cinéma et chorégraphie
- 03 Réhabilitation du bâtiment du Centre d'art contemporain, Tbilissi, Géorgie
- 04 Journal *Abkhaz Meridian* de l'association « Centre humanitaire de l'initiative pour la paix »

- 05 Spectacle de marionnettes « Vérité et mensonge » de l'ONG « Club des marionnettistes » au Théâtre national Marjanishvili, Tbilissi, Géorgie
- 06 Projet de recyclage de PET « Information du public pour un environnement propre », Fondation municipale pour le développement durable, Arménie
- 07 Production du film « Femmes », *Motor Film Production*, Azerbaïdjan
- 08 Forum féminin, Centre du droit des médias, Azerbaïdjan
- 09 Manifestation « Ne le salis pas ! Découvre le parc Vake ! » de l'organisation de jeunesse DRONI, Géorgie
- 10 Premier festival géorgien du fromage, *LTD Capital City Group*
- 11 Mise sur pied d'une médiathèque à l'Université nationale d'Ilia, Géorgie
- 12 Colloque sur le fromage à Anaklia (Géorgie), ONG « Fondation pour les conseils aux paysans »
- 13 Œuvres d'art sur le sujet de la tolérance et mise au point de normes académiques et artistiques à l'Académie des arts, Tbilissi, Géorgie

Pays/région: Transcaucasie

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2011 – décembre 2011

Budget pour la phase: 100 000 CHF

Début du projet: octobre 2001

Dépenses antérieures: 1 333 252 CHF

Partenaires: divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-01763.08

Programme régional CEI (concerne au moins deux pays)

*** Conseiller régional en économie d'entreprise pour l'Asie centrale, phase 1**

Situation initiale: Un conseiller régional a été nommé pour deux ans afin de soutenir les directeurs nationaux des bureaux de coopération de Bichkek et Douchanbé ainsi que le bureau de programme de Tachkent et leurs partenaires en matière d'économie d'entreprise,

Objectifs: Contribuer à ce que les fonds de la DDC soient engagés de façon transparente, économique et efficace dans le cadre de ses normes de qualité.

Mise en œuvre: Le conseiller aidera par exemple les bureaux à produire des manuels et organisera des cours et des conseils en économie d'entreprise pour le personnel, notamment les administrateurs des finances. Il évaluera en outre la manière dont les mesures sont mises en œuvre. Il est enfin habilité à prendre lui-même des mesures financières et administratives à court terme. Son bureau est situé dans le bureau de coopération de Tachkent.

Pays/région: Asie centrale

Secteurs: économie et emploi, soutien administratif

Durée de la phase: mai 2011 – avril 2013

Budget pour la phase: 570 000 CHF

Début du projet: mai 2011

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: aucun

Numéro de projet: 7F-07513.01

EC-IFAS: Gestion, développement organisationnel et institutionnel, phase 1

Situation initiale: Les différences dans la manière d'utiliser l'eau engendrent régulièrement des tensions entre les Etats d'Asie centrale. Sis sur l'amont des grands cours d'eau, le Kirghizistan et le Tadjikistan exploitent l'eau principalement en hiver afin de produire de l'énergie. Ils vident dès lors les lacs de barrage, provoquant ainsi des inondations dans les pays situés en aval. L'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Turkménistan, situés sur le cours aval des fleuves, utilisent l'eau à la période de végétation pour irriguer les cultures. C'est le comité exécutif du Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral (CE-IFAS) qui est chargé de coordonner l'utilisation de l'eau en Asie centrale. Or ce comité manque de compétences et d'expérience pour assumer cette tâche.

Objectif: Le comité exécutif de l'IFAS doit devenir une institution impartiale, efficace et digne de confiance, qui élabore des scénarios judicieux pour régler l'utilisation de l'eau, afin que ceux-ci puissent servir de base de décision aux gouvernements d'Asie centrale.

Mise en œuvre: Le projet est cofinancé avec la *Gesellschaft für technische Zusammenarbeit* (GTZ), qui est également responsable d'assurer au projet le soutien prévu. Pour commencer, le projet s'attachera à analyser le fonctionnement de l'EC-IFAS lui-même et la situation régionale de l'eau, puis il définira une stratégie de travail et assurera la formation du personnel de l'EC-IFAS.

Pays/région: Asie centrale

Secteur: eau

Durée de la phase: février 2010 – janvier 2012

Budget pour la phase: 270 000 CHF

Début du projet: février 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: *Gesellschaft für technische Zusammenarbeit* (GTZ); Comité exécutif du Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral (CE-IFAS)

Numéro de projet: 7F-07380.01

Spécialistes de l'eau pour la région, phase 3

Situation initiale: L'Asie centrale est confrontée à de graves problèmes d'eau et d'énergie. Elle éprouve donc un besoin d'autant plus grand à se doter d'un spécialiste de l'eau, qui soit en mesure de jouer le rôle de conseiller dans le cadre du programme

consacré à l'eau. Ce conseiller est également membre du réseau pour l'eau. Il est entré en fonction en 2009.

Objectifs: Le conseiller en matière d'eau intervient dans la conception des mécanismes destinés à assurer une répartition équitable des ressources en eau.

Mise en œuvre: Il cherche à établir le dialogue politique avec les partenaires, conseille les équipes locales du secteur de l'eau et participe activement au réseau de la DDC dédié à l'eau. Il est rattaché au bureau de programme de Tachkent. En 2010, ses activités le mèneront principalement à Bichkek, à Almaty et à Douchanbe.

Pays/région: Asie centrale

Secteur: eau

Durée de la phase: janvier 2011 – décembre 2011

Budget pour la phase: 328 000 CHF

Début du projet: décembre 2008

Dépenses antérieures: 629 000 CHF

Partenaires: aucun

Numéro de projet: 7F-06666.03

Modernisation des réseaux d'irrigation, phase 1

Situation initiale: La DDC soutient divers projets visant à améliorer l'irrigation, l'approvisionnement en eau de la population rurale et la gestion de l'eau. Un projet pilote d'importance est par exemple en cours dans la vallée de Fergana, une région frontalière entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Dans le cadre du présent projet, on entend établir une collaboration avec la Banque asiatique de développement (BAD), afin de mener ce genre d'activités dans d'autres régions d'Ouzbékistan.

Objectifs: Dans les régions sélectionnées, l'agriculture doit atteindre la stabilité financière, devenir plus productive et mieux respecter l'environnement.

Mise en œuvre: Le centre d'information scientifique SIC (*Scientific Information Center*), partenaire de longue date de la DDC, joue également un rôle essentiel. Il est responsable de la gestion des eaux, alors que l'infrastructure est fournie par un organe du ministère ouzbek de l'Agriculture et des Eaux.

Pays/région: Asie centrale

Secteurs: eau; agriculture et sylviculture

Durée de la phase: février 2010 – juin 2015

Budget pour la phase: 3 120 000 CHF (crédit principal 1)

Début du projet: février 2010

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Banque asiatique de développement (BAD) ; *Scientific Information Centre* (SIC) de la Commission inter-Etats pour la coordination des ressources hydriques (ICWC); Gouvernement ouzbek; divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-06436.01

Programme contre la traite d'enfants, phase 1

Situation initiale: La Moldavie, la Russie et l'Ukraine ne respectent pas les normes minimales dans la lutte contre la traite d'êtres humains. Au total, 38 % des cas dénoncés concernent des enfants ou des jeunes, qui se retrouvent souvent seuls et démunis en Ukraine ou en Russie. La lutte contre la traite d'êtres humains constitue l'un des thèmes prioritaires des activités de la DDC au sein de la CEI. Le présent projet se concentre sur les normes de protection de l'enfance aux niveaux national et international.

Objectifs: Réduire le nombre des victimes de la traite d'enfants en Moldavie, en Ukraine et en Russie.

Mise en œuvre: La réalisation du projet est assurée par Terre des Hommes, en collaboration avec les gouvernements des trois pays. Des travailleurs sociaux identifient les enfants victimes de la traite et leur assurent une protection. Une réglementation sera élaborée contre l'exploitation et la traite d'êtres humains, débattue avec les autorités et intégrée dans la plateforme de coordination de la Moldavie, qui devrait donner naissance en fin de compte à un programme transnational de coordination.

Pays/région: Moldavie, Russie et Ukraine
Secteur: gouvernance; migration
Durée de la phase: novembre 2008 – décembre 2011
Budget pour la phase: 1 110 000 CHF
Début du projet: novembre 2008
Dépenses antérieures: 0 CHF
Partenaires: Terre des Hommes ; ministères des Affaires étrangères et de la Famille des trois pays ; organisations non gouvernementales (ONG) locales
Numéro de projet: 7F-06408.01

Coordination de la protection contre la traite d'êtres humains, phase 1

Situation initiale: Chômage élevé et pauvreté, violence domestique et infrastructures sociales limitées contribuent à l'essor de la traite d'êtres humains en Moldavie, dont nombre de victimes se retrouvent en Russie et en Ukraine. La DDC soutient ce projet destiné à protéger et à soutenir les personnes concernées dans le cadre du programme CAT contre la traite d'êtres humains.

Objectifs: Le projet vise à seconder le Gouvernement moldave, afin de l'aider à coordonner la protection et le soutien des personnes concernées, notamment les femmes et les enfants. Il convient d'assurer une aide directe et coordonnée aux victimes. Une coopération transfrontalière facilite les passages en transit et le retour au pays.

Mise en œuvre: L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) se charge de réaliser le projet, en collaborant avec les gouvernements nationaux. Le bureau de la coopération de Chisinau supervise le projet et le coordonne avec les bureaux de Kiev et de Moscou.

Pays/région: Moldavie, Ukraine et Russie
Secteur: gouvernance; migration
Durée de la phase: novembre 2008 – décembre 2011
Budget pour la phase: 494 000 CHF
Début du projet: novembre 2008
Dépenses antérieures: 0 CHF
Partenaires: Organisation internationale pour les migrations (OIM); Ministère des affaires étrangères; Ministère de la sécurité sociale; ONG locales
Numéro de projet: 7F-06405.01

Amélioration de la gestion de l'eau en Asie centrale, phase 1

Situation initiale: L'eau est au cœur des activités de la DDC en Asie centrale, région au climat très sec. Un projet pilote mené dans la vallée de Fergana, zone où se rejoignent le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, a amélioré la gestion de l'eau et, dès lors, l'approvisionnement en eau de la population rurale. Avec la collaboration de la Banque mondiale, le présent projet vise à étendre ce succès à d'autres régions de l'Asie centrale.

Objectifs: L'agriculture des régions concernées doit devenir plus productive, plus rentable et plus respectueuse de l'environnement.

Mise en œuvre: Au cours de cette première phase, le projet apportera un appui technique à l'entretien des réseaux d'eau actuels et optimisera les techniques d'irrigation et de drainage. Il renforcera par ailleurs les services de conseils et de vulgarisation destinés aux agriculteurs et aux petits entrepreneurs. Financé conjointement avec la Banque mondiale, le projet est mis en œuvre par des partenaires expérimentés, soit notamment par le Consortium du centre d'information scientifique SIC (*Scientific Information Center*) de la Commission inter-Etats pour la coordination des ressources hydriques (ICWC).

Pays/région: Asie centrale
Secteurs: eau; agriculture et sylviculture
Durée de la phase: mars 2009 – février 2012
Budget pour la phase: 3 265 000 CHF
Début du projet: mars 2009
Dépenses antérieures: 0 CHF
Partenaires: Banque mondiale; *Scientific Information Center* (SIC) de la Commission inter-Etats pour la coordination des ressources hydriques (ICWC)
Numéro de projet: 7F-06401.01

Lutte contre la traite d'êtres humains dans les pays de la CEI, phase 2

Situation initiale: La lutte contre la traite d'êtres humains figure parmi les priorités thématiques des activités de la DDC au sein de la CEI. Les pays de la CEI pour qui ce programme a été conçu sont à la fois des pays d'origine, mais aussi des pays de transit et de destination de la traite d'êtres humains. On estime à 175 000 par an le nombre des victimes de ce trafic. La plupart d'entre elles, en particulier les femmes, mais aussi les enfants et les adolescents, sont soumises à l'exploitation sexuelle.

Objectifs: Le projet vise à mieux coordonner la lutte de la DDC contre la traite d'êtres humains dans la CEI et à contribuer ainsi notablement à la prévention de ce trafic et à la protection de ses victimes au niveau international. Les activités sensibilisent également les groupes cibles aux risques de la traite d'êtres humains. Les victimes doivent pouvoir compter sur un soutien et une protection parfaitement coordonnés et le projet s'attache donc aussi à améliorer les compétences des professionnels appelés à prendre en charge les victimes (potentielles).

Mise en œuvre: Le programme comprend plusieurs projets, dont la responsabilité est confiée aux bureaux de coopération dans les différents pays. Leur réalisation est toutefois assurée par divers partenaires nationaux et internationaux de la DDC. Le bureau compétent à la centrale aide les bureaux de coopération à planifier, à coordonner et à évaluer les projets communs et régionaux. Il participe de plus activement aux travaux du réseau de lutte contre la traite d'êtres humains en Suisse.

Pays/région: CEI

Secteurs: gouvernance; affaires sociales et infrastructures; migration

Durée de la phase: novembre 2011 – décembre 2013

Budget pour la phase: 120 000 CHF

Début du projet: mai 2008

Dépenses antérieures: 250 000 CHF

Partenaires: Centre international pour le développement des politiques migratoires (*International Centre for Migration Policy Development, ICMPD*), Vienne; divers

Numéro de projet: 7F-06273.02

Amélioration du flux d'information sur la disponibilité de l'eau, phase 1

Situation initiale: La transparence dans l'utilisation des ressources en eau dans les régions transfrontalières constitue l'une des priorités du programme régional de la DDC en Asie centrale. Une commission kirghizo-kazakh a déjà contribué à la coordination de l'exploitation commune de l'eau et à améliorer son efficacité. En l'absence d'installations de contrôle et vu les lacunes que présentent encore les données mesurées, ainsi que leur sécurisation et leur transmission, on continue de gaspiller l'eau. Ces défauts se répercutent de plus sur le travail de la commission, qui doit prendre des décisions sur la base de données peu fiables.

Objectifs: Le projet entend simplifier le processus de décision de la commission interétatique et la gestion de l'eau en général, afin d'améliorer le flux d'information sur la disponibilité de l'eau.

Mise en œuvre: Un système de surveillance et de traitement des données sera mis en place et le personnel apprendra à l'utiliser. La DDC réalise le projet en collaboration avec le Département kirghiz pour l'administration de l'eau. Un comité et le bureau de coopération de la DDC à Bichkek supervisent les activités.

Pays/région: Asie centrale, Kirghizistan

Secteur: eau

Durée de la phase: août 2008 – mai 2012

Budget pour la phase: 440 000 CHF

Début du projet: août 2008

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Département kirghiz pour l'administration de l'eau

Numéro de projet: 7F-06120.01

Exploitation optimisée du réseau d'irrigation, phase 2

Situation initiale: Depuis quelques années, la DDC appuie des projets d'irrigation en Asie centrale, afin de garantir l'amenée d'eau d'irrigation jusqu'aux exploitations agricoles. Et elle est en voie d'aboutir. Ce qui manque toutefois aux paysans, ce n'est pas seulement l'accès à l'eau, mais aussi les connaissances nécessaires pour l'utiliser de manière optimale.

Objectifs: Une gestion plus efficace de l'eau devrait permettre de créer des emplois et des revenus, ainsi qu'à garantir les récoltes. Le projet contribue aussi à prévenir les conflits.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par un consortium de Tachkent et un Institut de Colombo sur mandat de la DDC. Il est supervisé par le responsable du programme régional de gestion des eaux de la DDC, qui est basé à Tachkent. Ses activités consistent notamment à tester des méthodes permettant d'économiser l'eau, tel l'arrosage au goutte-à-goutte, et à installer des stations de mesure.

Pays/région: Asie centrale

Secteur: eau

Durée de la phase: mars 2009 – décembre 2011

Budget pour la phase: 2 280 000 CHF

Début du projet: avril 2008

Dépenses antérieures: 400 000 CHF

Partenaires: Consortium du *Scientific Information Center* (SIC) de la Commission inter-Etats pour la coordination des ressources hydriques (SIC-ICWC), Tachkent et l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI), Colombo

Numéro de projet: 7F-05912.02

Promotion de la culture et des arts en Asie centrale, phase 2

Situation initiale: Dans les pays d'Asie centrale, le développement des arts et de la culture, la liberté d'expression, les processus de démocratisation et les échanges d'informations sont gravement entravés par la situation économique et politique. On néglige ainsi l'expression culturelle des minorités et les cultures secondaires. S'appuyant sur une longue expérience dans le domaine des arts et de la culture en Asie centrale, la DDC a élaboré un programme régional pour promouvoir les arts et la culture. Voici son slogan: « Diversity in Unity » (La diversité grâce à la cohésion).

Objectifs: Des activités culturelles devraient encourager la participation à la vie politique et sociale et promouvoir le respect et le dialogue interculturel parmi les peuples d'Asie centrale.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par des chargés de programme locaux sous la supervision des bureaux de coopération de la DDC à Douchanbe, à Bichkek et à Tachkent. Les responsables collaborent étroitement avec les artistes locaux et des organisations partenaires. Le bureau de coopération de Tachkent est chargé de la coordination thématique du programme, celui de Douchanbe assure la coordination financière.

Pays/région: Asie centrale

Secteur: gouvernance

Durée de la phase: mai 2011 – février 2012

Budget pour la phase: 435 000 CHF

Début du projet: 1999 (projets antérieurs menés dans un cadre bilatéral)

Dépenses antérieures: 1 800 000 CHF

Partenaires: divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-05029.02

Amélioration de l'adduction d'eau et de l'assainissement, phase 3

Situation initiale: Dans la vallée de Fergana, 60 à 70 % des habitants n'ont accès ni à de l'eau potable ni à des installations sanitaires. Comme nul ne s'attache à entretenir les infrastructures existantes ni à investir dans leur développement, la situation ne cesse d'empirer. Et la recrudescence de maladies est au rendez-vous.

Objectifs: Le principal objectif du projet consiste à améliorer les conditions de vie et la situation sanitaire dans les communes de la vallée de Fergana. Pour y parvenir, il entend

promouvoir une gestion décentralisée de l'eau potable et la réhabilitation du réseau d'adduction d'eau.

Mise en œuvre: Le projet est mis en œuvre par le Secrétariat international de l'eau. Celui-ci transfère le savoir requis aux institutions locales existantes au fur et à mesure de l'avancement du projet. Les bureaux de coopération de Tachkent et de Douchanbe supervisent et coordonnent le projet.

Pays/région: Asie centrale

Secteur: eau

Durée de la phase: janvier 2010 – décembre 2011

Budget pour la phase: 3 790 000 CHF

Début du projet: janvier 2007

Dépenses antérieures: 4 235 000 CHF dans le cadre régional (Ouzbékistan: 3 560 000 CHF)

Partenaires: Secrétariat international de l'eau, Canada; divers partenaires locaux

Numéro de projet: 7F-04169.03

Automatisation de la distribution d'eau dans la vallée de Fergana, phase 3

Situation initiale: Une bonne gestion de l'eau permet d'en économiser des quantités considérables. Un système de commande optimisé, la surveillance des débits au moyen d'appareils appropriés et des vannes automatiques peuvent produire de grands effets à peu de frais.

Objectifs: Le projet vise à mettre en place un système de réglage automatique ainsi qu'un système de commande et de contrôle, afin d'assurer une répartition optimale de l'eau dans les canaux de la vallée de Fergana. Près d'un million de personnes bénéficieront ainsi d'une meilleure irrigation de quelque 100 000 hectares de terres.

Mise en œuvre: La *Basin Water Organisation Syr Darya* participe au projet et collabore dans ce cadre avec les ministères de la gestion de l'eau des trois pays concernés (Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan). Au cours de cette phase, l'installation de vannes automatiques, de débitmètres automatiques et d'appareils servant au transfert des données sera étendue à toute la région frontalière de ces trois pays. La DDC finance l'équipement technique, y compris les logiciels et la formation du personnel.

Pays/région: Asie centrale (Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan)

Secteur: eau

Durée de la phase: août 2010 – décembre 2013

Budget pour la phase: 1 958 000 CHF

Début du projet: novembre 2003

Dépenses antérieures: 2 800 000 CHF

Partenaires: *Basin Water Organisation (BWO) Syr Darya*; *Scientific Information Center* de la Commission inter-Etats pour la coordination des ressources hydriques (ICWC), Tachkent; ministères de la Gestion des eaux du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan

Numéro de projet: 7F-03205.03

Création d'un réseau régional d'information sur l'eau, phase 3

Situation initiale: L'effondrement de l'Union soviétique a aussi anéanti le réseau transasiatique d'échange d'informations dans les domaines de l'eau et de l'environnement. Si chaque pays continue, comme par le passé, à collecter les données pertinentes, il reste à les mettre à disposition des autres Etats de la région pour optimiser l'irrigation.

Objectifs: Un réseau régional efficace d'information sur l'eau met à la disposition des décideurs transasiatiques et internationaux, mais aussi du public en général, des informations cruciales sur l'eau et sur la gestion de l'eau. Cette phase du projet vise à intensifier la collaboration avec d'autres institutions partenaires, comme le Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral (IFAS).

Mise en œuvre: Le projet a été lancé par la DDC et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU). Sa mise en œuvre est assurée par diverses organisations réunies au sein d'un solide partenariat. Le bureau de coopération de la DDC à Tachkent est chargé de suivre et de superviser la réalisation.

Pays/région: Asie centrale
Secteurs: eau; agriculture et sylviculture
Durée de la phase: août 2010 – décembre 2011
Budget pour la phase: 550 000 CHF
Début du projet: octobre 2003
Dépenses antérieures: 1 330 000 CHF
Partenaires: *Scientific Information Center* de la Commission inter-Etats pour la coordination des ressources hydriques (ICWC); divers partenaires locaux
Numéro de projet: 7F-02360.03

Gestion intégrée de l'eau, phase 5

Situation initiale: Le système d'irrigation de la vallée de Fergana s'avère peu efficace. La moitié de l'eau n'est en effet pas utilisée pour les raisons ci-après: manque de collaboration entre les consommateurs d'eau, répartition non professionnelle de cette ressource, absence de véritable conscience écologique et délabrement des infrastructures. Il faut améliorer la gestion des ressources en eau en donnant priorité aux besoins des consommateurs d'eau.

Objectifs: Le projet vise à mettre en place une gestion plus efficace de l'eau et à instaurer une collaboration transfrontalière dans le domaine de l'irrigation. Il contribue ainsi à un développement écologiquement durable et pacifique de la vallée de Fergana.

Mise en œuvre: Le programme est mis en œuvre par le *Scientific Information Center* (centre d'information scientifique) de la Commission inter-Etats pour la coordination des ressources hydriques (ICWC), dont le siège se trouve à Tachkent, et par l'Institut international de gestion des ressources en eau, sis à Colombo. Il conseille les responsables du réseau d'irrigation et assure leur formation, il veille à la coordination entre tous les acteurs de la gestion de l'eau, entretient un dialogue sur des sujets politiques, analyse la faisabilité économique du projet et mène des activités concrètes.

Pays/région: Asie centrale (Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan)
Secteurs: gouvernance ; eau
Durée de la phase: mars 2011 – février 2012
Budget pour la phase: 1 175 000 CHF
Début du projet: juillet 2001
Dépenses antérieures: 11 350 000 CHF
Partenaires: Consortium de l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI) et du *Scientific Information Center* de la Commission inter-Etats pour la coordination des ressources hydriques (ICWC) ; organisations de gestion de l'eau au niveau des provinces
Numéro de projet: 7F-00934.05

Crédit global pour les travaux préparatoires dans le cadre du programme de coopération technique avec la CEI, phase 7

Situation initiale: Les projets qui s'inscrivent dans le cadre de la coopération technique avec la CEI doivent être préparés, suivis, coordonnés et évalués.

Objectifs: Le projet a pour but de financer le travail et les frais des experts externes auxquels il est parfois indispensable de faire appel à différents stades d'un projet.

Mise en œuvre: L'utilisation du crédit relève de la direction de la division CEI de la DDC. Elle vérifie et approuve les demandes de financement des divers chargés de programme. Un contrat type est signé avec les experts.

Pays/région: CEI
Secteurs: divers
Durée de la phase: août 2008 – décembre 2011
Budget pour la phase: 700 000 CHF
Partenaires: experts externes
Numéro de projet: 7F-00351.07

Petites actions de la section CEI, phase 11

Situation initiale: Le programme pour la coopération technique avec les Etats d'Europe de l'Est et de la CEI se concentre sur certaines régions et sur certains domaines économiques prioritaires. Cette affectation judicieuse présente toutefois aussi des inconvénients, qui sont surtout dus au volume des moyens à disposition: les attentes des pays avec lesquels aucune coopération renforcée n'est prévue sont déçues; les particuliers suisses qui lancent des initiatives privées se sentent bloqués, car il ne reste aucune marge de manœuvre pour des projets à caractère social, culturel ou médical.

Objectifs: Le crédit global alloué pour les petites actions permet de compenser en partie ces inconvénients et de soutenir des projets dans des domaines non prioritaires, même si c'est dans une moindre mesure.

Mise en œuvre: Les petits crédits permettent d'accorder une aide relativement rapide et le travail administratif qu'ils requièrent reste supportable, puisqu'il est en rapport avec les montants alloués à ces actions relativement limitées et uniques. Celles-ci font l'objet d'une demande simplifiée, qui est soumise à la section concernée et approuvée par le chef de section dans le cadre de ses compétences financières.

Projets et actions déjà réalisés, phase 10

- 01 Accompagnement théorique et pratique d'un mandat dans le domaine de l'eau
- 02 Dialogue sur le passé turc et arménien
- 03 Forum Est-Ouest 2008
- 04 Elaboration d'un manuel d'instructions pour l'Asie centrale
- 05 10^e anniversaire de la coopération suisse avec le Tadjikistan
- 06 Traduction d'une mise au concours dans le cadre du projet Eau et épuration des eaux usées en Moldavie
- 07 Appui dans les domaines de la gestion des cycles de projet et de la planification de projets
- 08 Participation aux frais de transport de matériel médical
- 09 Frais logistiques de la section CEI entre 2008 et 2009
- 10 Voyage d'études au Vietnam de membres du Gouvernement ouzbek
- 11 Correction de la traduction en russe de la stratégie régionale (annulé)
- 12 Coûts de traduction de documents pour Focus 2008
- 13 Impression de la version allemande d'un manuel d'instructions pour l'Asie centrale, Focus 2008
- 14 Mise en page de la version française de la stratégie régionale pour l'Asie centrale
- 15 Correction de la traduction en russe de la stratégie régionale
- 16 Marché pour le développement régional de l'Asie centrale 2009
- 17 Appui au département pour la coordination de la politique et de l'aide en Moldavie
- 18 Action destinée à encourager les ONG à participer au Comité pour les droits de l'homme
- 19 Contribution à la conférence Alimentation et démocratie, les 24 et 25 avril 2009
- 20 Relations publiques autour des Instructions relatives aux projets dans la région de la CEI
- 21 Bilan à mi-parcours des activités menées en Asie centrale, Bichkek 2009
- 22 Production de photos en Moldavie
- 23 Contribution extraordinaire pour des activités menées à Semey
- 24 Etude des risques inhérents aux programmes réalisés au Tadjikistan
- 25 Séminaire ayant réuni coordinatrices et coordinateurs à Tbilissi, octobre 2009
- 26 Dynamique de groupe au bureau de coopération de Chisinau
- 27 Suivi de l'étude de vulnérabilité au Tadjikistan
- 28 Conférence sur la santé mentale
- 29 Conférence sur l'eau au Tadjikistan

Pays/région: CEI

Secteurs: divers

Durée de la phase: novembre 2011 – octobre 2013

Budget pour la phase: 800 000 CHF

Partenaires: divers

Numéro de projet: 7F-00926.11

Ensemble du domaine (Coopération avec l'Europe de l'Est)

Programme régional (concerne au moins deux pays)

Contribution à un programme de la fondation Village d'enfants Pestalozzi, phase 1

Situation initiale: La DDC a conclu avec des organisations non gouvernementales (ONG) suisses des accords pluriannuels prévoyant le versement de contributions à des programmes. Ces accords reposent sur l'expérience d'une longue collaboration et sur d'intensives négociations portant sur le programme soutenu. Huit des ONG, dont la fondation Village d'enfants Pestalozzi, mènent des activités en Europe de l'Est et dans la CEI.

Objectifs: La fondation Village d'enfants Pestalozzi s'attache à renforcer les compétences et les droits d'enfants et d'adolescents défavorisés. Elle contribue ainsi à promouvoir la coexistence pacifique en Serbie, en Macédoine et en Moldavie

Mise en œuvre: La fondation Village d'enfants Pestalozzi assure elle-même la mise en œuvre de ses programmes. Elle réalise ses divers projets en collaboration avec des partenaires locaux.

Pays/région: Europe de l'Est et CEI

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2008 – décembre 2012

Budget pour la phase: 1 875 000 CHF

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: fondation Village d'enfants Pestalozzi

Numéro de projet: 7F-06064.01

Contribution à un programme d'Helvetas, phase 1

Situation initiale: La DDC a conclu avec des ONG suisses des accords pluriannuels prévoyant le versement de contributions à des programmes. Ces accords reposent sur l'expérience d'une longue collaboration et sur d'intensives négociations portant sur le programme soutenu. Huit des ONG, dont l'Association suisse pour la coopération internationale (Helvetas), mènent des activités en Europe de l'Est et dans la CEI.

Objectifs: Helvetas vient en aide aux populations rurales de la CEI et poursuit en cela les objectifs suivants: les habitants des régions rurales doivent garantir à long terme la sécurité alimentaire grâce à une exploitation durable des ressources naturelles; ils doivent pratiquer une agriculture orientée vers le marché et bénéficier d'une formation professionnelle; Helvetas entend par ailleurs renforcer un système de gouvernement décentralisé.

Mise en œuvre: Helvetas met en œuvre elle-même son programme. Pour mener ses projets, elle collabore avec des partenaires locaux et internationaux. Helvetas concentre ses activités sur le Kirghizistan, mais élabore un programme pour le Tadjikistan.

Pays/région: Europe de l'Est et CEI

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2008 – décembre 2012

Budget pour la phase: 3 500 000 CHF

Dépenses antérieures: 0 CHF

Partenaires: Association suisse pour la coopération internationale (Helvetas)

Numéro de projet: 7F-06062.01

Contribution à un programme de l'Entraide protestante suisse (EPER), phase 1

Situation initiale: La DDC a conclu avec des ONG suisses des accords pluriannuels prévoyant le versement de contributions à des programmes. Ces accords reposent sur l'expérience d'une longue collaboration et sur d'intensives négociations portant sur le programme soutenu. Huit des ONG, dont l'Entraide protestante suisse, mènent des activités en Europe de l'Est et dans la CEI.

Objectifs: Dans ses activités, l'EPER s'est fixé les priorités suivantes: accroissement des revenus grâce à l'intégration sur le marché de l'emploi; accès aux ressources et amélioration de la production et de l'accès aux marchés; gestion et transformation de conflits et promotion de la société civile dans les régions rurales.

Mise en œuvre: L'EPER assure elle-même la mise en œuvre de ses programmes. Elle réalise ses divers projets en collaboration avec des partenaires locaux.

Pays/région: Europe de l'Est et CEI

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2008 – décembre 2012

Budget pour la phase: 2 250 000 CHF

Partenaires: Entraide protestante suisse (EPER)

Numéro de projet: 7F-06061.01

Contribution à un programme de Caritas Suisse, phase 1

Situation initiale: La DDC a conclu avec des ONG suisses des accords pluriannuels prévoyant le versement de contributions à des programmes. Ces accords reposent sur l'expérience d'une longue collaboration et sur d'intensives négociations portant sur le programme soutenu. Huit des ONG, dont Caritas Suisse, mènent des activités en Europe de l'Est et dans la CEI.

Objectifs: Caritas Suisse mène des activités dans les domaines suivants: garantie des moyens de subsistance, promotion des droits de l'homme et justice sociale, promotion de la paix, prévention de crises humanitaires, aide à la survie, réinsertion. Elle s'attache aussi à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes, à favoriser la désescalade et la prévention de conflits, à renforcer les organisations partenaires, ainsi qu'à lutter contre le VIH et le sida. Ses projets sont destinés aux groupes défavorisés de la population rurale et aux groupes marginalisés dans les villes. Ceux-ci comprennent les enfants, les handicapés physiques et mentaux, ainsi que les personnes âgées.

Mise en œuvre: Caritas Suisse assure elle-même la mise en œuvre de ses programmes. Elle réalise ses divers projets en collaboration avec des partenaires locaux.

Pays/région: Europe de l'Est et CEI

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2008 – décembre 2012

Budget pour la phase: 5 000 000 CHF

Partenaires: Caritas Suisse

Numéro de projet: 7F-06060.01

Contribution à un programme de la fondation Terre des Hommes, phase 1

Situation initiale: La DDC a conclu avec ONG suisses des accords pluriannuels prévoyant le versement de contributions à des programmes. Ces accords reposent sur l'expérience d'une longue collaboration et sur d'intensives négociations portant sur le programme soutenu. Huit des ONG, dont la fondation Terre des Hommes, mènent des activités en Europe de l'Est et dans la CEI.

Objectifs: Terre des Hommes est principalement engagée dans la lutte contre la traite d'enfants et l'exploitation des enfants et œuvre aussi pour l'amélioration du droit pénal des mineurs.

Mise en œuvre: La fondation Terre des Hommes assure elle-même la mise en œuvre de ses programmes. Elle réalise ses divers projets en collaboration avec des partenaires locaux.

Pays/région: Europe de l'Est et CEI

Secteurs: divers

Durée de la phase: janvier 2008 – décembre 2012

Budget pour la phase: 2 500 000 CHF

Partenaires: Terre des Hommes, Lausanne

Numéro de projet: 7F-06025.01